

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

**L'INTÉGRATION DU MOUVEMENT INDIGÈNE DANS LA RÉPUBLIQUE
BOLIVARIENNE DU VENEZUELA : UN INSTRUMENT POLITIQUE DE
LÉGITIMATION**

**MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE**

**PAR
VIOLAINE BONNASSIES**

JUIN 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

AVANT-PROPOS

Ce mémoire prend racine dans un moment historique pour le Venezuela, marqué par un regain d'utopie pour les populations d'Amérique latine. L'idéologie bolivarienne connaît son essor dans un contexte de désarroi politique face à des régimes démocratiques inaptes à endiguer l'inégalité sociale et la pauvreté. Sans minimiser les contradictions du mouvement chaviste et les limites de son action politique, le processus bolivarien, en faisant contrepoids à son idéologie rivale, le néolibéralisme, a le mérite de rendre possible les alternatives politiques et de réactiver le « sens de la politique », selon les mots de Hannah Arendt, dans un monde en mal de pensée politique, trop facilement conforté par une logique de marché surdéterminante, ou succombant au fatalisme d'une mondialisation « implacable ». C'est sans doute au travers de sa capacité à susciter les questionnements que le processus bolivarien est proprement révolutionnaire, par son appel à changer de direction, à susciter la remise en cause de ce qui est établi et à repenser le politique.

C'est lors d'un tournage sur le Forum Social Mondial de Caracas, en janvier 2006, que j'ai eu la chance de découvrir un pays en pleine effervescence politique, aux couches populaires pétries de Révolution romantique. J'ai surtout été frappée par la place prise par la question indigène dans cette atmosphère euphorique. À ce moment-là, j'assumais déjà mon penchant pour l'étude du mouvement indigène dans les Amériques. Interpellée par tant d'ardeur et d'implication politique, la réalité vénézuélienne a pris le pas sur mon sujet de recherche, un choix facilité par ma présence dans ce pays. La volonté intime de saisir cette réalité en ébullition et de comprendre le rôle joué par la question indigène dans un environnement politique novateur m'a finalement convaincue. Cette prise de risque originelle m'a accompagnée tout au long de ma rédaction, contrainte de travailler avec un matériau rempli de contradictions, d'incertitudes et d'improvisations. Par ailleurs, la difficulté inhérente à la compréhension d'un phénomène en cours d'évolution pose des limites supplémentaires à

cette recherche. C'est dans cette perspective que mon travail suit une démarche exploratoire, à l'affût de pistes d'analyse qui devront être renforcées ou bien réorientées en fonction de l'évolution politique à venir.

Je souhaite dédier ce mémoire à la mémoire de mon parrain, Pierre Baranger, grand amoureux du savoir et de la recherche. Par ailleurs, plusieurs personnes m'ont, d'une manière ou d'une autre, été extrêmement précieuses dans la réalisation de ce mémoire. Je tiens d'abord à remercier mes co-directeurs, Dorval Brunelle et Nancy Thède, pour le soutien et la confiance qu'ils m'ont témoignés tout au long de cette aventureuse entreprise. Ma reconnaissance s'exerce également à l'endroit de tous les Vénézuéliens qui m'ont fait partager leurs expériences et leur savoir sur la réalité indigène de leur pays.

D'un point de vue plus personnel, je tiens à exprimer toute ma gratitude à mon ami Vaibhav Rawat, qui a su m'apporter soutien et support tout au long de ce cheminement. Enfin, je suis redevable à mon père, dont l'appui et la présence affective n'ont cessé de m'accompagner, par-delà l'Atlantique.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	ii
LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	xix
RÉSUMÉ	x
 INTRODUCTION	 1
a. La spécificité indigène dans le Venezuela actuel : vers notre question de recherche	5
b. État des lieux de la littérature	6
c. Objectif du mémoire	10
 PREMIER CHAPITRE	
QUESTION INDIGÈNE ET INTÉGRATION POLITIQUE AU VENEZUELA : MISE EN CONTEXTE DE LA PROBLÉMATIQUE ET CADRE D'ANALYSE	13
1.1 La « question indienne » au Venezuela ou la problématique empirique	14
1.1.1 Les Indigènes au Venezuela : portrait d'une minorité marginalisée.....	14
1.1.2 La politique et la « question indienne »: l'histoire d'une colonisation renouvelée.	16
1.1.3 Le régime bolivarien et la question indigène : un changement de paradigme?	18
1.2 À la croisée des approches actualisées sur la mobilisation des ressources ou la problématique théorique	20
1.2.1 La théorie des structures d'ouvertures politiques ou l'importance du contexte politique..	23
1.2.2 La théorie de la mobilisation des ressources ou la mobilisation transnationale du leadership indigène	25
1.2.3 La théorie des processus de cadrage ou le discours de l'idéologie bolivarienne	26
1.2.4 Un cadre d'analyse lié à notre argument.....	27

1.3 Approche empirique du mouvement indigène vénézuélien ou la problématique méthodologique	29
1.3.1 Des sources empiriques diversifiées ou les données primaires.....	29
1.3.2 La démarche méthodologique : une étude qualitative.....	30
DEUXIÈME CHAPITRE	
QUELLE INTÉGRATION POLITIQUE ?	
ENTRE CONJONCTURE POLITIQUE ET STRATÉGIES DE MOBILISATION	34
2.1 La crise de légitimité politique : vers la réforme constitutionnelle	36
2.1.1 Crise économique profonde et mobilisations populaires: les décennies 1980 et 1990	36
2.1.2 Une crise institutionnelle: la fin de l'ère du <i>puntofijismo</i>	37
2.2 Le travail de mobilisation des leaders indigènes : de contestations très locales à la rapidité de la mobilisation nationale sous la Constituante.....	40
2.2.1 1989-1998 : une relative dispersion dans l'opposition	40
2.2.1.a L'émergence fragile d'un mouvement : entre actions locales et mobilisation transnationale	40
2.2.1.b La création du CONIVE en 1989 : les premiers pas d'une visibilité nouvelle du mouvement sur le plan national et international	43
2.2.1.c L'expérience de l'État d'Amazonas : un précédent constitutionnel.....	47
2.2.2 1998-1999 : la convergence politique dans le camp chaviste et la rapidité de la mobilisation indigène pendant le processus constitutionnel	48
2.3 Des <i>alliés</i> stratégiques	55
2.3.1 Entre un système international favorable et l'essor d'un mouvement indigène transnational : des outils stratégiques pour la mobilisation nationale.....	55
2.3.1.a De l'« effet boomerang » à la « contagion trans-frontalière»	56
2.3.1.b Un environnement international favorable.....	60
2.3.1.c Les expériences de mobilisation indigène dans les pays voisins : un modèle de diffusion	61
2.3.2 Un « cadre » pan-indigène ou la stratégie discursive.....	68

TROISIÈME CHAPITRE

L'INTÉGRATION : UN INSTRUMENT POLITIQUE DE LÉGITIMATION ou

LA SURDÉTERMINATION DU « CADRE » BOLIVARIEN.....74

3.1 L'intégration indigène dans la politique bolivarienne : un instrument de légitimation de l'idéologie bolivarienne76

3.1.1 Une intégration constitutionnelle guidée par le projet bolivarien de refondation nationale.....77

3.1.2 Une intégration institutionnelle : d'un problème social à un enjeu sociétal79

3.1.3 Une intégration discursive : le « socialisme indo-vénézuélien » prôné par Chavez.....81

3.1.4 Le discours indigène et l'idéologie bolivarienne : une même quête de légitimation?...84

3.2 Une intégration à caractère populiste ou les ressorts d'une stratégie politique (plus au niveau de l'action politique)91

3.2.1 Le populisme comme stratégie politique : usage conceptuel retenu pour notre analyse.....91

3.2.2 Une intégration indigène populiste ou les ressorts du chavisme.....93

3.3 L'élite indigène et le « cadre » bolivarien: une intégration stratégique et la légitimation du leadership indigène.....97

3.3.1 Un « cadre » bolivarien propice à la conquête des droits indigènes97

3.3.1.a Un chapitre VIII exclusivement dédié aux droits des peuples indigènes97

3.3.1.b Deux lois dédiées exclusivement à la problématique indigène.....99

3.3.1.c Une intégration juridique sur le plan international : la ratification de traités importants pour la garantie des droits indigènes.....101

3.3.1.d Une participation politique nouvelle.....102

3.3.2 Un double Congrès pour le CONIVE : confusion et divisions au sein de l'élite indigène.....107

3.3.3 Un CONIVE divisé : une courroie de transmission pour le chavisme.....109

QUATRIÈME CHAPITRE

LES DÉFIS D'UNE INTÉGRATION RÉUSSIE.....	115
4.1 Le régime bolivarien ou le jeu politique des incohérences.....	116
4.1.1 Les limites du processus bolivarien d'intégration politique.....	116
4.1.1.a Sur le plan juridique	116
4.1.1.b Des politiques économiques aux intérêts divergents	118
4.1.1.c Des politiques sociales non adaptées.....	119
4.1.2 Les défis pour les leaders indigènes.....	121
4.2 Aux origines d'une mise en oeuvre difficile : entre héritage politique et populisme chaviste	124
4.2.1 Des obstacles structurels	124
4.2.1.a Des habitudes politiques de corruption	124
4.2.1.b L'héritage des mentalités	125
4.2.2 Une idéologie populiste	125
CONCLUSION.....	128
APPENDICE A.....	132
APPENDICE B	133
APPENDICE C	134
APPENDICE D.....	135
APPENDICE E	136
NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.....	141

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Figures

2.1	Structure organisationnelle de la participation des peuples indigènes au processus constitutionnel.....	50
2.2	Structure organisationnelle de la mobilisation indigène dans l'État d'Amazonas.....	53
2.3	L'« effet boomerang ».....	58
3.1	Socialisme bolivarien et cosmovision indigène : une même quête de légitimation?.....	90
3.2	Deux structures parallèles du CONIVE : la division de l'élite indigène au service du renforcement du populisme?.....	113

Tableaux

2.1	Les peuples indigènes et leur participation dans le processus constitutionnel.....	63
3.1	Strategies of Rule, by Type of Ruler, Principal Power Capability and Ruler's Relationship to Support Base.....	96
3.2	Le mouvement indigène: une courroie de transmission du chavisme?.....	111
3.3	La division de l'élite indigène : deux modalités de populisme entre le clan de Noeli Pocatererra et celui de Nicia Maldonado?.....	112

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AD Acción Democrática
ASEINLUZ Asociación de los Estudiantes Indígenas de la Universidad del Zulia
BM Banque Mondiale
CODESUR Comisión para el Desarrollo del Sur
COICA Coordinadora de las Organizaciones de la Cuenca Amazónica
CONIVE Consejo Nacional Indio de Venezuela
CONAIE Confederación de Nacionalidades Indígenas de Ecuador
CONSEU Consejo de Sectores Uhuottoja
COPEI Comité de Organización Política Electoral Independiente
COPRE Comisión de Reforma del Estado
DAI Dirección de Asuntos Indígenas
OÉA Organisation des États Américains
FIB Federación Indígena del Estado de Bolívar
FMI Fonds Monétaire International
MAS Movimiento Al Socialismo
MBR-200 Movimiento Bolivariano 200
MVR Movimiento Quinta Republica
ONIC Organización Nacional Indígena de Colombia
ONU Organisation des Nations Unies
ORPIA Organización Regional de Pueblos Indígenas de Amazonas
PAS Politiques d'Ajustement Structurel
PPT Patria Para Todos
URD Unión Republicana Democrática

RÉSUMÉ

Quelle est la finalité de l'intégration politique du mouvement indigène dans un pays où les peuples indigènes ne représentent que 2,3% de la population du Venezuela? Cette interrogation justifie ce présent mémoire qui se veut une réflexion critique sur les enjeux de la politique indigène menée par le nouveau régime bolivarien, depuis l'arrivée de Chavez à la présidence, le 6 décembre 1998.

L'ampleur du prolongement politique de la question indigène dans le régime bolivarien contraste avec un mouvement indigène peu institutionnalisé sur le plan national. En effet, les peuples indigènes du Venezuela ne comptent pas avec un passé solide de convergence de leurs luttes sociales. Néanmoins, l'arrivée au pouvoir du mouvement politique porté par Chavez consacre une reconnaissance juridique sans précédent des droits des peuples indigènes. Quelle est la nature des modalités d'inclusion mises en oeuvre par le régime bolivarien? Peut-on pour autant parler de l'essor du mouvement indigène au Venezuela? Ces questionnements guident le développement de cette présente recherche dans le but de cerner les ressorts à l'oeuvre dans ce processus d'intégration.

Dans cette perspective, cette étude distingue deux types de facteurs qui aident à comprendre cette visibilité politique nouvelle de l'enjeu indigène au Venezuela. D'une part, nous relevons des facteurs conjoncturels déterminants, liés au contexte de crise institutionnelle du pays et à la transnationalisation du mouvement indigène. D'autre part, nous tentons de cerner la relation spécifique qu'entretient l'idéologie bolivarienne avec la question indigène dans le processus politique du mouvement chaviste.

Notre démonstration s'articule en relation avec une démarche empirique, issue d'une recherche de terrain effectuée pendant un mois, en mars 2006. Après avoir exposé les ressorts théoriques de notre analyse, nous appréhendons les ressorts contextuels de cette émergence, pour aboutir ensuite, dans un troisième chapitre, sur l'analyse du « cadre » bolivarien comme facteur surdéterminant de ce processus d'intégration. Enfin, nous terminons cette recherche en nuancant la portée effective d'une telle intégration et en traçant les lignes de défis pour l'avenir du mouvement indigène vénézuélien.

Cette recherche est guidée par l'hypothèse que l'intégration politique de la question indigène est au service de l'idéologie bolivarienne et sert ainsi à légitimer le processus de la Révolution chaviste. Cette intégration se définit alors davantage comme un instrument de légitimation dans une stratégie politique spécifique, plutôt que comme l'aboutissement d'un travail soutenu de convergence mené par un mouvement social solide.

Mots-clés : mouvement indigène, CONIVE, idéologie bolivarienne, populisme, intégration politique, chavisme.

Note : Nous avons fait le choix d'utiliser le masculin comme forme générique du pluriel dans le but d'alléger la lecture du texte.

INTRODUCTION

À l'instar de l'essor des mouvements sociaux dans les Amériques et de la convergence « transnationale »¹ de la mobilisation sociale, un des phénomènes les plus marquants du dernier tiers du XXème siècle est, sans conteste, l'émergence du mouvement indigène² comme acteur social et politique sur la scène politique, tant internationale que nationale (Mouterde, 2002). Il n'est qu'à rappeler les grandes mobilisations de la CONAIE équatorienne dans les années 1990, véritable précurseur de cet essor indigène sur le continent, ou l'écho international de la lutte zapatiste au Mexique, en 1994³.

¹ Par « transnational » nous entendons la multiplication des liens établis par-delà les frontières nationales, ainsi que la convergence des revendications et de la mobilisation sociale dans des réseaux et organisations internationales. À la différence des liens internationaux propres aux États-nations, la « transnationalisation » recouvre les acteurs de la « société civile » (Giugni, 1998: 92). Pour une revue de littérature sur l'évolution du concept, consulter Sidney Tarrow (2000), *Transnational Contention*.

² Le choix du terme « Indigène » est guidé d'une part, par son utilisation revendiquée dans le discours des acteurs concernés, s'autodénominant « *indigenas* », et d'autre part, par sa connotation historique liée au passé colonial propre aux pays d'Amérique latine. Suivant la définition donnée par Martínez-Cobo à la suite de son rapport, nous entendons par « Indigènes » : « ...those which having a historical continuity with pre-invasion and pre-colonial societies that developed on their territories, consider themselves distinct from other sectors of societies now prevailing in those territories, or parts of them. They form at present non-dominant sectors of society and are determined to preserve, develop, and transmit to future generations their ancestral territories, and their ethnic identity, as the basis of their continued existence as peoples, in accordance with their own cultural patterns, social institutions and legal systems » (Martínez Cobo, 1987: 30). Cette terminologie se distingue de la dénomination usuelle d'« Indien », souvent reprise dans la littérature, mais scientifiquement fautive. Le terme « Indigène » rétablit ainsi l'erreur historique, sans pour autant évincer la réalité de la colonisation, une donnée essentielle pour la compréhension de la réalité indigène actuelle; c'est dans cette perspective que nous préférons le terme d'« Indigène » à celui d'« autochtone » qui, par ailleurs, est juste étymologiquement, en tant que se référant aux premiers habitants d'un lieu donné, mais ne recouvrant pas la dimension historique propre à la réalité de l'Amérique latine. Suivant la définition de Stavenhagen (1992 : 87), les Indigènes sont « les secteurs de la population qui occupent une position déterminée dans la société plus large, comme résultat de processus historiques spécifiques » [notre traduction].

³ La mobilisation des Indigènes n'est bien sûr pas nouvelle; les rébellions n'ont cessé d'exister depuis la période coloniale (Martínez Peláez, 1985). La nouveauté de la mobilisation du XXème siècle réside dans le degré d'articulation des organisations, dans la formulation de leurs revendications basée sur une conception pan-indigène commune (Fernández Fernández, 2002, « Movimientos Indígenas », <http://www.ucm.es/info/eurotheo/diccionario/M/mov_indigenas.htm>).

L'essor de la mobilisation indigène sur le continent latino-américain s'inscrit dans un contexte de développement marqué, à partir des années 1980, par l'ouverture démocratique et la libéralisation économique (Brysk et Wise, 1997).

D'une part, les régimes se rallient à une conception démocratique du système politique, après avoir connu des périodes autoritaires et/ou dictatoriales. La liberté d'expression autorisée nourrit la contestation et les mobilisations sociales qui sont un élément important de ce cadre démocratique renouvelé. L'émergence du mouvement indigène actuel prend son essor dans ce contexte d'ouverture ou de réouverture politique⁴. Les grandes organisations indigènes nationales sont créées dans les années 1980 : l'ONIC colombienne en 1982, la CONAIE équatorienne en 1986, ou le CONIVE en 1989 pour le Venezuela.

D'autre part et parallèlement, sur le plan économique, les principes du « consensus de Washington »⁵ se trouvent adoptés par la plupart des politiques nationales pour faire face à la forte crise macroéconomique des années 1980 et à la question de la dette, initiée en 1982 au Mexique. Les Politiques d'ajustement structurel (PAS) sont mises en place dans ce contexte en tant que stratégie de sortie de crise. L'impact de ces politiques sur le développement des pays d'Amérique latine reste très controversé⁶. Pour les organisations indigènes, la persistance des problèmes de pauvreté et de développement de leurs pays respectifs est liée à l'effet néfaste des politiques de libéralisation du commerce et des stratégies économiques conditionnées par les règles imposées de remboursement de la dette contractée auprès des instances internationales de financement, le FMI et la BM. Les revendications indigènes se fondent sur le discrédit de ces politiques de libéralisation, accusées d'être responsables de

⁴ Les expériences démocratiques avaient déjà marqué la vie politique avant 1980 dans la plupart des pays latino-américains, alternant avec des régimes autoritaires. La décennie 1980 marque un retour approfondi de la démocratie.

⁵ Cette formule de John Williamson date de 1990 et est désormais consacrée dans la littérature. Selon Williamson, le consensus de Washington intègre 10 objectifs macroéconomiques centraux qui sont à la base des politiques néolibérales menées tant par la Maison Blanche que par les grandes instances économiques internationales : orthodoxie monétaire, dérégulation, privatisation, libéralisation du commerce sont quelques unes de ces mesures. Ce consensus repose bien sûr sur un parti pris, et des auteurs comme Dani Rodrik (1997) le contestent et le critiquent.

⁶ Un auteur comme Bernard Duterme lie de manière causale la logique néolibérale à la constitution de nouvelles solidarités : « Paradoxalement, alors que l'actuelle globalisation se révèle sous bien des aspects désastreuse pour ces peuples marginalisés, elle crée aussi les conditions de leur émergence en tant qu'acteurs sociaux identitaires » (2002).

l'appauvrissement, de l'exclusion et de la marginalisation des Indigènes dans leurs sociétés étatiques respectives.

Ce cadre d'opposition a conduit à la mobilisation des organisations indigènes, tant à l'extérieur, sur la scène publique internationale, qu'à l'intérieur, dans un discours qui se veut rassembleur et unificateur.

L'essor du mouvement indigène dans un tel contexte a contribué à transformer la question indigène en enjeu politique fondamental (Van Cott, 2004b; Mouterde, 2002) pour les États du continent américain. Le résultat politique des mobilisations indigènes des années 1980 et 1990 a été l'adoption, au cours de la décennie 1990, dans la plupart des pays latino-américains, de modifications des lois constitutionnelles, dans le but de favoriser une plus grande reconnaissance des droits des peuples indigènes, droits historiquement niés ou objets de discrimination, dans des sociétés nationales issues de la colonisation européenne⁷. Parallèlement, une nouvelle élite politique indigène a émergé avec la multiplication d'élus indigènes, depuis les maires des municipalités jusqu'aux responsables de l'exécutif national. L'élection d'Evo Morales à la présidence de la République de Bolivie, le 18 décembre 2005, représente, dans la conscience politique des organisations indigènes, une victoire historique et symbolique pour l'accession des Indigènes à la vie politique. Au-delà de l'enjeu social et de la reconnaissance institutionnelle, les Indigènes aspirent à devenir des acteurs politiques à part entière dans leurs sociétés nationales respectives (Mouterde, 2002).

L'incorporation progressive des droits indigènes au niveau des organisations étatiques a été soutenue par un contexte international favorable à la cause indigène. Dès 1970, la préoccupation pour les peuples indigènes est manifeste aux Nations Unies : le rapport Martínez Cobo, débuté en 1970 et achevé en 1984, fut l'incitatif premier à la progressive incorporation de l'enjeu indigène à l'agenda onusien. À partir de cette documentation exhaustive sur la discrimination des peuples indigènes et de leur situation critique, l'ONU a créé un Groupe de Travail sur les Peuples Autochtones, en 1982, prolongé par des activités

⁷ Ces réformes constitutionnelles ont touché, entre autres, le Brésil en 1988, la Colombie en 1991, la Bolivie en 1994, ou encore l'Équateur en 1998.

spécifiques comme celle de la première Décennie Internationale des Peuples Autochtones (1995-2004). À l'heure actuelle, les questions relatives aux peuples indigènes restent toujours une priorité dans l'agenda politique international : la Décennie a été renouvelée pour 2005-2014 et la Déclaration des peuples indigènes fut récemment approuvée par le jeune Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, le 29 juin 2006, à Genève⁸. Ces multiples initiatives révèlent l'importance accordée à un tel enjeu sur le plan international, dans un contexte d'effervescence législative en matière de droits humains. Le travail effectué a, en outre, permis la construction d'un cadre normatif utile pour légitimer les luttes du mouvement indigène.

Dans le cadre de cette émergence croissante de l'enjeu indigène sur le plan international aussi bien que national, le Venezuela ne fait pas exception. La réforme constitutionnelle de 1999 incorpore de nouveaux droits pour les peuples indigènes. C'est sur le traitement vénézuélien de la question indigène que porte notre sujet de mémoire, et plus spécifiquement sur la prise en compte de l'enjeu indigène dans le régime bolivarien depuis l'élection de Chavez à la présidence du pays.

En effet, en dépit des similitudes observables dans les réponses politiques apportées dans différents pays, aux revendications indigènes, les réalités nationales n'en conservent pas moins leur spécificité. Le mouvement indigène est loin d'être homogène et connaît des modalités d'intégration nationales fort distinctes, que ce soit en termes de pourcentage par rapport au reste de la société ou dans les déclinaisons politiques de sa mobilisation : d'abord, le pourcentage de la population indigène varie considérablement d'un pays à l'autre, atteignant 62% en Bolivie, mais ne dépassant pas 1,7% au Paraguay (IWGIA, 2006)⁹; ensuite, la reconnaissance des droits indigènes présente des évolutions différentes selon la société nationale considérée. Au Venezuela, les Indigènes, bien que ne représentant que 2,3%

⁸ L'approbation reste encore à être validée par l'Assemblée générale des Nations Unies, une adoption initialement prévue pour l'automne 2006 mais qui a été reportée à 2007.

< www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/MessageUNPFIIChair06_en.doc >.

⁹ Ces estimations, dépendantes de la difficulté inhérente au critère de définition de l'identité indigène, servent à donner un ordre de grandeur. Elles correspondent aux personnes qui se définissent comme Indigènes et non aux critères exclusivement linguistiques : au Paraguay, la quasi totalité de la population parle une langue indigène mais un faible pourcentage seulement s'est recensé comme Indigène (Chiffres du recensement de 2002, http://www.dgeec.gov.py/Publicaciones/Biblioteca/censo_indigena/Capitulo%201.pdf et http://www.unesco.org/education/wef/countryreports/paraguay/rapport_2_7.html).

de la population totale¹⁰, possèdent pourtant, à l'heure actuelle, une des législations les plus complètes du continent en matière de droits indigènes (Appendice A, tableau A.1). Pour la première fois, ils font leur entrée dans l'arène politique à des niveaux décisionnels jamais atteints auparavant (Giordani, 2002 :63).

a. La spécificité indigène dans le Venezuela actuel : vers notre question de recherche

Cette spécificité vénézuélienne constitue le point de départ du présent mémoire. Le décalage, voire le déphasage, entre la proportion d'Indigènes dans le pays et le niveau de reconnaissance des droits indigènes fonde notre question de recherche : comment comprendre en effet cette déconnexion, ce hiatus, la contradiction qui semble exister entre la réalité sociale d'une minorité et l'étendue de la reconnaissance des droits indigènes dans la Constitution de 1999, et plus généralement la place accordée à l'enjeu indigène dans le nouveau régime bolivarien depuis l'élection de Chavez à la présidence du Venezuela en 1998? Comment expliquer que, dans le contexte vénézuélien, le prolongement politique de la mobilisation indigène semble plus grand que dans d'autres contextes nationaux du continent latino-américain? Quels sont finalement les ressorts du passage d'une « invisibilité historique » à la « célébrité nationale » (Villalón, 2002 :11)¹¹?

En réponse à cette question spécifique de recherche, notre mémoire soutient que l'intégration politique de la question indigène correspond à une stratégie politique du pouvoir bolivarien, dans le but d'accroître la légitimité de l'idéologie bolivarienne, tant sur le plan national qu'international. Ainsi, l'incorporation, dans la Constitution du Venezuela, de l'enjeu indigène, servirait d'instrument pour une double légitimation : en même temps qu'elle permet l'essor politique d'un nouveau *leadership* indigène, elle vient renforcer l'ancrage de l'idéologie bolivarienne à deux niveaux : d'une part, en se dotant d'une profondeur historique et civilisationnelle, l'idéologie bolivarienne souhaite légitimer son processus politique sur la scène nationale; d'autre part, sur le plan international, elle cherche à accroître sa légitimité

¹⁰ Chiffres du dernier recensement, en 2001, avec un total de 532.783 Indigènes répartis sur tout le territoire. (« Mision Guaicaipuro » : 8)

¹¹ [Ma traduction].

face aux idéologies rivales, et notamment face à son « ennemi » principal et avoué : l'idéologie néolibérale¹². C'est donc dans la nature même de l'idéologie bolivarienne que se trouverait la clé de compréhension de ce décalage, de cette relative déconnexion entre le niveau de la mobilisation sociale des Indigènes et le succès politique de cette mobilisation. Notre hypothèse de recherche affirme ainsi que l'idéologie bolivarienne joue un rôle surdéterminant par rapport à la politique indigène.

b. État des lieux de la littérature

Face à la réalité de l'émergence du mouvement indigène et à la variété des expériences nationales, la littérature sur le sujet s'est développée dans plusieurs directions, à partir des théories sur les mouvements sociaux¹³. Cette littérature sur le mouvement indigène est diversifiée et mêle différents niveaux d'analyse, liés non seulement à l'échelle géographique choisie, que l'on s'intéresse à la mobilisation sociale d'une organisation locale (Perreault, Lauer) ou régionale (COICA), mais aussi à la gamme variée des théories sur les mouvements sociaux. Dans le cas vénézuélien, nous cherchons à cerner les facteurs qui jouent dans la compréhension de l'incorporation de l'enjeu indigène au niveau de la politique nationale.

Les études « classiques » des mouvements sociaux s'attachent à saisir les ressorts de l'action collective pour comprendre le succès politique de la mobilisation sociale¹⁴. Suivant la prédominance du contexte international, tout un corpus récent de la littérature sur le mouvement indigène met l'accent sur le rôle prédominant de la mobilisation transnationale dans l'activité du mouvement social. Nombreuses sont les études récentes portant sur le

¹² Dans notre mémoire, nous nous intéressons exclusivement à la dimension intérieure de ce processus de légitimation, concentrant notre analyse sur les liens entre pouvoir bolivarien et enjeu indigène au Venezuela.

¹³ Le concept de mouvement social ne va pas de soi et aujourd'hui, un théoricien comme Touraine (2002) questionne même sa légitimité : « Do social movements still exist? ». Faute de terme plus adéquat, nous retiendrons quand même la notion de mouvement social sur la base de la définition-synthèse de Diani (1992) mais dans une perspective de changement social : « networks of informal interactions between a plurality of individuals groups and/or organizations, engaged in political or cultural conflicts on the basis of shared collective identities ». Il nous semble important de compléter cette définition par la perspective plus tourainienne d'action orientée vers la transformation des valeurs et des rapports de domination. Cela permet de prendre en compte l'importance du discours et de la construction d'identités spécifiques.

¹⁴ Les deux grandes écoles principales sont l'école nord-américaine de la mobilisation des ressources et l'école européenne des nouveaux mouvements sociaux.

mouvement indigène en Amérique latine qui soulignent l'importance du contexte international pour l'obtention de droits indigènes par les États nationaux concernés (Van Cott, 2004b ; Brysk, 1996). Dans cette perspective, les organisations indigènes ont recours aux instances internationales pour renforcer leur influence sur le plan local ou national, face à des États souvent réticents à répondre positivement aux revendications indigènes. Keck et Sikkink sont les tenants de cette approche transnationale à travers leur théorie du « boomerang effect » (schéma, annexe)¹⁵ et plusieurs auteurs se situent dans ce cadre d'analyse pour étudier le mouvement indigène (Brysk, 1996; Stavenhagen, 1992). Dans le cas du mouvement indigène vénézuélien, l'approche transnationale est pertinente, car elle permet de comprendre le succès politique en dépit d'une institutionnalisation faible du CONIVE sur le plan national. La mobilisation à l'international, que ce soit dans la participation du CONIVE à la COICA, au Parlement Andin ou à travers des réseaux d'échange et de partage d'expériences, est un élément essentiel pour comprendre la nouvelle présence indigène au pouvoir et le rôle des chefs indigènes dans l'inclusion d'un chapitre entier (VIII) de la Constitution consacré aux droits des peuples indigènes. Cette Constitution de 1999, en définissant la République bolivarienne comme « multiethnique et pluriculturelle », s'inscrit dans la lignée des réformes constitutionnelles des pays voisins.

Mais pourquoi cette évolution se manifeste-elle maintenant ? Et pourquoi la progression fut-elle si poussée au Venezuela, plus que partout ailleurs ? La perspective transnationale ne cherche pas à appréhender les disparités temporelles et spatiales de l'expérience du mouvement indigène (Yashar, 1998), ni à saisir, dans le cas qui nous importe, la spécificité indigène du contexte vénézuélien¹⁶. En raison de son niveau d'abstraction, elle ne prend pas en compte les variabilités nationales. Elle conserve néanmoins toute sa pertinence analytique pour comprendre l'émergence du leadership indigène et le rôle de ce dernier dans la bataille de la Constituante pour l'incorporation des propositions indigènes.

¹⁵ Keck et Sikkink s'intéressent au mouvement des droits humains et n'étudient pas spécifiquement le mouvement indigène. Néanmoins, leur approche du mouvement social sert de base à de nombreux auteurs qui analysent le mouvement indigène.

¹⁶ L'analyse « meso » de Yashar est utile pour temporaliser et spatialiser notre étude et éviter de tomber dans l'écueil d'une abstraction et d'une généralisation démesurées.

Si l'approche transnationale est indispensable à notre étude, elle reste néanmoins déconnectée de tout contexte politique national particulier et ne cerne pas la spécificité vénézuélienne de l'enjeu indigène qui nous importe ici. En effet, plusieurs facteurs liés à la conjoncture politique propre à l'histoire du Venezuela semblent nécessaires à prendre en compte pour comprendre les conditions politiques internes favorables à l'arrivée d'un nouveau leadership indigène dans les enceintes du pouvoir. Dans un contexte de profonde crise de légitimité politique, les acteurs indigènes ont su jouer du changement politique pour, d'une part, obtenir une plus grande reconnaissance des droits des peuples indigènes dans la nouvelle Constitution, et pour, d'autre part, conquérir de nouveaux espaces institutionnels. La théorie des *contentious politics* facilite la compréhension contextuelle de la mobilisation indigène, dans le cadre de l'évolution historique et politique propre au pays (Yashar, 1998; Van Cott, 2002, 2003).

La reconnaissance des droits indigènes au Venezuela coïncide donc avec un tournant historique sur le plan de la politique nationale. Elle s'inscrit dans une volonté politique de changement radical de régime, ce qui s'est traduit par la création d'une nouvelle République, sanctionnée par la Constitution de 1999. L'incorporation des droits indigènes semble toutefois dépasser la simple réforme constitutionnelle pour soutenir le projet bolivarien de refondation du régime politique. Des programmes politiques spécifiques, comme la Mission Guaicaipuro, sont emblématiques¹⁷ ; ils ont été mis en oeuvre dans le but d'instaurer les nouveaux droits reconnus, en particulier, en matière de droits collectifs, de droits territoriaux et de droits à l'éducation. Cependant, les difficultés dans l'application des droits octroyés soulèvent la question de la valeur pratique de la reconnaissance constitutionnelle : s'agit-il d'un énième « habillage institutionnel » (Charier: 2000, 53) qui cantonnerait les droits reconnus au statut d'« utopies constitutionnelles » (Queipo, 2001)?

Notre objectif, dans ce mémoire, consiste à cerner les ressorts qui permettraient de comprendre les contradictions inhérentes au processus d'intégration politique des droits indigènes dans le régime bolivarien. La relation ténue entre l'intégration politique des droits

¹⁷ Voir 3.1.2.

indigènes et la mise en œuvre de la nouvelle République nous incite à problématiser la question indigène en lien avec l'idéologie bolivarienne.

Dans les études portant sur le changement politique au Venezuela depuis 1998, deux tendances se dévoilent : certaines analyses, enthousiastes, insistent sur le caractère révolutionnaire du traitement politique et comprennent l'incorporation de la question indigène à l'aune de la nouvelle donne politique qui se fonde sur le discrédit de l'ancien modèle « *puntofijista* »¹⁸ (Domingo Sanchez P., 2002 ; Guarcía Guadilla, 2003 ; Hellinger, 2003) ; tandis que d'autres, plus sceptiques, nuancent cette évolution et s'attachent davantage à mettre en évidence les visées populistes du mouvement chaviste et/ou les contradictions du processus politique quant aux mesures indigènes (Clarac J., 2001 ; Charier, 2000 ; Hawkins, 2003). Les premières se penchent essentiellement sur les mesures constitutionnelles et législatives et soulignent les avancées réalisées, tandis que les secondes s'intéressent davantage au caractère populiste de l'action politique et minimisent la portée des mesures. Plutôt que de se positionner d'un côté ou de l'autre, et afin d'éviter tout parti pris sur un sujet si propice à des développements passionnels, notre recherche vise à mettre en corrélation l'intégration politique de l'enjeu indigène et la finalité de l'idéologie bolivarienne, deux thématiques séparées dans la littérature¹⁹.

Malgré les obstacles de mise en œuvre des droits indigènes, la référence indigène dans le discours politique bolivarien n'en reste pas moins quasi omniprésente. En effet, la rhétorique indigène est largement exploitée par Chavez dans son discours et semble dépasser la seule réponse politique aux revendications sociales. Cet élément nous apparaît essentiel dans le cadre d'un régime bolivarien où la parole politique est un ressort stratégique de premier plan. Quelle serait alors la finalité d'un recours si systématiquement favorable à la cause indigène ?

¹⁸ Expression consacrée pour définir l'ancien système politique, en vigueur de 1958 jusqu'à 1998, fondé sur le Pacte de Punto Fijo, résultat d'un compromis politique entre les 3 partis politiques de l'époque, AD, COPEI et URD, et qui instaura de fait un bipartisme dans l'exercice du pouvoir dans un cadre démocratique, AD et COPEI se partageant successivement le pouvoir, à l'exclusion des partis plus radicaux.

¹⁹ Nous ne prétendons pas connaître l'ensemble de la littérature bien sûr. Notre propos se base sur les lectures réalisées.

c. Objectif du mémoire

Notre mémoire a pour objectif de cerner les contradictions de l'incorporation de l'enjeu indigène en resituant la question indigène dans le contexte plus large de l'idéologie bolivarienne. En effet, à la question de savoir comment comprendre l'incorporation de la question indigène, l'approche transnationale et la théorie des *contentious politics* apportent des éléments d'analyse pertinents. Néanmoins, quand il s'agit de cerner le décalage entre le niveau d'incorporation constitutionnel et son prolongement social, les finalités propres à l'idéologie bolivarienne s'imposent.

Nous posons donc comme hypothèse principale de recherche que l'incorporation de la question indigène dans le nouveau régime bolivarien sert d'instrument stratégique pour une double légitimation : d'une part, elle sert à légitimer l'idéologie bolivarienne et par là-même le processus politique censé mettre en oeuvre « le socialisme du XXIème siècle »²⁰ ; d'autre part, elle légitime la présence d'un leadership indigène proche du pouvoir. Cette double légitimation s'effectue dans un rapport de renforcement mutuel entre l'idéologie bolivarienne et les valeurs prônées par le discours indigène.

Pour répondre à cette question de recherche, la théorie du cadrage ou *framing* donne un cadre d'analyse adapté à notre réflexion. Résultat d'une synthèse entre les deux grands courants des mouvements sociaux, (MR et NMS)²¹, cette théorie permet d'intégrer à notre analyse la dimension idéologique²² du régime bolivarien. Cette composante idéologique nous semble

²⁰ Expression de Chavez, utilisée pour la première fois en janvier 2005, lors du Forum Social Mondial, à Porto Alegre.

²¹ L'approche transnationale comme celle des *contentious politics*, s'inscrit dans la lignée de la théorie de la mobilisation des ressources (MR, version nord-américaine de la sociologie de l'action collective). Elle répond au « comment » de la mobilisation des chefs indigènes et de l'incorporation des nouveaux droits, par l'intérêt porté aux stratégies, en lien avec un contexte de structures d'opportunités politiques. La démarche des théoriciens des nouveaux mouvements sociaux (Touraine, Castells, Melucci), pendant européen de la MR, se distingue par le rôle surdéterminant conféré à la construction identitaire dans la mobilisation sociale, dimension fondamentale qui touche le « pourquoi » plus que le comment, par son attention portée aux notions de conflit et d'identité.

²² À la suite de Hank Johnston et Pamela Oliver (2000), nous distinguons, sans les confondre, les notions de cadrage et d'idéologie. Tandis que l'idéologie cherche à justifier des actions, le « cadre » se limite à rendre

essentielle pour appréhender l'apparent décalage entre la faible structure institutionnelle et organisationnelle du CONIVE (Van Cott, 2002) et son prolongement politique, car elle nous permet d'aborder la finalité de l'incorporation de l'enjeu indigène dans le nouveau régime. En effet, à l'instar de l'approche transnationale, la théorie des *contentious politics* ne rend pas compte de la quasi omniprésence de l'enjeu indigène dans le discours politique bolivarien²³.

C'est dans l'interaction entre la mobilisation de chefs indigènes, le processus politique et l'idéologie bolivarienne que nous ancrons notre analyse de l'incorporation politique de l'enjeu indigène dans la IVème République du Venezuela. Ce mémoire vise à aborder ces différents aspects en s'appuyant sur le processus historique et politique propre à l'État vénézuélien sur la base d'une recherche-terrain effectuée entre janvier et mars 2006.

Suivant notre hypothèse de recherche, notre objectif se décline en deux temps : d'une part, nous cherchons à présenter la mobilisation des chefs indigènes et le contexte politique comme des facteurs déterminants dans le processus d'intégration politique des droits indigènes; d'autre part, nous cherchons à démontrer le rôle surdéterminant de l'idéologie bolivarienne sur les deux facteurs précédents. C'est dans cette perspective que le choix méthodologique d'une observation de terrain devient pertinent. En outre, cette analyse nous permettra de spécifier la nature de cette prise en compte politique de l'enjeu indigène : s'agit-il d'une inclusion, d'une intégration ou davantage d'une incorporation politique?

Notre propos se divise en quatre chapitres. Le premier chapitre du mémoire situe l'enjeu de l'intégration politique de la question indigène dans le contexte de la réalité socio-politique du Venezuela. Cette première étape vise également à problématiser théoriquement et méthodologiquement notre sujet de recherche dans le but de dresser une grille d'analyse qui servira à notre étude de cas. Sur cette base, les deuxième et troisième chapitres s'attachent à relever les facteurs de compréhension de l'intégration politique de la question indigène. Le deuxième chapitre étudie les causes contextuelles et historiques pour cerner la rapidité de la

compréhensible ces actions, sans s'appropriier un contenu politique particulier. Cette distinction permet de préserver le caractère processuel du « cadre », tout en évitant de le substituer à un contenu fixe et déterminé.

²³ Ces deux approches s'intéressent davantage aux stratégies de mobilisation plutôt qu'à la portée du discours. Il est à souligner que toute théorie est nécessairement partielle et sélective, et que le choix de l'approche n'affecte en aucun cas sa pertinence.

mobilisation indigène, tandis que le troisième se concentre tout particulièrement sur les finalités de l'idéologie bolivarienne. Ainsi, nous exposerons d'abord les facteurs qui ont joué un rôle déterminant dans l'intégration pour ensuite analyser l'élément qui nous paraît surdéterminant, à savoir l'idéologie bolivarienne. Enfin, le quatrième et dernier chapitre aborde les impacts d'une telle stratégie politique et les défis qui se profilent pour l'avenir, tant du côté du pouvoir chaviste que de l'avenir de la mobilisation indigène dans le pays.

PREMIER CHAPITRE

QUESTION INDIGÈNE ET INTÉGRATION POLITIQUE AU VENEZUELA : MISE EN CONTEXTE DE LA PROBLÉMATIQUE ET CADRE D'ANALYSE

*C'est la plus radicale manière d'anéantir tout discours que
d'isoler chaque chose de tout le reste : car c'est par la mutuelle
combinaison des formes que le discours nous est né.*
Platon

Afin de mieux comprendre l'intérêt porté à la question indigène dans le nouveau paysage politique vénézuélien, il importe d'abord de situer contextuellement notre problématique. L'enthousiasme suscité par la conquête des droits indigènes dans la nouvelle République bolivarienne et la rupture que constitue la Constitution de 1999 doivent être mis en perspective avec la tradition politique passée en matière de traitement de la « question indienne »¹. Les nouveaux droits indigènes reconnus dans la Constitution constituent en effet un changement substantiel pour une majorité d'Indigènes. Néanmoins, peut-on dire pour autant que le processus bolivarien consacre une véritable « intégration » des Indigènes à la société vénézuélienne ?

Le présent chapitre poursuit un double objectif : il vise à contextualiser notre sujet et à exposer notre cadre d'analyse. Pour ce faire, nous opérons en trois temps. En premier lieu, nous situons notre problématique afin de poser ses soubassements empiriques. Dans un

¹ Expression consacrée pour se référer au dossier indigène (Ramirez Gallegos, 2001).

second temps, notre étude cherche à problématiser le cadre théorique de notre analyse; notre réflexion théorique se situant au confluent des théories sur l'intégration politique et des théories sur les mouvements sociaux, entre science politique et sociologie. Enfin, dans une troisième et dernière partie, l'exposition de notre démarche méthodologique viendra renforcer le choix de notre problématique.

1.1 La « question indienne » au Venezuela ou la problématique empirique

1.1.1 Les Indigènes au Venezuela : portrait d'une minorité marginalisée

Par-delà l'unité d'un mouvement se cache l'hétérogénéité de la réalité indigène. Les Indigènes du Venezuela présentent en effet une grande variété en termes de répartition géographique, de spécificité culturelle et de degré de contact avec la population *criolla*. Entre un Yanomami isolé au fin fond de l'Amazonie et un Wayuu urbanisé vivant à Maracaibo ou dans la capitale de Caracas, presque tout dans leur mode de vie, les sépare.

Selon le recensement de 2001², la population indigène atteint 532 783 habitants³, soit 2,3% de la population totale du Venezuela, répartis dans dix des vingt-trois États, entre trente-deux peuples différents⁴ : Akawayo, Amorúna, Añu, Baré, Bari, Baniva, Cuiva, Curripaco, Chaima, Cumanagoto, Jivi, Hoti, Ingas, Kari'ña, Maco, Mapoyo, Eñapa, Pemón, Piapoco, Huötoha, Puinave, Pumé, Sáliva, Sanema, Warao, Warekena, Wayuu, Yanomami, Ye'kwana, Yeral, Yabarana et Yukpa. La dispersion entre ces différents peuples est grande : 80% se concentrent dans les forêts et les zones frontalières avec la Colombie, le Brésil, la Zone de réclamation avec la Guyane et Trinidad : c'est le cas des États de Zulia, Amazonas, Apure,

² XIII^{ème} recensement général réalisé au 4^{ème} trimestre de l'année 2001.

³ Le recensement de 2001 comprenait deux parties : un recensement général de la population et de l'habitat, selon lequel 354.400 personnes se déclarèrent appartenir à un peuple indigène, et le recensement des communautés indigènes dans lequel 178.383 habitants s'enregistrèrent.

⁴ Il n'y a pas de consensus sur le nombre des peuples indigènes présents au Venezuela. Chaque institution manie son chiffre, une estimation qui tend à croître au fur et à mesure que la réalité indigène se fait mieux connaître. Le recensement indigène de 1992 comptait 28 groupes, la Loi de Démarcation approuvée en 2001 se réfère à 35 peuples indigènes, tandis que le CONIVE et la Commission Permanente des peuples indigènes de l'Assemblée Nationale manient le chiffre de 34. Cf. *Misión Guaicaipuro*, sept 2005. Ministère de la communication et de l'information. collection *temas de hoy*.

Bolivar et Delta Amacuro. Les 20% restants se situent dans les États Anzoategui, Monagas, Sucre, Trujillo et Mérida. La majorité des Indigènes est constituée par les Wayuu concentrés dans l'État de Zulia. En effet, d'après le recensement de 2001, plus de 74% des Indigènes vivent dans les zones urbaines de l'État de Zulia, formés par les communautés Wayuu et Añu (Clarac, 2003 : 257).

Le fait que nombre de communautés se retrouvent excentrées dans les zones frontalières est en partie le résultat d'un processus historique et politique de marginalisation progressive. Les politiques nationales successives ont repoussé les peuples indigènes aux frontières de l'État vénézuélien ou dans les zones inhospitalières, les éloignant des terres fertiles ou des zones riches en ressources naturelles. Une loi historique est venue sceller cette dépossession progressive des terres indigènes, la loi du 25 mai 1885 sur les Réserves indigènes⁵, qui a limité la reconnaissance des communautés indigènes à celles présentes sur trois territoires seulement, Amazonas, Haut-Orénoque et la Guajira⁶, légitimant l'expulsion des Indigènes de tous les autres territoires. Ces territoires non reconnus, comme les États andins ou ceux de Falcon, Lara, Barinas, Anzoategui, contenaient les terres les plus fertiles et les plus accessibles aux latifundistes, et donc plus aptes à l'exploitation (Clarac, 2001 : 338).

La marginalisation ne fut pas seulement géographique, elle fut également culturelle. Les politiques nationales ont imposé les critères de l'indigénéité : en limitant les communautés indigènes à trois territoires, tous les Indigènes des autres régions se trouvaient dépossédés du droit à être indigènes (Clarac, 2001 : 338). Cette loi du 25 mai 1885 a donc dépossédé nombre de communautés indigènes de leurs terres, et les a confinées sur les terres frontalières ou dans des zones moins convoitées. Face à la domination d'une culture qui cherchait à supprimer la spécificité ethnique des Indigènes, de tels « espaces refuges » répondaient à des stratégies de survie et d'autodéfense collective (Clarac, 2003 : 258).

⁵ Article 1. Dans les limites de la Nation, seules sont reconnues les communautés indigènes qui existent sur les Territoires d'Amazonas, du Haut-Orénoque et de la Guajira, lesquelles seront régies et administrées par l'Exécutif National, conformément à la loi [Ma trad.] (Clarac, 2001 : 338).

⁶ Ces trois territoires se distinguent par leur caractère inhospitalier en termes de climat et de végétation : l'Amazonie est connue pour son accès difficile et la Guajira, à l'Ouest du pays, terre des Wayuu principalement, se caractérise par des terres très arides et une sécheresse endémique.

La réalité des peuples indigènes a néanmoins beaucoup évolué au contact de la société *criolla*⁷. À la diversité originelle de la réalité indigène, se superpose celle qui résulte du processus socio-politique entre les communautés indigènes et la société *criolla*. Les politiques successives en matière indigène ont contribué à marginaliser les Indigènes dans le non-droit.

1.1.2 La politique et la « question indienne » : l'histoire d'une colonisation renouvelée

Depuis l'arrivée des colons espagnols en 1522 et les débuts de la République vénézuélienne, après la conquête de l'Indépendance en 1811, le traitement politique de la question indigène a connu une certaine continuité⁸, oscillant entre indifférence et discrimination. Les politiques mises en place se sont fondées sur la conception spécifique que les *Criollos* se faisaient de l'« Indien ».

Cette perception de l'« Indien » est manifeste dans les documents officiels et les Constitutions successives. La terminologie officielle stigmatise les Indigènes, définis comme des êtres « irrationnels » jusque dans les années 1940 (Charier, 2000 : 36). L'« Indien » était considéré comme « une exception ou un anachronisme » (Charier, 2000 : 36)⁹. Il devait nier son identité s'il voulait devenir citoyen vénézuélien et bénéficier des mêmes droits que les *Criollos*. L'« Indien » était un être « sauvage et infantile¹⁰ » que l'État paternaliste se devait de « civiliser » (Clarac : 2000, 346). La Constitution de 1909 a mis en place la venue de missionnaires en vue de « civiliser » les Indigènes (Clarac, 2003 : 260). Le Pacte de Punto Fijo de 1958, qui marquait pourtant le début de l'expérience démocratique, n'en a pas moins exclu les Indigènes (Garcia Guadilla, 2003 : 34). La Constitution de 1961, quant à elle, a

⁷ Le terme « *criolla* » fait référence aux non-indigènes, aux descendants des colonisateurs européens; il est utilisé couramment par les Vénézuéliens. Dans les autres régions de l'Amérique latine, on emploie le terme de « *ladinos* ».

⁸ Même si la Constitution fédérale de 1811, première Constitution politique nationale d'Amérique latine, traite spécifiquement des « citoyens qui jusqu'ici on dénommèrent indiens », leur reconnaissant des droits par le fait même qu'il sont « des hommes égaux à tous ceux de leur espèce » [Ma trad.], dans les faits ces droits ont n'ont pas été respectés (Ayala Corao, 1995 : 2). Ce sont les lois sur les missions et sur les friches qui furent mises en oeuvre, marginalisant de fait les Indigènes, tant juridiquement que politiquement.

⁹ Celui qui parle d'« Indien » commet, quant à lui, une faute d'« anatopisme »!

¹⁰ [Ma trad.]

incorporé les Indigènes à la population paysanne, sans leur reconnaître de spécificité culturelle¹¹.

En plus d'être discriminatoires, les régimes d'exception successifs avaient pour but de détruire la spécificité indigène. Il fallait progressivement effacer toute particularité indigène nuisible à la construction de l'État vénézuélien. Les mesures prises à l'encontre des populations indigènes avaient pour objectif « l'incorporation de l'indien à la vie nationale » (article 72 de la Constitution de 1947 et article 77 de la Constitution de 1961), par l'établissement d'un « régime d'exception » (Charier, 2000; 36). Ces mesures visaient l'assimilation complète de l'« Indien » et la perte de ses traits culturels. L'*Indien* était, en fait, vu comme un obstacle à la notion républicaine d'État-nation unique et indivisible, dans lequel les différences étaient à bannir au nom de l'unité et de l'intégrité nationales¹².

Les motivations fondamentales de ces politiques indigénistes ont été : (...) la volonté de moderniser la société en intégrant ses membres en tant qu'agents économiques et consommateurs, et le désir d'achever la construction identitaire de la nation. (Charier, 2000 : 36)

Ces politiques communément appelées « assimilationnistes », furent vite identifiées comme « ethnocides » par leurs effets destructeurs sur les cultures indigènes (Stavenhagen, 1992 : 85-86).

C'est dans cet esprit que les processus identitaires propres aux Indigènes ont été systématiquement niés et discrédités. Les régimes politiques successifs ont été d'une grande cohérence sur la question indigène, alliant ignorance et discrimination.

¹¹ Pour une analyse détaillée des politiques indigénistes depuis 1811, consulter Clarac, J., 2001.

¹² Ces politiques d'assimilation indigéniste ne sont pas propres au Venezuela ; elles se retrouvent dans tous les États-nations de l'Amérique latine, créés après la colonisation, caractérisées par la « volonté d'assimiler les populations ». (Charier, 2000 : 35).

1.1.3 Le régime bolivarien et la question indigène : un changement de paradigme?

Suite à une discrimination répétée envers *el Indio*, la reconnaissance de la multiculturalité dans la Constitution de 1999 marque un *rétablissement* du statut de l'indigène dans la société vénézuélienne en tant que citoyen à part entière. Les peuples indigènes se voient « intégrés » constitutionnellement à la refondation politique de la société¹³. Cette intégration, contrairement aux politiques passées, se fait sans déni ni homogénéisation, c'est-à-dire sans la perte culturelle de l'élément intégré. Comme dans les politiques d'intégration qui visent à mettre en oeuvre les conditions adéquates à la bonne participation de l'*étranger* pour lutter contre la ségrégation, l'Indigène, jusque-là étranger en son propre territoire par le statut ou non-statut qui lui était imposé, se voit réattribué, sur le plan juridique, des droits d'existence et de participation au projet politique de l'État vénézuélien. Mais, quelles sont les conditions de cette intégration? La reconnaissance juridique constitue-t-elle l'aboutissement d'une mobilisation sociale forte de la part du mouvement indigène? Ou serait-elle la conséquence du changement de l'élite politique au pouvoir? Finalement, cette inclusion des droits indigènes dans la nouvelle Constitution résulte-t-elle d'une conquête de la part du mouvement indigène ou plutôt d'un octroi par le pouvoir chaviste?

L'intégration constitutionnelle semble se prolonger sur le plan politique. Au niveau de l'exercice du pouvoir d'abord, l'Assemblée Nationale fait place, pour la première fois, à trois députés Indigènes¹⁴. Ensuite, cette intégration est manifeste dans le discours politique qui réserve une place privilégiée aux peuples indigènes, la rhétorique indigène se trouvant étroitement liée à l'idéologie bolivarienne poursuivie par le pouvoir en place. L'idéologie bolivarienne (au sens anglais de *policy*, définissant les principes et les valeurs, plus largement le cadre normatif des « faits positifs »¹⁵) semble guider les choix réalisés dans la pratique

¹³ Le sens étymologique premier du terme « intégration » est « rétablissement ».

¹⁴ Cette conception de la politique suit la définition de Weber dans *Le savant et le politique*, « nous entendrons par politique l'ensemble des efforts que l'on fait en vue de participer au pouvoir ou d'influencer la répartition du pouvoir, soit entre les États, soit entre les divers groupes à l'intérieur d'un même État », p. 29. <http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/savant_politique/Le_savant.pdf>.

¹⁵ Expression de Akoun dans la définition de « science politique », in *Dictionnaire de politique*, Paris, 1978 : 247. On reprend ici la distinction classique faite entre *la* politique, réservée aux pratiques et à l'exercice du pouvoir, et *le* politique, pour désigner l'idéologie, la philosophie première (Rémond, 1974).

politique (au sens anglais du terme *politics*)¹⁶. Cette distinction essentielle permet de problématiser la relation entre idéologie bolivarienne et intégration indigène. Si l'idéologie bolivarienne est surdéterminante par rapport à la politique indigène, l'intégration politique de la question indigène deviendrait alors un instrument stratégique de légitimation pour le pouvoir chaviste. Le changement de paradigme de la question indigène reste au service de l'idéologie bolivarienne.

C'est davantage en tant que processus qu'il nous apparaît utile de problématiser cette intégration des Indigènes, une intégration qui se manifeste, de façon plus évidente dans son état, comme le résultat tangible du contenu des lois et des politiques mises en place depuis l'instauration de la nouvelle République. Évaluer le résultat de l'incorporation juridique et politique des Indigènes à l'aune de son processus est une méthode utile pour saisir la finalité de cette intégration. L'idéologie bolivarienne se trouve ainsi au cœur de la problématique empirique de notre recherche.

Par ailleurs, d'un point de vue théorique, le choix de la terminologie se fonde sur les théories de l'intégration politique et en particulier sur la théorie « consociétale » qui, contrairement à la plupart des autres théories, ne pose pas l'homogénéité culturelle comme préalable à l'intégration. Au contraire, le « consociétalisme » affirme la « possible intégration d'une société culturellement fragmentée, à condition que les chefs des différentes sous-cultures qui s'y rencontrent combattent délibérément et conjointement les effets désintégrateurs de la diversité culturelle » (Lijphart, 1971 : 3)¹⁷.

Le « consociétalisme » est avant tout une coopération au niveau des élites de différentes cultures : « The essential characteristic of consociational democracy is not so much any particular institutional arrangement as overarching co-operation at the elite level in a culturally fragmented system » (Lijphart, 1971 : 10).

¹⁶On reprend ici la distinction classique faite entre *la* politique, réservée aux pratiques et à l'exercice du pouvoir, et *le* politique, pour désigner l'idéologie, la philosophie première (Rémond, 1974).

¹⁷ En français dans le texte.

Même si ce concept de « consociétalisme » s'appliquait, à l'origine, aux systèmes démocratiques de l'Ouest, il a été repris pour l'analyse d'autres pays, telle l'Afrique de l'Ouest par W. Arthur Lewis (Lijphart, 1971 : 10). Le discours porté par le mouvement indigène au Venezuela est très proche, dans ses principes, de la théorie consociétale. D'une part, dans un système consociétal, la diversité culturelle, au lieu d'être un obstacle, facilite au contraire l'établissement de relations pacifiques entre les communautés. D'autre part, un élément essentiel de ce système est l'autonomie politique accordée aux différentes sous-cultures. Par ailleurs, quatre éléments essentiels caractérisent cette théorie consociétale : l'autonomie politique, l'importance du rôle de l'élite, l'existence d'une menace étrangère, et l'équilibre du pouvoir entre les différentes sous-cultures (Lipjhart, 1971 : 10-12). Tous ces éléments se retrouvent dans le discours politique du gouvernement chaviste.

Notre questionnement sur les finalités de cette intégration, qui trouvera ses développements dans les trois chapitres suivants, s'appuie sur une grille d'analyse théorique qu'il nous faut maintenant exposer. L'objet de cette seconde partie du premier chapitre est donc d'ancrer notre problématique dans un cadre conceptuel mixte à la croisée de différentes approches théoriques sur les mouvements sociaux, suivant une dynamique constructiviste entre sociologie et science politique, entre mobilisation collective, politique institutionnelle et relations internationales. Explorer le phénomène d'intégration politique du mouvement indigène dans toute sa complexité nécessite en effet la prise en compte de plusieurs perspectives théoriques.

1.2 À la croisée des approches actualisées sur la mobilisation des ressources ou la problématique théorique

Dans le cas du mouvement indigène, rares sont les études qui concilient des perspectives théoriques issues de différentes échelles : l'analyse est d'emblée soit « macro » au niveau transnational (Brysk, 1996), soit « méso » au niveau national (Yashar, 1998), soit « micro » au niveau des organisations indigènes locales (Perreault, 2003b). Nous sommes néanmoins convaincue que c'est dans la corrélation entre ces différents niveaux que se joue l'intégration politique du mouvement indigène au Venezuela. C'est en ce sens que nous optons pour une

approche théorique mixte, prenant en compte les différents paliers de mobilisation du mouvement indigène, depuis le recours à l'international jusqu'à l'organisation locale, dans les municipalités indigènes.

Cet axe vertical rassemblant des leviers de mobilisation issus de différents niveaux, se double d'un axe horizontal qui cherche à composer avec différents courants théoriques des mouvements sociaux. Ces théories, mises en commun, apportent les éléments nécessaires pour saisir la complexité de la mobilisation politique des peuples indigènes à l'heure du processus bolivarien. C'est à la croisée des théories sur la mobilisation des ressources actualisées que se situe notre cadre théorique, entre théorie des structures d'ouvertures politiques (*structure of political opportunities*), théorie de la mobilisation des ressources transnationales (*transnational social movements*) et théorie des processus de cadrage (*framing processes*).

C'est dans le cadre des approches critiques que se situent les théories utilisées pour notre étude dont le but vise davantage la compréhension que l'explication de l'intégration politique du mouvement indigène au Venezuela. Notre étude s'appuie en grande partie sur les recherches issues des théories actualisées sur la mobilisation des ressources¹⁸ : les travaux de Sidney Tarrow constituent une base théorique première et la perspective historique de Charles Tilly permettra de contextualiser l'expérience du mouvement indigène, ainsi que le processus politique vénézuélien. S'ajouteront des outils conceptuels sur la transnationalisation, éléments essentiels à la compréhension de tout mouvement indigène national dans les Amériques.

À partir des différentes perspectives théoriques portant sur les mouvements sociaux, notre objectif est de mettre en évidence les facteurs qui aident à comprendre l'intégration politique nouvelle vécue par le mouvement indigène au Venezuela. Au vu de l'interaction constante entre le mouvement indigène vénézuélien et le cadre politique bolivarien, une analyse juste et pertinente se doit d'intégrer plusieurs cadres théoriques, tant ceux portant sur la trajectoire du

¹⁸ Voir Noiseux, « Comment penser les mouvements sociaux dans les Amériques ? ». Document de travail, Observatoire des Amériques <<http://www.er.uqam.ca/nobel/icim/IMG/pdf/Noiseux-Carto-MS.pdf>>.

mouvement indigène que ceux s'attachant au contexte politique. À la suite des auteurs McAdam, McCarthy et Zald (1996), nous sommes convaincus que c'est dans l'interaction entre une conjonction de facteurs issus de différentes sphères d'influence que se comprend l'intégration politique du mouvement indigène vénézuélien¹⁹. En effet, ce mouvement indigène, faiblement institutionnalisé au départ (Van Cott, 2003), et représentant une fraction minoritaire de la population totale, ne peut expliquer à lui tout seul l'ampleur de son intégration politique. En même temps, le contexte politique, favorable à la cause indigène, ne suffit pas non plus quand il s'agit d'évaluer l'efficacité de la mobilisation de la part du mouvement indigène. Il nous est donc nécessaire de prendre en compte différentes approches théoriques, chacune apportant son ensemble de facteurs explicatifs qui éclairent un aspect de cette intégration.

La structure des ouvertures politiques nous éclaire sur les facteurs institutionnels et politiques qui jouent en la faveur d'une intégration politique du mouvement indigène. Le contexte politique bolivarien permet de donner un contexte favorable à la mobilisation du mouvement indigène. Les structures de mobilisation, quant à elles, se réfèrent au mouvement indigène en tant que tel et à ses moyens spécifiques d'organisation. Ce sont les stratégies internes de mobilisation qui sont ici interpellées. Les processus de cadrage concernent également le mouvement indigène, en insistant sur le rôle joué par l'ensemble des perceptions, des définitions et des sentiments qui accompagnent les acteurs dans leur action collective et qui contribuent à la façon dont le mouvement définit les enjeux de son action.

Ces trois approches mettent en évidence des facteurs de compréhension qui peuvent se diviser en deux grandes catégories : ceux relevant du contexte politique et ceux propres au mouvement indigène. Ainsi, dans le cas du Venezuela, nous distinguons deux sphères d'égale importance pour l'intégration politique du mouvement indigène :

- la sphère politique et les conditions favorables quant à l'intégration des revendications indigènes;

¹⁹ Notre analyse se situe dans l'approche synthétique de McAdam, McCarthy and Zald « The challenge (...) is to sketch the relationships between these factors [political opportunities, mobilizing structures, and framing processes], thus yielding a fuller understanding of social movement dynamics. » (McAdam *et al.*, 1996: 7).

- la sphère du mouvement social, indigène, et les conditions favorables à sa mobilisation effective et efficace.

À cette division, s'ajoute une distinction transversale, entre le national et l'international : d'une part, les cadres conceptuels choisis recoupent les facteurs liés à la politique internationale en matière de droits indigènes, des facteurs essentiels pour comprendre les avancées actuelles du mouvement indigène vénézuélien ; d'autre part, la transnationalisation du mouvement indigène dans les Amériques constitue un élément clé de compréhension de ces avancées au niveau national. Même si la sphère internationale est relativement autonome vis-à-vis des contextes nationaux en matière indigène, les avancées du droit international sur la question indigène servent de base argumentative dans la définition des revendications par les mouvements indigènes au niveau national. Et le mouvement indigène vénézuélien se soucie de cette dimension internationale dans sa lutte pour son intégration politique nationale.

Notre analyse s'inscrit ainsi dans une perspective résolument « transnationale », assumant l'impact des influences extérieures, tant sur l'orientation politique du gouvernement Chavez quant à la question indigène, que sur la mobilisation des Indigènes vénézuéliens au niveau national.

Chaque approche théorique apporte des éléments qui font partie des facteurs de compréhension des avancées que connaît le mouvement indigène vénézuélien à l'heure actuelle. C'est dans l'interaction entre ces différentes approches que se joue l'intégration politique du mouvement indigène.

1.2.1 La théorie des structures d'ouvertures politiques ou l'importance du contexte politique

Les structures d'ouvertures politiques ou « the structure of political opportunities and constraints confronting the movement » (McAdam, McCarthy and Zald, 1996 : 2) mettent en lumière la façon dont le contexte politique influe sur l'évolution du mouvement indigène vénézuélien. Suivant la définition de Van Cott, la structure d'ouvertures politiques est « the totality of constraints on and incentives for collective action that state institutions and the

political system present » (Van Cott, 2003 : 50). Cette approche s'attache, en effet, à mettre en évidence l'interaction entre mouvement et politique institutionnelle et s'appuie sur la prémisse de base que le contexte politique joue un rôle fondamental dans l'évolution d'un mouvement : « social movements and revolutions are shaped by the broader set of political constraints and opportunities unique to the national context in which they are embedded » (McAdam *et al.*, 1996 : 3).

Deux tendances analytiques se développent dans cette étude des interactions entre mouvement et politique institutionnelle : l'école américaine s'intéresse tout particulièrement à un contexte national donné, tandis que l'école européenne privilégie davantage la perspective comparée du même mouvement dans différents contextes nationaux. La première nous permet de souligner l'importance du contexte politique bolivarien dans l'évolution du mouvement indigène car elle montre « [the] changes in the institutional structure or informal power relations of a given national political system » (McAdam *et al.*, 1996 : 3); la seconde, en revanche, met en valeur

« [the] cross-national differences in the structure, extent, and success of comparable movements on the basis of differences in the political characteristics of the nation states in which they are embedded » (Ibid), et nous sert d'horizon analytique car notre objectif n'est pas l'étude comparée du mouvement indigène entre différents pays. Néanmoins, la dimension transnationale du mouvement indigène dans les Amériques et l'intégration de la question indigène dans les instances politiques internationales sont deux éléments essentiels à prendre en compte : c'est pour cette raison que notre analyse inclut des facteurs explicatifs reliés aux dynamiques de la politique internationale et du mouvement transnational indigène des Amériques.

En se positionnant clairement dans la mouvance transnationale des études sur le mouvement indigène, notre question de recherche contient implicitement une perspective comparée : comment comprendre que le mouvement indigène, au Venezuela, ait obtenu de plus grandes avancées en matière de reconnaissance juridique que ses pays voisins, en l'absence d'une population indigène nombreuse et d'organisations indigènes solidement institutionnalisées? Les facteurs d'influences externes, dans le cadre du mouvement indigène dans les

Amériques, jouent un rôle non négligeable dans les succès du mouvement indigène vénézuélien.

Ce cadre politique acquiert un rôle décisif dans la mesure où la mobilisation indigène aura été efficace. Sans la prise en compte du rôle joué par le mouvement indigène dans son processus d'intégration, ces avancées politiques n'auraient pas connu une telle ampleur. Plusieurs éléments explicatifs viennent appuyer la stratégie de mobilisation du mouvement indigène, depuis son leadership jusqu'à sa transnationalisation, en passant par le soutien d'« alliés » à son processus organisationnel.

1.2.2 La théorie de la mobilisation des ressources ou la mobilisation transnationale du leadership indigène

Les structures de mobilisation ou « the forms of organization (informal as well as formal) » (McAdam, 1996 : 2), quant à elles, nous permettent d'envisager l'importance du rôle joué par l'action mobilisatrice des leaders indigènes dans l'insertion constitutionnelle de leurs droits. Ces études se concentrent davantage sur le fonctionnement du mouvement social à l'interne, et offrent des clés de compréhension sur les procédés utilisés par le mouvement dans son action politique, « those collective vehicles, informal as well as formal, through which people mobilize and engage in collective action (Ibid : 3) ». C'est l'ensemble des facteurs au niveau « méso » qui sont ici mis en valeur, de la structure organisationnelle au réseautage.

Dans une perspective renouvelée de la mobilisation des ressources, les théories sur le transnationalisme ou « transnational politics » s'intéressent à la mobilisation indigène au-delà des frontières nationales. Elles révèlent l'importance du recours à l'international dans les stratégies mises en œuvre par les mouvements indigènes au niveau national. Notre recherche intègre cette approche transnationale, essentielle pour mettre en perspective la nature du mouvement indigène vénézuélien. C'est essentiellement la contribution de Keck et Sikkink sur les « transnational advocacy networks » qui servira notre étude (voir 3.3).

1.2.3 La théorie des processus de cadrage ou le discours de l'idéologie bolivarienne

La théorie du cadrage a l'avantage de synthétiser les paradigmes européen et états-unien sur les mouvements sociaux, deux lignées théoriques qui offrent des éléments pertinents à la compréhension du mouvement indigène vénézuélien. D'une part, les facteurs issus du courant états-unien de la seconde génération sur les théories de la mobilisation des ressources mettent en évidence l'importance du rôle joué par le contexte politico-institutionnel et le recours aux ressources transnationales dans le succès du mouvement indigène vénézuélien. D'autre part, les facteurs relevant de la tradition européenne sur les nouveaux mouvements sociaux sont manifestes dans la théorie des processus de cadrage, une théorie qui nous permet d'inclure la dimension discursive et interprétative de l'action du mouvement indigène, essentielle dans l'essor du cas vénézuélien.

Les processus de cadrage ou « the collective processes of interpretation, attribution, and social construction that mediate between opportunity and action » (McAdam et al., 1996 : 2) s'intègrent ainsi dans le cadre explicatif des facteurs reliés à l'action du mouvement social.

Cette perspective examine le rôle des cadres interprétatifs et discursifs de la contestation (les images-cadre), c'est-à-dire les liens entre les différentes interprétations de faits et d'événements objectifs, d'une part, et les phénomènes de contestation, de l'autre. Il s'agit de voir comment divers éléments culturels au sein de la société sont transposés en action. (Giugni, 2002 : 78).

Cette approche théorique, en assumant « [the] conscious strategic efforts by groups of people to fashion shared understandings of the world and of themselves that legitimate and motivate collective action » (McAdam *et al.*, 2006 : 6), met en évidence l'importance des perceptions collectives dans la mobilisation et par suite, dans les succès du mouvement social. C'est, entre autres, à travers le discours des acteurs ou dans les communiqués officiels qui portent la voix du mouvement, que transparaissent ces cadres d'interprétation du monde et de soi. Ces perceptions communes permettent aux acteurs de se reconnaître dans une certaine vision du monde et justifient la mobilisation collective.

La politique internationale en matière de droits indigènes et la mobilisation transnationale du mouvement indigène au niveau des Amériques jouent un rôle essentiel dans la construction de ces cadres interprétatifs utilisés par les Indigènes au Venezuela.

C'est dans la conjonction de ces différentes perspectives théoriques que se situe la réalité de l'intégration politique du mouvement indigène. Le cadre d'analyse choisi est étroitement lié à notre argument dans cette recherche.

1.2.4 Un cadre d'analyse lié à notre argument

Il est certain que ces approches, qui puisent leurs fondements théoriques dans une tradition occidentale, ne sont pas les plus adaptées à un contexte latino-américain. Malgré l'effervescence latino-américaine en matière d'expérience de mouvements sociaux, rares sont les théories qui s'y développent. Foweraker (1995) relève avec justesse ce décalage sans pour autant discréditer de tels cadres théoriques qui posent des questions applicables à n'importe quel mouvement social. Il est néanmoins nécessaire de repenser ces cadres théoriques en fonction du contexte. Selon le même Foweraker, l'approche de la mobilisation des ressources rend bien compte du « succès » de mouvements sociaux dans le contexte latino-américain, (malgré un postulat de démocratie libérale occidentale difficilement justifiable). Le contexte politique vénézuélien se prête aisément à une analyse du mouvement indigène selon la perspective renouvelée de la mobilisation des ressources.

Notre argument utilise ce cadre théorique mixte en insistant sur le rôle décisif joué par le contexte politique national. Celui-ci nous donne les clés de compréhension des variations perceptibles entre le mouvement indigène vénézuélien et ses voisins. De plus, c'est l'approche théorique la plus adaptée à notre question de recherche portant sur l'intégration politique nouvelle du mouvement indigène au Venezuela, car elle s'intéresse particulièrement à l'interaction entre le mouvement social et la politique institutionnelle (McAdam *et al.*, 1996 : 3). Notre argument soutient qu'au-delà des influences extérieures, tant au niveau du mouvement indigène que de la politique, le contexte politique a été crucial dans les conquêtes obtenues par le mouvement indigène vénézuélien.

Dans notre analyse, la dimension politique englobe non seulement la pratique politique, constituée par les institutions, les acteurs et les forces sociales en jeu, mais également l'idéologie politique, faite d'idéal et incarnée dans la doctrine bolivarienne. La distinction entre pratique et doctrine est primordiale (Rémond, 1974), car elle permet de séparer ce qui relève de la politique effective de l'idéal politique. Tandis que les théories de la mobilisation des ressources et des structures de mobilisation s'attachent davantage à mettre en évidence les facteurs touchant à la pratique politique, la théorie du cadrage nous permet d'appréhender la dimension idéologique essentielle à la compréhension du succès politique de la question indigène au Venezuela. Si la perspective théorique du cadrage est utile pour comprendre l'importance de la dimension idéologique dans l'action du mouvement indigène, elle ne se confond pas cependant avec elle (Johnston et Oliver, 2000). La notion de « cadrage » revêt une intentionnalité stratégique et organisationnelle, et sa nature est dynamique. En revanche, l'idéologie relève, du normatif, de l'idéal, du domaine de la croyance, et sa nature est statique²⁰. Suivant cette distinction conceptuelle, notre analyse s'intéresse au cadrage de l'action du mouvement indigène dans l'idéologie bolivarienne. Le terme « bolivarianisme » ne se limite pas pour autant à une doctrine politique pétrie d'idéologie ; il sert également à désigner un processus politique particulier, constitué par des pratiques sociales, des acteurs, et des institutions : une distinction importante pour contrecarrer l'ambiguïté du terme.

Par ailleurs, si les conditions d'émergence restent essentielles à la compréhension de l'essor d'un mouvement indigène comme au Venezuela, notre démarche exploratoire vise l'évaluation des impacts de cette intégration politique, au regard de sa mise en oeuvre. Roper suggère avec justesse la nécessité de passer à une réflexion critique sur l'essor des organisations indigènes, au vu de leur évolution et de leur impact.

« For many years, academics and development workers have expressed optimism that these organizations would provide unique opportunities to expand and deepen Latin American democracy, aid in environmental conservation and resource management, and promote alternative economic and social development. Now, a generation after the emergence of these organizations as significant actors in Latin America, it is useful to

²⁰ Cf. Noiseux, 2004, op. cit.

reflect critically upon the processes through which they have achieved this status, the degree to which they have reached their goals, and the ways in which they and their objectives have adapted to and affected dynamic social, political, and economic contexts » (Roper, 2003: 19).

C'est dans la continuité de ce questionnement que nous situons notre analyse, avec le souci d'appréhender les lignes de défis pour l'avenir de l'intégration politique du mouvement indigène au Venezuela.

À l'intérieur de ce cadre théorique, notre analyse s'appuie en partie sur une observation de terrain ou « approche de recherche empirique » (Roy, 1997) qui vient soutenir notre argument.

1.3 Approche empirique du mouvement indigène vénézuélien ou la problématique méthodologique

1.3.1 Des sources empiriques diversifiées ou les données primaires

Différents types de **documents officiels** ont été recueillis : brochures de vulgarisation par le Ministère de l'Éducation, discours du président et du CONIVE, Constitution, lois, décrets présidentiels, recensements, documents de la Mission Guaicaipuro, articles de presse sur la tenue du congrès CONIVE dans des périodiques nationaux tels *El Universal*, *Vea* et *Ultimas Noticias*. Ces documents écrits constituent un support essentiel pour deux raisons principales : d'abord, ils sont la source des faits et permettent donc de travailler sur des documents d'origine issus de la politique vénézuélienne ; en ce sens, ils représentent une base factuelle. Ensuite, ces données brutes contiennent une valeur discursive non négligeable et qui sert notre analyse sur la façon de dire, premier pas vers un cadre d'interprétation.

Les **entrevues semi-dirigées** sont venues actualiser et « subjectiviser » ces données sources grâce à des discours critiques sur la situation actuelle des peuples indigènes au Venezuela. Plusieurs intervenants nous ont fait partager leur savoir et leur vision personnelle, que ce soit

des acteurs indigènes ou des « alliés »²¹, non-indigènes, mais impliqués dans la question indigène : des spécialistes (anthropologue, sociologue, linguiste), des députés indigènes, membres du mouvement indigène, des personnes issues de l'administration publique impliquées dans les programmes dédiés aux peuples indigènes, autant d'acteurs qui se sont engagés dans le processus d'intégration politique des Indigènes. Aux fins d'une exploitation pertinente de ces rencontres, nous avons transcrit toutes les entrevues sous la forme de verbatim, support d'un travail d'analyse systématique, réalisé *a posteriori*.

L'**observation directe** constitue le troisième apport à notre observation empirique. Assister au congrès annuel du CONIVE, à Caracas, à la fin mars 2006, a apporté à notre recherche des éléments de compréhension précieux pour une analyse éclairée de notre sujet d'étude. Ce congrès s'est divisé en deux événements parallèles, l'un, à Valle del Tuy, présidé par la députée et présidente du CONIVE, Nicia Maldonado ; l'autre, à Caracas, orchestré par les sympathisants de la députée Noeli Pocaterra et soutenu par le pouvoir exécutif. La scission de cette rencontre a mis en perspective les difficultés rencontrées par le mouvement indigène dans son intégration politique.

Ces données empiriques se révèlent précieuses de deux manières : d'une part, l'interaction avec les acteurs indigènes du mouvement CONIVE permet de rendre compte de leur discours et de leurs perceptions, quant au processus bolivarien et à leur intégration dans la sphère politique ; d'autre part, les entrevues avec des chercheurs « alliés » de la cause indigène et des Indigènes en marge de l'intégration politique, confèrent une analyse critique et nuancée des conquêtes obtenues jusqu'à maintenant.

1.3.2 La démarche méthodologique : une étude qualitative

Suivant une démarche exploratoire, notre observation empirique repose sur une étude qualitative des données recueillies.

²¹ Terme utilisé par la linguiste Marie-Claude Mattei Mulher (entrevue, 2006).

Une approche de recherche empirique qui consiste à enquêter sur un phénomène, un événement, un groupe ou un ensemble d'individus, sélectionné de façon non aléatoire, afin d'en tirer une description précise et une interprétation qui dépasse ses bornes (Roy, 1997 : 166).

Tout au long du processus de cueillette, la volonté de diversifier les sources d'information pour les confronter par la suite, a guidé le choix des entrevues, de l'observation et des documents consultés; et ceci dans le but de limiter le manque de représentativité du mouvement indigène, un défaut propre à la méthode qualitative choisie. De là notre effort pour opérer une sélection variée d'acteurs, dans la mesure du possible. Cette stratégie de multiplication des sources a guidé le choix de notre démarche méthodologique et nous a permis, en outre, de faire ressortir des éléments plus difficiles à percevoir de prime abord, par exemple, la mise en évidence des conflits internes au mouvement indigène par la prise en compte des deux Congrès du CONIVE et non pas uniquement de celui qui avait l'aval d'organes politiques influents, rendu le plus visible dans les médias et donc le plus « crédible ». Ou encore, des entrevues passées avec des acteurs indigènes en marge et qui restent critiques face au processus d'intégration. Cette « triangulation des données » fut essentielle pour ne pas perdre de vue le biais implicite de chacune des sources et fut précieuse dans la poursuite d'une analyse mesurée du phénomène. Ainsi, elle nous fut utile pour aborder différentes positions face à la problématique d'intégration politique de la question indigène.

Dans le cadre de cette observation empirique, le choix de l'entrevue semi-dirigée²² concorde avec notre démarche exploratoire. En effet, la marge de souplesse et de flexibilité caractéristique de ce type d'entrevue est un atout précieux quand il s'agit de cerner les différents facteurs participant aux mécanismes de mobilisation et de politisation du mouvement indigène. Nous postulons qu'un cadre interprétatif et constructiviste précède et conditionne le discours de tout intervenant, assumant ainsi la dimension essentiellement subjective des acteurs. L'interaction libre, avec un canevas de questions à l'appui, permet à

²² « L'entrevue semi-dirigée consiste en une interaction verbale animée de façon souple par chercheur. Celui-ci se laissera guider par le rythme et le contenu unique de l'échange dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite explorer avec le participant à la recherche. Grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène à l'étude sera construite conjointement avec l'interviewé » (Savoie-Zajc, 1997 : 295).

l'entrevue de se développer dans une orientation ou une autre selon les réponses et les connaissances de l'interviewé.

Notre observation empirique, qui s'apparente partiellement à une étude de cas, permet d'appréhender des phénomènes nouveaux (Roy, 1997 : 168) de la réalité et vient donner de l'importance à un mouvement indigène qui, jusque-là, avait peu éveillé l'intérêt des chercheurs, en raison de sa faible visibilité. De plus, elle se révèle précieuse pour valider empiriquement les théories sur les mouvements sociaux : son approche inductive montre l'étendue des facteurs rentrant en ligne de compte dans la compréhension du phénomène²³. Dans le cas qui nous intéresse, nombre d'entrevues suggèrent la multiplicité des raisons du succès du mouvement, depuis les motivations carriéristes des acteurs jusqu'à la promotion d'un discours politique favorable à la cause indigène, en passant par l'importance des liens transnationaux. Ces dimensions recoupent autant la théorie des processus politiques que celle de la transnationalisation ou du cadrage. La nature des données premières, couplées à des données secondaires issues de notre revue de littérature, nous a incités à inscrire cette recherche dans un cadre théorique mixte²⁴.

C'est à une approche par « construction théorique continue » que s'est porté notre choix de présentation de cette observation empirique²⁵. Suivant cette approche, les données issues de cette étude empirique s'intègrent et modèlent tout à la fois notre cadre théorique.

Suivant le cadre d'analyse exposé dans ce présent chapitre, les chapitres II et III s'attacheront à explorer la nature de l'intégration politique du mouvement indigène au Venezuela, selon deux types de facteurs : le rôle déterminant joué par le contexte politique et la mobilisation

²³ Roy suggère avec justesse l'avantage théorique de l'étude de cas : « Grâce à son approche inductive, l'étude de cas devient très efficace pour analyser des réalités négligées par la science et que les théories existantes expliquent mal ou seulement en partie. » (Roy, 1997 : 168); « l'étude de cas peut montrer l'influence de facteurs inattendus. Ces connaissances sont donc pré-théoriques car elles précèdent et aident à former des théories. » (Roy, 1997 : 171).

²⁴ Roy évoque cette inter-relation entre étude de cas et cadre théorique : « les caractéristiques du cas détermineront aussi le choix du cadre théorique » (Roy, 1997 : 174).

²⁵ « Selon cette approche, les arguments associés à une théorie sont présentés un par un, ou pièce par pièce, en s'appuyant sur le cas. Ainsi, la théorie est graduellement dévoilée au fil des sections et démontrée en s'appuyant sur les résultats du cas » (Roy, 1997 : 181).

d'un leadership indigène d'un côté; et de l'autre, l'enjeu surdéterminant pris par l'idéologie bolivarienne.

DEUXIÈME CHAPITRE

QUELLE INTÉGRATION POLITIQUE ?

ENTRE CONJONCTURE POLITIQUE ET STRATÉGIES DE MOBILISATION

*Aunque los latinoamericanos gritamos nuestra condición de mestizos,
en buena medida vivimos de espalda al indio.
Los hemos vuelto sólo pretéritos, algo cuyo único destino es terminar de
incorporarse ya para que nuestros proyectos de nación se cumplan.*
Guillermo Bonfil Batalla¹

Dans le premier chapitre, nous avons exposé les bases conceptuelles de notre cadre d'analyse. Les second et troisième chapitres développent notre argumentaire empirique sur la base du cadre théorique présenté dans le chapitre précédent. L'objectif du présent chapitre est de repérer les facteurs déterminants dans le processus d'intégration politique. Nous soutenons que plusieurs éléments, relevant du contexte politique et social, ont joué un rôle essentiel dans cette intégration.

Notre analyse se développe sur la base des trois variables retenues par Van Cott (2003) dans son étude sur l'ampleur des droits obtenus par les peuples indigènes dans la Constitution de 1999² :

¹ Paroles prononcées en novembre 1980, lors d'un discours au 1er Forum parallèle au VIIIème Congrès Indigéniste Interaméricain, Mérida de Yucatán (J. Clarac, 2001 : 350).

² < <http://www.mintra.gov.ve/legal/constituciones/constitucion1999.html> >.

- *Sustained interaction between the social movement and the changing political opportunity structure*
- *Dramatic shift in elite alignments and internal cleavages*
- *Support of key allies, tant au niveau national qu'international*

Dans le processus d'intégration de la nouvelle élite indigène au jeu politique, nous relevons donc la variable fondamentale de l'interaction entre le mouvement indigène et le changement de structure des ouvertures politiques. Plus qu'une variable, notre étude pose cette interaction comme le postulat premier sur lequel se basent les différents facteurs de compréhension du processus d'intégration. Et cette interaction est manifeste tant sur le plan national qu'international. Au niveau national d'abord, les profonds bouleversements politiques de la fin des années 1980 vont de pair avec l'essor du mouvement chaviste et l'institutionnalisation du mouvement indigène vénézuélien. Sur le plan international ensuite, l'environnement du droit international favorable à la cause indigène s'allie avec la visibilité croissante du mouvement indigène transnational afin de créer un cadre de référence utile pour les leaders indigènes lors de la bataille constituante.

Dans un premier temps, nous nous intéresserons à la conjoncture des années antérieures à l'arrivée de Chavez au pouvoir : les décennies 1980/1990 sont en effet marquées par une profonde crise sociétale. La date charnière de 1998/1999 marque la rupture d'un « ordre » politique qui a perdu sa légitimité dans un contexte socio-économique de crise. L'espace laissé vacant par cette crise de légitimité politique a ouvert la voie à de nouveaux acteurs dans un paysage politique recomposé. C'est dans le contexte d'essor du mouvement populaire de contestation face aux politiques du gouvernement que s'est développée l'institutionnalisation du mouvement indigène sur le plan national, avec la création du CONIVE en 1989. Le second temps de notre réflexion portera sur les ressorts spécifiques de la mobilisation indigène avant 1998, entre expérience locale et transnationalisation. En dépit de la faible structure organisationnelle du CONIVE, de l'action éparpillée et décentralisée du mouvement indigène, un leadership indigène se constitue, d'abord au niveau local et international, pour s'imposer ensuite lors du processus de consultation à l'heure de la convocation à une Assemblée Nationale Constituante par Chavez. De plus, des acteurs clés

viennent renforcer et promouvoir le travail de la mobilisation indigène. La troisième partie viendra exposer le rôle déterminant joué par ces *alliés* dans le processus d'intégration politique de la question indigène.

2.1 La crise de légitimité politique : vers la réforme constitutionnelle

La crise économique profonde des années 1980/1990 représenta un moment de mobilisation historique pour la société vénézuélienne, et principalement pour les mouvements urbains très actifs depuis la décennie 1970 (Crisp et Levine, 1998 : 41-45). En plus de susciter un fort mouvement de contestation, elle se prolongea par une crise de légitimité politique qui contribua à discréditer le gouvernement en place, et par-delà le système politique établi depuis 1958.

2.1.1 Crise économique profonde et mobilisations populaires: les décennies 1980 et 1990

La crise économique est d'abord conjoncturelle. Le Venezuela qui construisit sa stabilité politique sur sa richesse pétrolière, subit la baisse des revenus du pétrole au milieu des années 1980. Face à la crise financière et aux recommandations des grandes instances financières internationales, et principalement du Fonds Monétaire International (FMI), le gouvernement de Carlos Andrés Pérez met en place les politiques d'ajustement structurel (PAS), initiées lors de son second mandat de 1989-93. Une série de mesures impopulaires est imposée : les entreprises d'État sont privatisées; le contrôle des prix est supprimé pour la majorité des biens de consommation, ce qui entraîne la flambée du taux d'inflation; l'instauration du change flottant pour la monnaie nationale, le *bolivar*, s'accompagne d'une augmentation importante de la valeur du dollar et du coût des importations; enfin, les coupures des subventions aux biens et services produits par l'État (l'essence, l'électricité et l'eau) provoquent un mécontentement généralisé. Et le 27 février 1989, l'augmentation du prix de l'essence déclenche des manifestations massives dans les villes, connues sous le nom du *Caracazo*. La répression sanglante (menée par le Plan Ávila du régime Pérez) provoque des

centaines de morts³, en même temps qu'un profond discrédit du régime politique de la part de la population. Le mécontentement populaire se poursuit et s'amplifie dans la première moitié de la décennie 1990 face à l'approfondissement de la crise qui, de conjoncturelle, devient structurelle. Sur le plan financier, c'est la déroute : fermeture des institutions financières, fuite des capitaux, inflation galopante. Les années 1990 sont marquées par une profonde crise financière et de fortes mobilisations populaires contre le régime politique. Les deux tentatives de coup d'État, l'une menée par Chavez, le 4 février 1992, et l'autre par le général Visconti et le commandant Hermán Grúber Odremán, le 27 novembre, de la même année, s'inscrivent dans ce contexte de mécontentement généralisé face à la politique de Pérez.

La situation de crise et le mécontentement populaire ont ouvert la voie à une possible rupture de l'ordre institutionnel et à la légitimation d'une nouvelle ère politique.

2.1.2 Une crise institutionnelle: la fin de l'ère du *puntofijismo*

L'incapacité à résoudre la crise économique et la rancœur suscitée par les mesures répressives et très impopulaires du gouvernement Pérez se sont conjuguées pour discréditer les fondements mêmes du régime politique. L'ordre politique, qui reposait depuis 1958 sur le « Pacte fondationnel »⁴ de Punto Fijo ou *puntofijismo*, se trouve alors ébranlé. Le *puntofijismo* et son prolongement constitutionnel, la Constitution de 1961, furent le résultat d'un compromis négocié entre les représentants des trois principaux partis politiques des années 1960: l'Action Démocratique (AD), le Comité d'Organisation Politique Électoral Indépendant (COPEI) et l'Union Républicaine Démocratique (URD) signent alors un pacte qui instaure un bipartisme de fait dans le système politique vénézuélien. Les deux partis sont désormais l'AD et le COPEI et les partis extrêmes se trouvent exclus du pouvoir. Ce système contribua à polariser la société vénézuélienne : d'un côté, les tenants du pouvoir clament les bénéfices d'un tel système pour le maintien de la démocratie face aux menaces extrémistes (à droite, Rafael Leónidas Trujillo ; et à gauche, Fidel Castro) ; à l'opposé, nombre de citoyens,

³ Le nombre exact reste un sujet controversé; Carlos Torres, membre de l'ONG Alternativas, soutient qu'il y a eu plus de 2000 morts, contrairement aux 350 officiellement reconnus.
Cf. conférence, UQAM, 16-09-2005.

⁴ Expression de Karl, 1991 : 174-6, pour désigner l'une des modalités de transition à la démocratie en Amérique latine.

d'intellectuels et de médias dénoncent une démocratie « vitrine » (García Guadilla, 2003 : 33) et réclament une refondation du système politique pour une société démocratique élargie. L'instabilité et les mobilisations des années 1980/1990 ont fini de discréditer cette ère du *puntofijismo*.

La montée de Hugo Chavez et de son nouveau Mouvement Cinquième République (MVR)⁵ en 1997 (qui succède au Mouvement Bolivarien 200 (MBR-200) créé en 1982⁶), s'inscrit dans ce processus de délégitimation du système politique issu de 1958, un moment charnière qui ouvre la voie à la mise en place d'un nouvel ordre politique. C'est d'ailleurs l'une des promesses électorales de Chavez lors sa campagne présidentielle de 1998 : s'il est élu, il rompra avec l'ordre ancien du *puntofijismo* et ouvrira le pouvoir politique aux partis indépendants et au multipartisme. Élu avec 56% des voix, Chavez fait accéder le nouveau parti du MVR au pouvoir et la carte politique se modifie totalement : les anciens partis politiques se trouvent hors jeu et de nouvelles forces politiques font leur entrée au pouvoir. Le mouvement indigène a profité de ce moment de foisonnement des forces politiques pour s'imposer comme nouvelle force dans le jeu politique vénézuélien. Le CONIVE est devenu un parti politique, sous la bannière de laquelle les Indigènes peuvent se porter candidats lors des élections. Son soutien à Chavez l'intègre d'emblée au processus politique bolivarien.

L'immense popularité actuelle de Chavez n'est pas sans lien avec ce moment historique vécu par la société vénézuélienne. La crise institutionnelle a contribué à la naissance du populisme de Chavez. Suivant un schéma weberien, les liens charismatiques propres au style populiste sont souvent le produit de moments de crises institutionnelles (Hawkins, 2003 : 1139; Romero, 2001 : 243). Max Weber définit le pouvoir comme la « croyance en la légitimité d'un ordre reçu » et distingue trois « idéal-types »⁷ de pouvoir :

⁵ Emprisonné à la suite de sa tentative de coup d'État en 1992, Chavez sort de prison en 1994, p.9. <<http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/pdf/122/12210204.pdf>>

⁶ Le changement d'appellation relève d'une volonté de la part de Chavez d'être intégré à la course électorale; en effet, une clause spécifique interdisait tout parti de posséder un nom relié à Bolívar.

⁷ L'« idéal-type » est le concept opératoire majeur utilisé par Weber. Résultat de l'exacerbation de l'observation empirique, il sert à élaborer un ensemble de déductions logiques utiles pour l'étude d'un phénomène particulier. Il permet en outre d'intégrer le rapport aux valeurs implicite à tout événement étudié et de maintenir la distance analytique nécessaire du chercheur par rapport à son objet d'étude (Max Weber, 1992 : 172-173).

- La domination légale, impersonnelle, propre aux États modernes fondés sur une Constitution écrite et une bureaucratie où sont nettement séparés un état-major de fonctionnaires politiques et une administration recrutée par examen ou concours;
- La domination traditionnelle repose sur le respect de valeurs coutumières, comme dans le pouvoir patriarcal ou le pouvoir féodal;
- La domination charismatique est basée sur la reconnaissance du caractère extraordinaire, parfois sacré, d'un individu dont les «pouvoirs» sont l'élément structurant d'un groupe nouveau (prophète, chef de guerre, voire, à l'époque des partis démocratiques de masse, leader politique). (Weber, 1995 : 289).

La domination charismatique, qui s'oppose à la domination traditionnelle avant de devenir elle-même source d'une tradition nouvelle par «routinisation du charisme», est pour Weber l'une des voies du changement social, le risque étant l'aliénation du groupe au chef. La crise révèle en effet la nécessité de recréer le lien entre l'individu et sa communauté. Et le style populiste de Chavez est venu répondre à ce besoin de reconstruction d'une identification nationale.

L'arrivée de Chavez au pouvoir et l'instauration de la République bolivarienne représentent ainsi un tournant dans l'histoire politique du pays, tout en rompant avec l'héritage politique de plusieurs décennies. Dans ce contexte d'ouverture et de renouvellement du paysage politique, le nouveau régime a permis l'entrée de nouveaux acteurs. Le mouvement indigène a su en profiter pour s'intégrer au pouvoir institutionnel et s'imposer comme un partenaire politique légitime.

Ce contexte de crise politique a ouvert la voie à une forte pression populaire en faveur d'une démocratisation du système politique (García Guadilla, 2003 : 33). Une conséquence de la mobilisation fut l'adoption en 1989 des lois de décentralisation⁸ qui initièrent la « réforme constitutionnelle » (Van Cott, 2003 : 54) et permirent une plus grande participation des communautés indigènes au niveau des leurs États respectifs.

⁸ Ces lois ont été impulsées par la COPRE, *Comisión de Reforma del Estado*, dès les années 1980 mais approuvées seulement en 1989, sous la pression populaire (Guarcía Guadilla, 2003 : 34).

2.2 Le travail de mobilisation des leaders indigènes : de contestations très locales à la rapidité de la mobilisation nationale sous la Constituante

Si les leaders indigènes ont su faire pression, rentrer dans le jeu politique, faire des propositions à des moments opportuns⁹ et développer une stratégie politique efficace, c'est sur la base d'une mobilisation préexistante au niveau local et régional. En effet, les organisations régionales semblent avoir dominé la mobilisation indigène des années 1990. Le travail de mobilisation du mouvement indigène a fourni le terreau nécessaire à l'intégration politique au niveau national. L'intégration des droits indigènes dans la Constitution s'appuie sur le travail des organisations de base ; six des huit articles du chapitre VIII de la Constitution proviennent directement des propositions de la *Organización Regional de los Pueblos Indígenas de Amazonas* (ORPIA). Les propositions de l'ANC présentées par les députés indigènes sont en effet principalement issues des conclusions du 11ème Congrès Extraordinaire « Proconstitutionnel » des peuples indigènes d'Amazonas (*La Iglesia en Amazonas*, 1999 : 53 ; Villalón, 2002 : 15), réalisé du 17 au 19 mars 1999, à Tobogán de la Selva, dans la communauté Jivi de Coromoto de la municipalité Atures. Si la mobilisation a été aussi rapide et forte entre la convocation du référendum pour la Constituante le 25 avril 1999 et l'obtention des droits dans la Constitution, c'est également grâce à des organisations fédérales indigènes déjà bien implantées dans le pays et à des « réseaux pré-existants »¹⁰ (Yashar, 1998 : 24). Ainsi nous distinguons le travail de mobilisation d'avant 1999, dans l'opposition, de celui d'après 1999, marqué par une forte connexion avec le pouvoir chaviste.

2.2.1 1989-1998 : une relative dispersion dans l'opposition

2.2.1.a L'émergence fragile d'un mouvement : entre actions locales et mobilisation transnationale

En dépit d'une visibilité réduite et d'une mobilisation tardive sur le plan national, le mouvement indigène vénézuélien s'est implanté solidement au niveau régional,

⁹ Lors de la Commission spéciale dans la Constituante. par exemple.

¹⁰ [Ma trad.].

principalement dans les États d'Amazonas et de Zulia, en lien avec l'histoire législative du pays (Cf. chapitre 1). La mobilisation indigène a épousé la structure spatiale du système étatique (Perreault, 2003a). Le mouvement indigène s'est ainsi construit et organisé sur la base de la structure fédérale de l'État vénézuélien (Van Cott, 2003: 52). C'est d'abord au niveau des États, dans des fédérations, que les organisations indigènes se sont regroupées. Le premier groupe régional indigène à se constituer est la *Federación de Indígenas del Estado de Bolívar* (FIB), fondée en 1973 et principal acteur dans le regroupement confédéral du CONIVE en 1989 (Van Cott, 2003: 52). Aux côtés de la FIB, les Fédérations des États d'Anzoategui, d'Apure, de Zulia, d'Amazonas et du Delta Amacuro, ainsi que les communautés Chaima et Warao, dont les fédérations ne sont pas encore constituées, se regroupent dans la Fédération Indienne du Venezuela le 6 avril 1973 (Materne, 1976 : 29). L'objectif de la nouvelle organisation est de servir de conseil de coordination pour les fédérations (Materne, 1976 : 30). Ce conseil de coordination s'exprime très vite, à l'occasion de la mise en place du projet de « conquête du Sud » par l'État vénézuélien. En effet, la constitution de la Fédération coïncide avec la création par le président Caldera en 1972 de la Commission *Comisión para el Desarrollo del Sur, o « Conquista del Sur »* (CODESUR), qui vise à exploiter l'immense réserve naturelle du sud du pays. Dans le contexte des politiques développementalistes propres aux pays latino-américains de l'époque, le programme CODESUR est le résultat d'une pensée gouvernementale qui considère comme « insolite le fait que 26,5% du territoire national ne produise rien de significatif. »¹¹ Il faut donc « incorporer les sources de richesse de la région dans le processus harmonieux du développement du pays » (Clarac, 2001 : 347). Face à ce programme vu comme destructeur et non respectueux des droits des communautés indigènes, la Confédération Indienne du Venezuela a pris position dans sa déclaration de mai 1973, pour dénoncer une politique qui renouvelle le processus de colonisation, et pour exiger un traitement égal aux « *cioyens vénézuéliens*, à égalité de condition, ainsi que le stipulent la Constitution et les lois du pays » (Materne, 1976 : 33). Ainsi, le mouvement indigène se regroupe et se mobilise, au départ, en réaction contre des programmes qui nient leurs droits.

¹¹ [Ma trad.].

C'est principalement autour de la défense des revendications territoriales que le travail de mobilisation se constitue (Charier, 2000: 48). Dès 1960, la réforme agraire faisait partie de l'agenda politique et donnait le droit aux communautés indigènes de réclamer un titre collectif de propriété à l'Institut National Agraire. Mais, en 1992, 73% des Indigènes ne possédaient encore aucun titre de propriété sur leurs terres et les législations successives ont, de fait, ignoré ou rendu inefficace ce droit à la terre (Cf. Chapitre 1). Ces espaces de non-droit ont favorisé les invasions successives par les colons *criollos*¹² ou investisseurs étrangers. Dans les années 1980, un conflit marquant a contribué à interpeller la conscience politique indigène : le cas Piaroa-Zing. L'ethnie Piaroa (Wattujo) fut confrontée à l'invasion de ses terres, dans la Vallée de Wanai-Caño (État d'Amazonas), par des industriels de Caracas, dont Hermann Zing Reverón s'imposa comme le chef de file. Après une décennie de conflits, le cas se solda par une répression violente contre les Piaroas, en 1984, et donna lieu à un scandale national (Clarac, 2001 : 350-354). Une sous-commission, dirigée par la députée Angelina Gámus, fut créée pour le suivi de l'affaire, mais sa partialité fut manifeste et il en résulta une criminalisation des Indigènes. Néanmoins, cet événement contribua à éveiller la conscience politique indigène (Clarac, 2001 : 354). De plus, les accusations médiatiques (narcotrafiquants, indépendantistes, communistes) ont suscité la réaction des Indigènes contre de telles caricatures. Un cycle de rencontres s'amorça entre les leaders du *Consejo de Sectores Uhuottoja* (CONSEU), et le premier congrès Piaroa eut lieu.

Les congrès ne sont pas des formes indigènes d'organisation politique, ce sont des événements caractéristiques de sociétés segmentées et complexes dans lesquelles les membres d'un groupe social se réunissent pour débattre sur des problèmes communs et sur des plateformes programmatiques qui leur permettent d'améliorer leur situation respective au sein de la société globale¹³ (Mansutti cité par Clarac, 2001 : 355-356).

Ces congrès contribuèrent à mobiliser les communautés indigènes localement. Nous pouvons supposer qu'ils constituèrent un terreau favorable pour la mobilisation indigène au niveau national lors du processus participatif de la Constituante en 1998-1999.

¹² Pour une revue historique plus approfondie des conflits territoriaux, consulter Clarac, 2001.

¹³ [Ma trad.], « Los congresos no son formas indígenas de organización política, son eventos característicos de sociedades segmentadas y complejas donde los miembros de un grupo social se reúnen a discutir problemas comunes y plataformas programáticas que les permitan mejorar su situación relativa en el marco de la sociedad global ».

Dans les années 1990, les conflits territoriaux se poursuivent. Plusieurs cas furent emblématiques dont celui de la réserve d'Imataca et celui de la ligne de haute tension vers le Brésil. Le 28 mai 1997, la réserve forestière d'Imataca s'ouvrit à l'exploitation minière à hauteur de 40% de son potentiel, sous l'effet du décret 1850 du président Rafael Caldera. Cette ouverture mit fin à son statut privilégié depuis 1961 : lieu d'une grande diversité écologique, ce site était resté classé et bénéficiait, avant 1997, de la protection de la loi organique sur l'aménagement du territoire qui imposait la consultation des communautés indigènes résidentes pour tout projet (Charier, 2000 : 37). La modification du statut de la réserve entraîna de nombreuses dénonciations de la part des Indigènes et de sympathisants universitaires et écologistes¹⁴. Une délégation indigène se rendit à la Cour Suprême pour déposer un recours en nullité, non seulement contre ce décret, mais également contre deux autres projets qui avaient enfreint l'obligation de consultation, la construction d'une ligne électrique à haute tension vers le Brésil et l'ouverture du Delta de l'Orénoque à l'exploitation pétrolière.

Ces conflits territoriaux ont donné lieu à des mobilisations unificatrices pour le mouvement indigène, tout en interpellant les Indigènes sur les moyens de se défendre. Il est probable que la reconnaissance juridique fut alors vue comme une façon d'acquérir les moyens adéquats pour défendre les territoires où vivent les Indigènes.

2.2.1.b La création du CONIVE en 1989 : les premiers pas d'une visibilité nouvelle du mouvement sur le plan national et international

La constitution du CONIVE marque l'institutionnalisation du mouvement indigène au niveau national. CONIVE se crée au départ sur la base d'une organisation non gouvernementale à but non lucratif, sans allégeance religieuse ni politique. Elle représente les trente-deux peuples indigènes du pays. Lors de la création du CONIVE, l'un des objectifs centraux fut la construction d'une autonomie par rapport aux partis traditionnels, essentiellement l'Action

¹⁴ Les réseaux écologistes diffusent les exactions commises envers les droits humains au Venezuela sur Internet et participent à la médiatisation de la question indigène du Venezuela (Charier, 2000 : 38).

Démocratique (AD) et certains courants religieux, notamment les Évangéliques, connus pour leur méthode de cooptation et d'instrumentalisation des communautés indigènes (Charier, 2000 : 43).

L'objectif premier du CONIVE est la promotion de la participation des communautés indigènes à l'amélioration de leur situation économique, conjointement avec le renforcement de leur identité culturelle. La structure organisationnelle du CONIVE est collégiale et horizontale. Elle se compose de trois organes majeurs¹⁵ :

- Le Congrès National, constitué par les délégués des organisations affiliées au CONIVE¹⁶, représente l'instance maximale de décision. Il se réunit tous les trois ans sur une base ordinaire. Son mandat est d'établir les grandes orientations des politiques et actions du CONIVE. Le dernier Congrès fut en mars 2006.
- Le Conseil Directif ou la *Coordinación Ampliada de Acción*¹⁷ est l'organe de coordination et de planification. Il contrôle et veille au respect des objectifs du

¹⁵ Information tirée de la Revue *Iglesia en Amazonas*, 1999: 82.

¹⁶ Liste des organisations membres du CONIVE: 1. Orpia - Organización Regional de los Pueblos Indígenas de Amazonas, 2. Kubawi - Uripacos, Banivas, Warekenas y Yeral del Río Guainía, 3. Umav - Unión Maquiritare del Alto Ventuari, 4. Kuyujani - Proyecto de Autodemarcación del Territorio Yekwana Kuyujani, 5. Puama - Pueblo Unido Multiétnico de Amazonas, 6. Oiyapam - Organización Indígena Yabarana del Parucito Medio, 7. Egcp - Empresa Ganadera de la Comunidad de Primavera, 8. Eacts - Empresa Autogestionaria Cooperativa « Tobogán de la Selva », 9. Oipus - Organización Indígena Uwotuja Piaroa del Sector Sipapo, 10. Suyao - Shabonos Unidos Yanomami del Alto Orinoco, 11. Asomia - Asociación de Maestros Indígenas de Amazonas, 12. Epiamiel - Empresa Piaroa de Miel, 13. Apiproca - Asociación Piaroa de Productores de Cacao, 14. Ayeproca - Asociación Ye'kuana de Productores de Cacao, 15. Uera - Unión Kurripaco del Río Atabapo, 16. Orpiz - Organización Regional de Pueblos Indígenas del Zulia, 17. Red de Mujeres Indígenas Wayuu, 18. Aseinluz - Asociación de Estudiantes Indígenas de la Universidad del Zulia, 19. Funwayuu - Fundación Wayuu, 20. Moín - Movimiento Indio por la Identidad Nacional, 21. Asobariven - Asociación Bari de Venezuela, 22. Acipy - Asociación Civil del Pueblo Yukpa, 23. Oshipa - Organización Indígena Yukpa de Siratpa, 24. Mep - Movimiento Cultural Paraujano, 25. Atw - Asociación de Transportistas Wayuu - Coogujaira, 26. Asoañu - Asociación Añu, 27. Fundain - Fundación de Artistas Indígenas, 28. Jalianayaa - Empresa de Tejidos Wayuu, 29. Ayatawa, 30. Yanama - Organización Indígena de la Guajira Venezolana, 31. Oitewwa - Organización Indígena del Territorio Wayuu, 32. Fib - Federación de Indígenas del Estado Bolívar, 33. Kuyujani - Organización Kuyujani Cuenca del Caura, 34. Ape - Asociación de Pueblos E'ñapá, 35. Asocrep - Guahibo, Cuiva del Estado Apure, 36. Corpia - Consejo Regional de Pueblos Indígenas de Apure, 37. Ciundetra - Comunidades Indígenas Unificadas por el Derecho al Trabajo, 38. Asociación Kariña del Estado Sucre - Meseta de Santa Fe, 39. Uciw - Unión de Comunidades Indígenas Waraos, 40. Upim - Unión de Pueblos Indígenas de Monagas.

¹⁷ Les noms varient en fonction des sources. Conseil Exécutif dans la Revue Amazonas et Coordination sur le site < http://www.apalancar.org/organizaciones/detalle.asp?buscar=conive&id_org=692 >.

Conseil. Il se compose de six coordinateurs régionaux et de coordinateurs nationaux. Il se réunit au moins deux fois par année.

- Enfin, la coordination exécutive ou Conseil exécutif est l'organe de coordination, d'administration et d'exécution des résolutions prises par le Congrès et par le Conseil Directif. Elle est chargée également de planifier et d'impulser des projets pour la réussite des objectifs du CONIVE et de ses organisations de base. Trois membres la composent : un coordinateur général, un administrateur et un secrétaire exécutif.

L'information sur le CONIVE reste difficile à obtenir. Notre passage dans les locaux du CONIVE a relevé l'absence d'une mémoire institutionnelle, le peu de documents disponibles sur l'histoire de l'organisation et la désertion de la majorité de ses membres. Le vice-coordinateur Luis Enrique Gonzalez avait déménagé pour adopter les locaux de la Commission Permanente des peuples indigènes, mise en place sous le gouvernement Chavez. Les incertitudes et flous sur la gestion des fonds sont un élément supplémentaire à l'impression de chaos et de confusion qui s'est dégagée de nos entretiens avec les leaders du CONIVE. Étant donnée la courte durée de notre séjour sur le terrain, de nombreux éléments ne peuvent ici qu'être esquissés. Nous avons perçu des tensions internes fortes entre les membres du CONIVE mais nous ne pouvons à ce stade enrichir ce constat d'une compréhension claire des tensions à l'oeuvre.

Dans ce cadre organisationnel, les liens avec des groupes indigènes d'autres pays s'officialisent et acquièrent une légitimité supplémentaire. Le CONIVE a pu ainsi s'incorporer à l'organisation régionale, la *Coordinadora de las Organizaciones de la Cuenca Amazónica* (COICA)¹⁸ et engager des échanges suivis avec les organisations indigènes des pays voisins. Selon la députée indigène Nicia Maldonado, l'institutionnalisation du CONIVE

¹⁸ La COICA fut créée le 14 mars 1984 et coordonne neuf organisations indigènes issues des neuf pays du Bassin Amazonien, : AIDSEP-Asociacion Interetnica de Desarrollo de la Selva Peruana, APA-Asociacion de Pueblos Amerindios de Guayana, CIDOB-Confederacion de los Pueblos Indigenas de Bolivia, COIAB-Coordinadora de las Organizaciones Indigenas de la Amazonia Brasileira, CONFENIAE-Confederacion de las Nacionalidades Indigenas de la Amazonia Ecuatoriana, CONIVE-Consejo Nacional Indio de Venezuela, FOAG-Federacion de Organizaciones Amerindias de Guyana Francesa, OIS-Organizacion de los Pueblos Indigenas de Surinam, and OPIAC-Organizacion de los Pueblos Indigenas de la Amazonia Colombiana. La COICA représente 2.779.478 de personnes issues de 390 groupes indigènes différents et la forêt Amazonienne s'étend sur un territoire de 10.268.471 km². *COICA, 21 años de continuidad en una etapa de nuestro caminar*, 2005 : 6.

et son intégration à la COICA furent des étapes importantes pour stimuler la ramification de la lutte indigène, échanger des expériences et renforcer les liens à l'international (entrevue, 2006). Les leaders indigènes vénézuéliens s'incorporèrent également à d'autres espaces internationaux, mais de manière plus individuelle : Nicia Maldonado fut conseillère au Fonds indigène de l'Amérique latine et des Caraïbes¹⁹ pendant son mandat comme coordinatrice du CONIVE (entrevue, 2006). Plus récemment, la formation de la Coordination Andine²⁰ en juillet 2006 a répondu à la volonté d'unir les cinq pays andins pour posséder une interface indigène régionale, au même titre que le *Consejo Indígena de Centro América* (CICA)²¹. L'objectif fut que chaque organisation élabore son propre agenda pour pouvoir ensuite coordonner ses actions avec ses homologues voisines dans un travail de lutte commune.²² Même si le Venezuela ne fait pas actuellement partie de cette Coordination, le CONIVE, par son porte-parole Nicia Maldonado, a suivi de près en janvier 2006 les développements de son imminente création.

À la suite de l'insurrection militaire du 4 février 1992, profitant de la création d'une Commission présidentielle pour la réforme de l'État, le mouvement indigène tenta de pousser à une réforme constitutionnelle et d'imposer ses revendications. Le CONIVE présenta une série de propositions afin que soient intégrées les revendications indigènes au processus de la réforme²³.

¹⁹ Vingt-trois pays sont membres de ce Fonds, vingt-et-un pays d'Amérique latine et l'Espagne et la Belgique. Cet accord est entré en vigueur le 4 août 1993 et le Venezuela l'a ratifié le 13 mai 2002.

< <http://untreaty.un.org/FRENCH/bible/frenchinternetbible/partI/chapterIV/treaty26.asp> >.

²⁰ Cette coordination rassemble les organisations andines dont les quechuas, kichwas, aymaras, mapuches entre autres. Son but est le renforcement de l'unité du mouvement indigène andin par l'échange d'expériences entre les pays membres, l'Équateur, la Bolivie, le Pérou, la Colombie et le Chili ; de plus, la Coordination se donne comme mandat l'élaboration de propositions articulées avec celles des peuples amazoniens destinées à renforcer leur représentation et leur participation au sein des instances internationales.

< <http://www.adital.com.br/site/noticia.asp?lang=ES&cod=23256> >. Le Venezuela ne fait cependant pas partie de cette Coordination.

²¹ La CICA fut officiellement établie en juillet 1995 et regroupe les sept pays d'Amérique Centrale : Guatemala, Belice, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica et Panamá. L'organisation vise à défendre les droits des peuples indigènes par le développement de politiques et de stratégies fondées sur l'identité. Elle cherche à faire pression sur les États et les Organismes Internationaux, essentiellement l'OÉA et le Système Interaméricain sur les Droits Humains, la Banque Mondiale et la BID. Elle lie projet politique, développement économique et préoccupation environnementale dans sa stratégie régionale de renforcement organisationnel. < <http://www.consejoindigenacica.org/html/vision.shtml> >. Consulté le 01-01-2007.

²² Informations tirées de l'entrevue avec Nicia Maldonado, réalisée le 31 janvier 2006, à Caracas.

²³ Témoignage de Tito Poyo : < <http://www.adital.org.br/site/noticia.asp?cod=8450&lang=ES> >. Consulté le 25-12-2006.

« En 1992, quand eut lieu l'insurrection du 4 février, il fut question de réformer la Constitution au Congrès National, pour révoquer le mandat de Carlos Andrés Pérez et nous nous sommes mobilisés, nous avons vu l'opportunité d'inclure les droits indigènes dans cette réforme mais nous n'y sommes pas parvenus. (Noeli Pocaterra, entrevue, 2006)²⁴ ».

Le mouvement indigène, encore fragile sur le plan national, se fait sentir davantage au niveau régional, et principalement dans l'État d'Amazonas, pendant le début de la décennie 1990.

2.2.1.c L'expérience de l'État d'Amazonas : un précédent constitutionnel

Au Venezuela, le mouvement indigène se constitue sur la base de ses organisations régionales. Plutôt que de parler de mouvement national, il est plus juste de considérer les entités régionales. Les deux mouvements régionaux les plus significatifs sont ceux des États de Zulia et d'Amazonas. Le mouvement indigène de Zulia reste divisé, en lien avec la tradition d'affiliation et de cooptation par les partis traditionnels (Van Cott, 2003 : 53). Le mouvement d'Amazonas expérimenta une mobilisation importante pour inclure les droits indigènes dans la Constitution de l'État d'Amazonas, en 1993.

L'État d'Amazonas fait, en effet, figure de proue pour l'intégration des droits indigènes dans la Constitution nationale de 1999. Après la FIB, c'est l'ORPIA qui se constitue en 1993. Suivant une politique de décentralisation amorcée dans les années 1980, le régime de Carlos Andrés Pérez instaure, en 1989, l'élection directe des gouverneurs d'États. Dans l'État d'Amazonas, qui compte 43% d'Indigènes, la proportion la plus importante de tous les États du pays (Van Cott, 2003: 52), l'élection d'un gouverneur représentatif est de mise. La création de l'*Organización Regional de Pueblos Indígenas de Amazonas* (ORPIA) en 1993 se produit quand l'État d'Amazonas devient une entité indépendante dans la fédération vénézuélienne, en 1992, répondant ainsi à la politique de décentralisation de l'État. Le projet de Constitution pour le nouvel État soulève la contestation des Indigènes dont les droits territoriaux se trouvent menacés ; en effet, le projet de Constitution, assorti d'une loi

²⁴ [Ma trad.], « En 1992, cuando la insurrección del 4 de febrero, se habló en el Congreso Nacional de reformar la Constitución, para revocar el mandato de Carlos Andrés Pérez, y nosotros nos movimos, vimos la oportunidad de que en esa reforma se incluyeron los derechos indígenas pero no lo logramos ». Cf. <<http://diariodacaracas.splinder.com/?from=60>>.

instituant la division politique et territoriale de l'État, provoque la mobilisation des Indigènes, soutenus par le bureau des droits humains de l'Église Catholique de Puerto Ayacucho (*La Iglesia en Amazonas*, 1999). Dans ce projet, les terres occupées par les Indigènes ne bénéficient pas de la protection du droit de propriété privée, laissant la voie ouverte aux invasions et à l'accaparement des terres (Ayala Corao, 1995 : 409-411). La mobilisation d'ORPIA et de ses *alliés* se conclut finalement par une reconnaissance sans précédent de droits dans la Constitution de l'État d'Amazonas de 1993, dont le caractère « multiethnique et pluriculturel » de l'État²⁵. Le travail de mobilisation d'ORPIA se poursuit et en février 1997, pendant le premier Congrès Extraordinaire portant sur la Loi de Division Politique Territoriale de l'État d'Amazonas (*La Iglesia en Amazonas*, 1999 : 53). La Cour Suprême, par une série de verdicts rendus les 5 décembre 1996, 4 mars 1997 et 10 décembre 1997, se prononça en faveur d'ORPIA, refusa le plan de division territoriale du gouverneur et requit la participation des Indigènes pour l'établissement d'un nouveau plan (Van Cott, 2003 : 52).

Ces actions de mobilisation au niveau régional furent des points d'ancrage essentiels dans le processus de légitimation du processus constituant de 1999.

2.2.2 1998-1999 : la convergence politique dans le camp chaviste et la rapidité de la mobilisation indigène pendant le processus constitutionnel

L'élection présidentielle du 6 décembre 1998 porte Chavez au pouvoir avec 56,2% des votes et se caractérise par un nouveau paysage politique ouvert à la problématique indigène. Ce fut une nouvelle occasion pour les leaders indigènes de faire entendre leurs propositions. Tito Poyo, premier coordinateur du CONIVE, évoque les liens qui s'établirent entre le pouvoir chaviste et le leadership indigène : « quand Hugo Chávez était candidat [à la présidence], nous l'avons rencontré et lui avons offert notre soutien en échange d'espace politique. »²⁶. C'est sur la base d'une entente électorale que les Indigènes négocièrent leur intégration politique. Le 20 mars 1998, Hugo Chavez signe un « acte d'engagement » dans lequel il

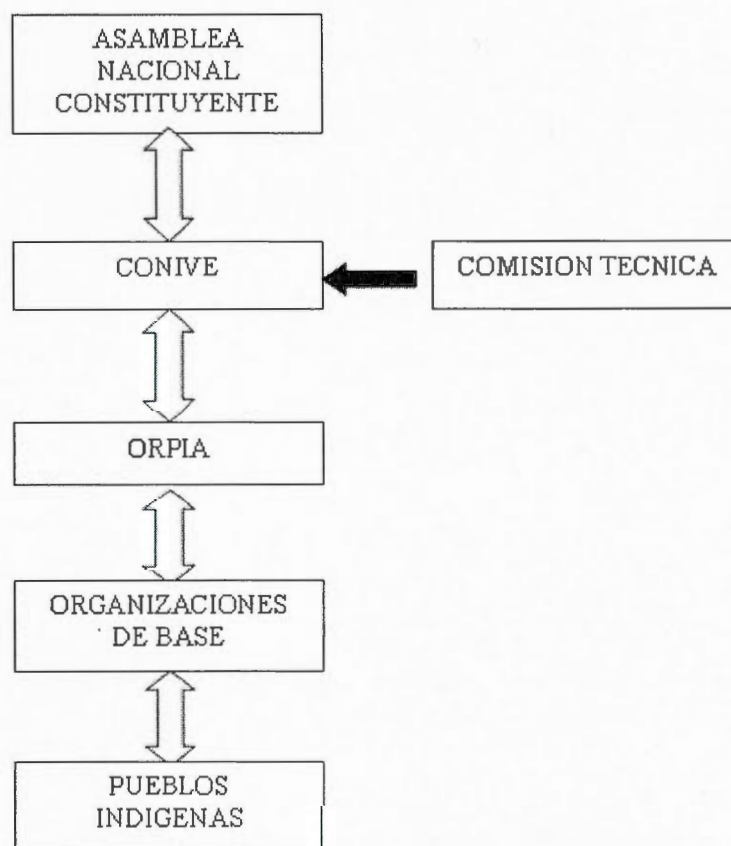
²⁵ Cette revendication d'un État « multiethnique et pluriculturel » s'inscrit dans la vague des réformes constitutionnelles des pays voisins.

²⁶ [Ma trad.], « cuando Hugo Chávez era candidato nos reunimos con él y le ofrecimos nuestro apoyo a cambio de espacio político », < <http://www.adital.org.br/site/noticia.asp?cod=8450&lang=ES> >. Consulté le 26-12-2006.

promet de payer la « dette historique » que la République vénézuélienne a contracté envers les peuples indigènes s'il est élu président. C'est ainsi que, une fois Chavez élu président, le CONIVE a bénéficié pour la première fois d'un soutien technique de la part de l'État, grâce aux locaux fournis par la *Dirección de Asuntos Indígenas* (DAI) en mars 1999 (Van Cott, 2003 : 55).

Le mouvement indigène a su faire preuve d'une grande rapidité de mobilisation entre l'arrivée de Chavez au pouvoir et le référendum de la Constituante en avril 1999, approuvée à 92.17%. Plusieurs actions sont alors menées tant au niveau régional que national. À l'investiture de Chavez comme président, les ethnies de l'État de Zulia (Wayuu, Añu, Paraujanos, Bari, Yukpa) remettent une déclaration au gouverneur de cet État. Dénonçant l'ignorance faite des Indigènes dans les Constitutions et voulant profiter de la nouvelle charte nationale pour être écoutés, ils exigent des représentants indigènes dans la Constituante (Charier, 2000: 42). Le CONIVE convoque le 22 janvier 1999 un Congrès National Extraordinaire des peuples indigènes du Venezuela avec la participation de 300 délégués pour élaborer des propositions et faire pression en vue de participer à l'Assemblée Nationale Constituante. Ainsi, un vaste processus de consultation et de participation des communautés indigènes est organisé pendant l'année 1999. Cette consultation réalisée à la grandeur du pays, se met en place au travers du CONIVE, avec le fort soutien de ORPIA. Nous reproduisons dans le schéma ci-dessous la convergence organisationnelle mise en oeuvre par ORPIA avec le soutien logistique du bureau des droits humains du Vicariat Apostolique de Puerto Ayacucho (VAPA) de l'État d'Amazonas.

Figure 2.1: Structure organisationnelle de la participation des peuples indigènes au processus constitutionnel.



Source : *La Iglesia en Amazonas*, 1999 : 79.

Des ateliers ont été organisés sur le processus de la Constituante, dans le but d'informer les peuples et les communautés indigènes. Les ateliers apportent aux Indigènes les informations nécessaires à leur compréhension du système politique vénézuélien. Dans cet atelier intitulé « *Los Pueblos Indígenas y su Participación en el Proceso Constituyente* », l'objectif est clairement énoncé:

Apporter aux communautés, leaders et organisations indigènes, un espace de réflexion sur l'importance-transcendance de ce moment historique (Constituante) dans la lutte pour la reconnaissance des droits spécifiques des peuples indigènes du Venezuela et les motiver à une participation consciente (*La Iglesia en Amazonas* (1999 : 55)²⁷.

Au niveau des États, des comités ou *frentes* ont été créés pour mobiliser les peuples indigènes et élaborer des propositions concrètes pour la reconnaissance de leurs droits dans la nouvelle Constitution.

Cette formule de Comité ou Fronts fut une stratégie élaborée par les Indigènes eux-mêmes, qui étant au fait des différences politiques, religieuses et idéologiques des diverses organisations présentes dans leurs peuples, considérèrent la création de ces Comités comme une voie d'intégration (*La Iglesia en Amazonas*, 1999 : 52)²⁸.

Sur la base des propositions faites par Chavez, des ateliers sur le processus constitutionnel furent organisés²⁹ en vue d'informer les communautés indigènes sur l'importance du processus constitutionnel.

L'efficacité de ce travail de mobilisation atteint son paroxysme lors du IIème Congrès Extraordinaire des Peuples d'Amazonas du 17 au 19 mars 1999, marquant l'aboutissement du travail de rassemblement et de convergence des organisations et des leaders indigènes au

²⁷ [Ma trad.]. « Brindarle a las comunidades, líderes y organizaciones indígenas, un espacio para la reflexión sobre la importancia-transcendencia de este momento histórico (Constituyente) para la lucha por el reconocimiento de los derechos específicos de los Pueblos Indígenas en Venezuela y motivarlos a la participación consciente ».

²⁸ [Ma trad.]. « Esta fórmula de Comité o Frentes fue una estrategia diseñada por los mismos indígenas, quienes en conocimiento de las diferencias políticas, religiosas e ideológicas de las diversas organizaciones presentes en sus pueblos, vieron como una vía de integración la creación de estos Comités ».

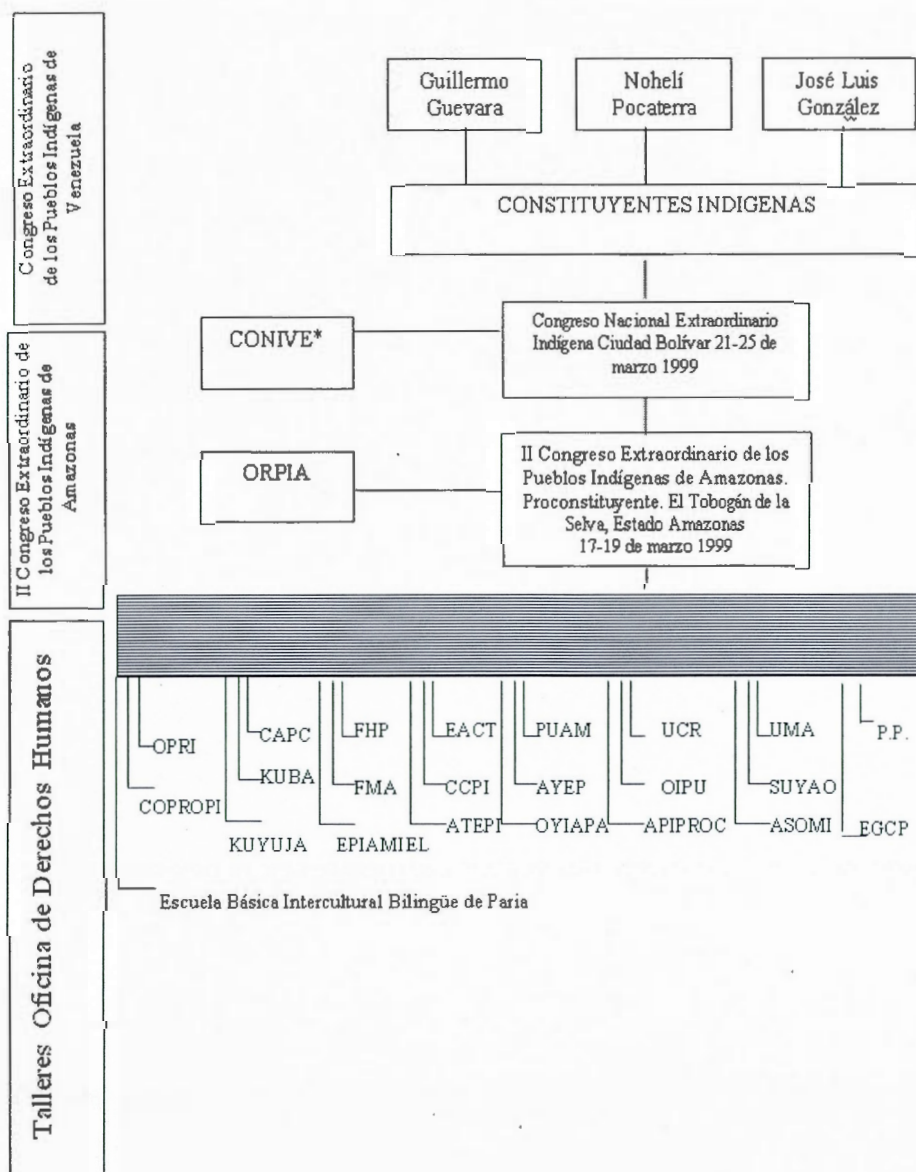
²⁹ Le bureau des droits humains du Vicaire apostolique de Puerto Ayacucho (VAPA) mit en oeuvre ces ateliers.

niveau de l'État d'Amazonas. Y assistèrent 238 délégués indigènes issus de 23 organisations (*La Iglesia en Amazonas*, 1999 : 53).

Des comités ou *Frentes proconstituyentes étnicos*, comme par exemple le *Comité Proconstituyente Piaroa* (COPROPI), furent chargés de diffuser l'information dans leur communauté respective, ce qui a constitué un support décisif dans la promotion de la participation des Indigènes à la Constituante.

Cette mobilisation déboucha ensuite sur le Congrès Extraordinaire du CONIVE, dans la ville de Bolívar, les 21-25 Mars 2000, où furent élus les trois députés indigènes destinés à pourvoir les sièges de la Constituante : Noeli Pocaterra, José Luis Gonzalez et Guillermo Guevara. Par la suite, une fois les débats parlementaires achevés, la proposition négociée par les trois représentants fut soumise à l'approbation des peuples indigènes, lors de la conférence des 5-6 septembre, co-organisée par le CONIVE et la Commission des Droits des peuples indigènes (créée spécifiquement lors de la Constituante, sous la pression de la députée Noeli Pocaterra), à Caracas, qui regroupa 300 représentants indigènes.

Figure 2.2 : Structure organisationnelle de la mobilisation indigène dans l'État d'Amazonas



*CONIVE: Consejo Nacional Indio de Venezuela

ORPIA: Organización Regional de los Pueblos Indígenas de Amazonas
 COPROPI: Comité Proconstituyente Piaroa
 AYEPROCA: Asociación Ye'kwana de Productores de Cacao
 CAPCY: Centro para la preservación de la Cultura Ye'kwana
 KUBAWY: Kurripacos, Banivas, Warekenas y Yeral del Río Guainía
 KUYUJANI: Proyecto de Autodemarcación del Territorio Ye'kwana
 FHP: Frente Hivi Proconstituyente
 FMAPC: Frente del Municipio Atabapo Proconstituyente
 EPIAMIEL: Empresa Piaroa de Miel
 P.P.: Parlamento Piaroa
 CCPIA: Consejo Consultivo de la Organización de Pueblos Indígenas de Amazonas
 ATEPIA: Asociación de Turismo Ecológico de Indígenas de Amazonas
 PUAMA: Pueblo Unido Multiétnico de Amazonas
 EGCP: Empresa Ganadera de la Comunidad de Primavera
 OIYAPAM: Organización Indígena Yabarana de Parucito Medio
 UCRA: Unión Curripaco del Río Atabapo
 OIPUS: Organización Indígena Yabarana de Parucito Medio
 APIPROCA: Asociación Piaroa de Productores de Cacao
 UMAV: Unión Maquiritare del Alto Ventuari
 SUYAO: Shabonos Unidos Yanomami del Alto Orinoco
 ASOMIA: Asociación de Maestros Indígenas de Amazonas
 EACTS: Empresa Autogestionaria Comunitaria "Tobogán de la Selva"
 Escuela Básica Intercultural Bilingüe de Paría

Source : *La Iglesia en Amazonas*, 1999: 102.

Dans un contexte où le CONIVE ne semble pas très institutionnalisé, la rapidité de l'action mobilisatrice à l'échelle nationale est surprenante. Comment le CONIVE est-il parvenu à mobiliser si rapidement et de façon si efficace les communautés indigènes au niveau

national? C'est là que la variable « transnationalisation » joue un rôle déterminant pour légitimer l'action mobilisatrice des leaders indigènes.

2.3 Des *alliés* stratégiques

Les soutiens ne sont pas négligeables dans le cas du mouvement indigène vénézuélien. Ils ont joué un rôle d'envergure pour promouvoir la cause indigène, défendre les droits de ces peuples, et contrecarrer les préjugés ancrés dans la société *criolla*. Ils ne sont pas nécessairement des acteurs bien identifiés, ils peuvent renvoyer à un environnement international favorable. À la suite de Van Cott (2003: 59), nous distinguons, par souci de clarté, les appuis internationaux (*supportive international trends*) des soutiens nationaux (*strategic allies*).

2.3.1 Entre un système international favorable et l'essor d'un mouvement indigène transnational : des outils stratégiques pour la mobilisation nationale

Sur le plan international, la visibilité nouvelle des droits indigènes dans le système international fut un cadre de référence essentiel dans le processus de mobilisation des Indigènes pour l'étape de la Constituante. De plus, l'expérience des pays voisins en matière de réforme constitutionnelle a servi de modèle à la mobilisation des Indigènes vénézuéliens, ces derniers adoptant des actions de mobilisation similaires pour faire valoir leurs droits lors du processus constitutionnel. Suivant une perspective transnationale, ces facteurs sont déterminants pour comprendre la rapidité et l'efficacité de mobilisation du mouvement indigène vénézuélien pendant le processus constitutionnel : « International relations are an increasingly important determinant of domestic social change, while transnational alliances play a growing role in social movement activity » (Brysk, 1996: 39).

Ce sont ces deux variables que nous cherchons à cerner ici, à l'aune du cas vénézuélien. D'une part, l'importance d'un environnement politique international favorable à la cause indigène ; d'autre part, la stratégie de mobilisation transnationale des leaders indigènes vénézuéliens.

2.3.1.a De l' « effet boomerang » à la « contagion trans-frontalière »

La perspective transnationale des mouvements sociaux est utile pour saisir la rapidité de mobilisation du mouvement indigène vénézuélien. En effet, les leaders indigènes ont su recourir, d'une part, au droit international pour légitimer leurs propositions au sein de l'Assemblée Nationale Constituante, et d'autre part, aux expériences voisines pour accélérer le processus de mobilisation.

Le terme de « transnationalisation » s'applique de plus en plus aux pratiques des mouvements sociaux pour définir la multiplication des interactions entre groupes de pays différents au sein de réseaux multiples et la création de valeurs et discours partagés par delà des contextes nationaux différents face à des enjeux communs. Cette dynamique se distingue du processus d'internationalisation en ce sens qu'elle part d'individus, de groupes de base ancrés localement ou nationalement, tandis que l'internationalisation définit davantage la chasse gardée de la sphère politique institutionnelle inter-étatique :

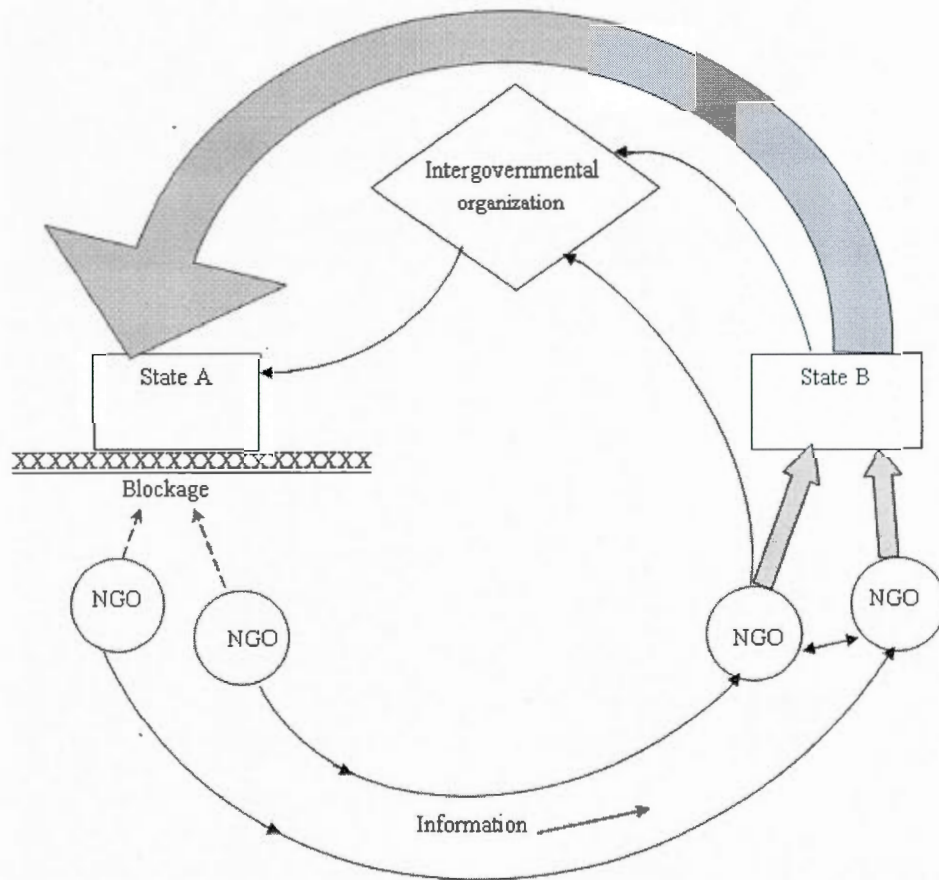
« International relations only implies relations among sovereign nation-states, whereas transnational relations- upon which the historical process of globalization is based- describes those linkages among individuals, groups, organizations and communities within different nation-states » (Giugni, 1998: 92).

Le recours à des espaces de mobilisation par-delà les frontières, a permis au mouvement indigène vénézuélien d'acquérir des outils stratégiques pour sa mobilisation au niveau national, sans pour autant bénéficier au départ d'un fort terreau social. Par un « effet boomerang » (Keck et Sikkink, 1998 : 13)³⁰, la mobilisation à l'international se retourne positivement pour favoriser le développement au niveau national.

³⁰ Prenant pour étude le mouvement de l'abolition de l'esclavage et le mouvement international pour le vote des femmes afin de montrer l'importance du recours à l'international dans le changement politique, Keck et Sikkink montrent à quel point l'action des mouvements sociaux est déterminante pour modeler et légitimer des revendications au départ impensables. En se basant sur « *the human rights methodology* » ou « *information politics* », les mouvements peuvent recourir à des rapports pour dénoncer la situation nationale et légitimer leurs revendications.

« When channels between the state and its domestic actors are blocked, the boomerang pattern of influence characteristic of transnational networks may occur: domestic NGOs bypass their state and directly search out international allies to try to bring pressure on their states from outside » (Keck et Sikkink, 1998: 12).

Figure 2.3 : L'« effet boomerang » (Boomerang pattern). State A blocks redress to organizations within it; they activate network, whose members pressure their own state and (if relevant) third party organization, which in turn pressure State A.



Source : Keck, M. et K. Sikkink, 1998: 13.

Des acteurs peu dotés en ressources nationales au départ peuvent en acquérir au niveau international pour ensuite les réinvestir dans des luttes sociales et politiques nationales. Le « réseautage », par-delà les frontières nationales, permet ainsi l'accès à de nouvelles sources d'information, de mobilisation et de financement; (Keck et Sikkink, 1998 :12-13). Suivant la perspective « triomphaliste » du courant transnational, le système international est décisif dans la conquête des droits des Indigènes (Brysk, Mato, Stavenhagen, Van Cott). Nous reprenons ici la distinction de Chalmers Larose qui, dans sa thèse sur les mouvements syndicaux et environnementaux en Amérique du Nord, distingue les « transnationalistes triomphalistes » des « transnationalistes sceptiques » (2000), pour l'appliquer à notre étude du mouvement indigène. À une approche « sceptique » de la transnationalisation qui affirme la prédominance du rôle de l'État-nation sur tout système supra-national, la perspective « triomphaliste » lui oppose l'importance de l'environnement international dans des contextes nationaux où l'État perd de son pouvoir³¹ : « transnational movement mobilization has changed domestic state policies » (Brysk, 1996 : 45). Ainsi, dans le cas des Indigènes, face à l'impasse nationale, le système international leur offre de nouvelles *ouvertures* pour accroître leur impact social et politique sur le plan national. Le mouvement indigène, en se transnationalisant, acquiert un poids supplémentaire et est capable d'influer les politiques, tant internationales que nationales. La mobilisation transnationale se répercute ainsi de façon positive pour obliger l'État national à intégrer les droits indigènes. Les « transnationalistes triomphalistes » inscrivent leurs analyses en rapport avec les motivations premières des groupes indigènes : développer des liens transnationaux pour accroître la pression sur les États nationaux.

La mobilisation transnationale fut déterminante pour les leaders indigènes vénézuéliens. Le recours au droit international et aux réformes constitutionnelles des pays voisins fut un atout décisif dans le travail de mobilisation et d'élaboration de leurs propositions pour la l'Assemblée Nationale Constituante.

³¹ Cette perspective repose sur le postulat du déclin de l'État (Susan Strange, 1996).

2.3.1.b Un environnement international favorable

L'intégration politique des droits indigènes dans le système politique renouvelé du Venezuela n'est pas déconnectée d'un système international favorable à la cause indigène. En effet, avant la Constitution de 1999, le Venezuela se distinguait de ses voisins comme le pays le plus en retard en matière de reconnaissance des droits indigènes. Il est donc important de souligner le rôle joué par le contexte international dans le processus d'intégration du mouvement indigène au Venezuela. Ce rôle d'adjuvant est mené tant au niveau des États que des réseaux transnationaux du mouvement indigène.

Au niveau international, nombreux sont les éléments qui jouent en la faveur d'une reconnaissance accrue des peuples indigènes. La question indigène est devenue une priorité dans les agendas de la communauté internationale.

L'État apparaît certes comme le détenteur légitime du pouvoir, mais ses relations avec ces communautés sont désormais liées à la dynamique juridique et politique internationale. Ce qui suscite les craintes de certains cercles dirigeants à l'endroit d'un problème identitaire qui est aujourd'hui posé en termes de droits. (Charier : 2000, 34)

Le droit international a contribué à *juridiciser* la question indigène : ce qui n'était, par le passé, que l'enjeu de la reconnaissance tacite d'une culture différente, est devenu un problème juridique qui a pour vocation de s'intégrer dans la politique des États-nations. Les débats au sein de la Constituante ont révélé l'importance des normes internationales et ont conduit les parlementaires à spécifier les termes utilisés en référence au cadre des normes internationales.

Les normes internationales, inscrites dans plusieurs déclarations et conventions, servent de cadre de référence pour les stratégies de justification des revendications indigènes au niveau national. Un ensemble de textes juridiques dans les systèmes onusien et américain viennent soutenir la reconnaissance des droits indigènes dans le monde³². « Rather than being seen as

³² Voir Appendice E. Nous nous limitons aux textes, dans le cadre de notre recherche, sans évoquer les différents organes traitant spécifiquement des questions indigènes dans les différentes instances internationales. Les textes apportent un cadre de référence essentiel à la mobilisation indigène lors des débats à l'Assemblée Constituante, pour justifier les revendications des droits indigènes.

the antipode of transnational contention, international institutions may offer resources, opportunities and incentives for transnational activism » (Tarrow, 2000 : 3). Cet ensemble de textes juridiques concourt à la création d'un environnement international favorable à la cause indigène et a servi de cadre de référence pour les leaders indigènes vénézuéliens, à l'heure du processus constitutionnel. Les références au système international furent manifestes lors du processus constitutionnel, d'une part dans le travail de mobilisation du mouvement, et d'autre part, lors des débats parlementaires.

2.3.1.c Les expériences de mobilisation indigène dans les pays voisins : un modèle de diffusion

Un important travail de mobilisation des organisations indigènes fut mené en vue de la Constituante. L'objectif avoué des leaders indigènes était de faire approuver, par un processus consultatif d'envergure nationale, les propositions indigènes pour la nouvelle Constitution. Les leaders indigènes vénézuéliens ont eu recours aux autres Constitutions latino-américaines, plus avancées en matière de reconnaissance des droits indigènes, pour élaborer leurs propositions lors de la Constituante. Dès 1993, une étude soignée des expériences constitutionnelles voisines, (Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, Paraguay), s'amorça dans le cadre de la nouvelle Constitution de l'État d'Amazonas (Van Cott, 2003 : 61; *La Iglesia en Amazonas*, janv-juin 1999 : 57). Ce travail se poursuivit à l'échelle nationale pendant l'année 1999, à l'aune de la nouvelle Constitution nationale. Dans les ateliers organisés, un des points portait explicitement sur les expériences des pays d'Amérique latine.

Dans le tableau ci-dessous, nous présentons un extrait des ateliers menés dans la région d'Amazonas. Nous avons sélectionné l'atelier consacré à l'étude des précédents constitutionnels afin de souligner l'importance de ces expériences comme modèle pour la mobilisation au Venezuela.

L'atelier s'organisait en trois blocs liés à sept objectifs :

- 1- Histoire: objectifs 1 et 2.
- 2- Réalité aujourd'hui: objectif 3.
- 3- Chemin pour le changement: objectifs 4-5-6 et 7.

Objectifs :

- 1. Situer historiquement l'origine du système politique démocratique au Venezuela, relevant l'importance du Pacte de Punto Fijo pour le développement de la démocratie de ces 40 dernières années.
- 2. Savoir comment est organisé l'État vénézuélien en général
- 3. Décrire la réalité vénézuélienne actuelle, fruit de 40 ans de système démocratique représentatif
- 4. Faire connaître ce qu'est une Constituante
- 5. Expliquer ses fondements, la convocation et le climat qui se créera durant ce processus constituant
- 6. Étudier les diverses propositions. Thèmes à traiter lors de la Constituante.³³

³³ [Ma trad.].

Tableau 2.1 : Les peuples indigènes et leur participation dans le processus constitutionnel
(Tirée de *La Iglesia en Amazonas*, 1999: 57)

- Extrait des ateliers sur la Constituante - Matériel produit par le bureau des droits humains
du Vicariat Apostolique de Puerto Ayacucho (VAPA), État d'Amazonas -

OBJECTIVO	CONTENIDO	METODOLOGIA	RECURSOS
Aportes 7. Reflexionar sobre la situación actual (Jurídica, política...) de los Pueblos Indígenas en vista a su participación en la Constituyente, y elaborar posibles propuestas de las comunidades indígenas para la Constituyente	Los derechos de los Pueblos Indígenas. - Régimen de Excepción - Tenencia de la Tierra - Autodeterminación - Cultura, lenguas, ambiente sano, tierra Experiencia de América Latina (A.L.) Presentar otras experiencias de A.L. (Brasil, Colombia, Bolivia, Ecuador), donde los pueblos indígenas han logrado el reconocimiento de muchos derechos. Trabajar con algunos artículos de varias constituciones de A.L.	Exposición Se colocará un mapa de A.L. para resaltar la lucha de los pueblos indígenas de Latinoamérica y sus logros. Se formarán 5 grupos, y cada uno estudiará la Constitución de dos países. En cada grupo y por país se sacarán los derechos que han sido reconocidos. Después, y con la ayuda del facilitador, pasarán por grupo a presentar los aportes encontrados por país en materia de los derechos de los pueblos indígenas. (Esto se coloca en el mapa) Finalmente, el facilitador presentará la Constitución de Venezuela y generará una reflexión Para elaborar los aportes de los pueblos indígenas de Amazonas se formarán grupos según los temas y se les enviará a trabajar sobre la pregunta: ¿Qué proponemos para la Asamblea Constituyente?	Mapa de A.L. Tirro. Folleto de las Constituciones. Hojas blancas. Hojas blancas, papelógrafos.

Plusieurs forums avec des experts des pays voisins furent également mis en oeuvre pour apprendre des expériences voisines et en même temps élaborer les revendications des propositions indigènes (Van Cott, 2003 : 61). La stratégie de consultation auprès des organisations locales et régionales avant le processus constitutionnel fut similaire au travail de mobilisation effectué en Colombie et en Équateur pour parvenir à une proposition qui fasse consensus. À chaque fois, les délégués indigènes sont arrivés à l'Assemblée, munis de propositions concrètes qui avaient au préalable été approuvées en assemblées populaires (Van Cott, 2003 : 58). Par ailleurs, la représentation directe de leaders expérimentés au sein de l'ANC au Venezuela fut semblable à l'expérience vécue par la Colombie et l'Équateur. De plus, les débats lors de l'ANC s'accompagnèrent de manifestations publiques et de l'appropriation des espaces urbains (Perreault, 2003) de la part des Indigènes. Dansant et chantant dans leurs habits traditionnels, aux abords de l'Assemblée Nationale, cette présence servit de stratégie d'éducation publique et de pression extérieure. Cette visibilité nouvelle fut comparable à l'expérience menée en Colombie qui connut la même couverture médiatique nationale (Van Cott, 2003 : 59).

Les expériences des organisations indigènes des pays voisins ont ainsi servi de modèle à la mobilisation indigène au Venezuela. Le mouvement indigène vénézuélien a bénéficié d'une diffusion trans-frontalière, ce que Tarrow nomme par « cross-border diffusion » et qu'il définit comme : « the communication of movement ideas, forms of organization, or challenges to similar targets from one center of contention to another. » (Tarrow, 1998: 186).

Sur le plan politique également, l'évolution des pays andins voisins a eu une influence sur l'orientation politique de la réforme constitutionnelle du Venezuela (García Serrano, 2001). La vague de réformes constitutionnelles des pays voisins (Colombie 1991, Bolivie 1993-1997, Équateur 1998, Brésil 1988, Bolivie 1994) a servi de modèle au Venezuela. La nouvelle Constitution de 1999 s'aligne sur la vague des réformes constitutionnelles de plusieurs pays latino-américains³⁴ qui reconnaissent « la nature pluriethnique des sociétés

³⁴ Brésil, 1988; Colombie, 1991; Bolivie, 1994; Équateur, 1998.

nationales » (Charier, 2000 : 36) et qui rompent ainsi avec la tradition assimilationniste du traitement juridique de la « question indienne ». Par ailleurs, la signature et/ou la ratification de traités internationaux par les autres pays a pu servir d'élément incitatif au changement de politique du Venezuela en matière indigène, comme par exemple, la convention 169 de l'OIT sur les peuples indigènes et tribaux, ratifiée par 13 pays dont le Mexique (1990), la Bolivie (1991), la Colombie (1991), le Pérou (1994) et l'Équateur (1998). « Transnational advocacy networks perform the crucial role of providing « a mechanism for the diffusion of collective action frames to resource-poor domestic actors that can help them construct their own social movements » (Tarrow, 1998 : 189).

Le recours au droit international fut manifeste également lors de l'Assemblée Nationale Constituyente et constitua un enjeu de taille au sein des débats entre parlementaires. En effet, la bataille parlementaire sur la question indigène s'est concentrée sur le choix des termes pour définir les droits indigènes. La portée des termes proposés par les parlementaires indigènes a donné lieu à de véritables joutes argumentatives au sein de l'hémicycle. Le point de départ fut la proposition du chapitre constitutionnel par les députés indigènes. Les débats ont d'abord porté sur trois termes : les Indigènes définis comme « peuples », avec des « droits originels » sur un « territoire ». La notion de « peuples » a donné lieu aux litiges les plus passionnés. Les conservateurs ont brandi la menace de l'atteinte à la souveraineté nationale et à l'intégrité territoriale pour discréditer l'emploi du terme. Ce fut la position défendue par le Général Fransisco Visconti, président de la Commission du Système de Défense et des Forces Nationales Armées (Villalón, 2002 : 19), qui affirmait que la terminologie de l'article 119 (« L'État reconnaîtra l'existence des peuples indigènes et des communautés... ») contribuait à créer un État et une nation à l'intérieur d'un autre État et constituait une menace pour la sécurité de la Nation vénézuélienne. C'est en se basant sur le principe du droit à l'auto-détermination reconnu dans le droit international qu'il développa son point de vue. Cette précision conceptuelle vise à empêcher le recours au droit à l'autodétermination des peuples tel que protégé par la Charte des Nations Unies (1945) et par le Pacte sur les droits civils et politiques (1966). L'article premier de la Charte de l'ONU affirme « le droit des

peuples à disposer d'eux-mêmes »³⁵. Le Pacte International relatif aux droits civils et politiques³⁶ renforce ce principe quand il stipule que : « tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel » (article 1). Dans cette perspective, les États colonisés ou sous tutelle peuvent prétendre à l'indépendance et déterminer librement leur statut politique. Les peuples indigènes, en tant qu'anciennement colonisés, même s'ils constituent des minorités dans leurs sociétés nationales respectives, pourraient avoir recours à ce droit international d'autodétermination. L'accusation a contraint les parlementaires indigènes à défendre leur position. Noeli Pocaterra a spécifié la définition du concept :

« When we speak about a people, we refer to those who originally inhabited the region, to those who have a common history, to those that speak their own language and who have a distinctive form of economic, social and political organization, with a culture, with a sense of belonging to a people. (...) it doesn't mean (...) a separation or fragmentation of the Venezuelan people (Villalón, 2002: 18) ».

Visconti a proposé la création d'une Commission technique chargée de réviser la terminologie de l'article en question. Après son approbation, Jorge Olavarria, membre de la même Commission que Visconti, déposa une motion pour réviser non plus seulement le premier article, mais l'ensemble du chapitre consacré aux droits indigènes. Cette motion attisa les joutes parlementaires et les tensions au sein de l'hémicycle. Les parlementaires indigènes ont su, avec une grande habileté politique, intégrer leurs revendications dans des cadres reconnus par leurs adversaires, des cadres juridiques « occidentaux » comme le droit international ou l'héritage historique de la Nation vénézuélienne. Noeli Pocaterra excella dans l'art de manier ces références rassurantes, plus proches de la culture *criolla*; au niveau national, étaient convoqués Bolivar ou le Président Chavez, tandis que les instruments

³⁵ Pour consulter le texte de la Charte : < <http://www.un.org/french/aboutun/charte/txt.html> >. Ce droit s'inscrit dans les objectifs poursuivis par l'Organisation au moment de sa création, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et dont le but premier est la préservation de la paix : « Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde »

³⁶ Texte disponible : < <http://www.ohchr.org/french/law/ccpr.htm> >.

internationaux comme l'OÉA, l'ONU, l'OIT et les autres Constitutions latinoaméricaines, servaient de cadre de référence familial, « occidental » (Villalón, 2002 : 26).

Finalement, au terme de débats passionnés, une limitation du terme sera introduite dans l'article 119 sous la forme d'une clause de sauvegarde, à la suite de l'accord entre les délégués indigènes et les membres de la Commission de défense et de sécurité (Charier : 2000, 50) : « le terme peuple ne pourra pas être interprété dans cette Constitution selon le sens que lui donne le droit international. »³⁷. Cette limitation atteste de l'importance prise par le droit international dans le contexte national vénézuélien³⁸.

Les leaders indigènes ont dû ainsi parfois se défendre contre un cadre juridique international utilisé par leurs adversaires pour stigmatiser leurs revendications premières basées sur ce même droit international.

Le CONIVE n'a cessé d'intégrer par la suite ces instruments juridiques à ses activités. Lors du Congrès national du CONIVE soutenu par le pouvoir bolivarien³⁹, en mars 2006, plusieurs ateliers ont été organisés et l'un de ceux-ci portait spécifiquement sur les normes internationales en matière indigène⁴⁰.

Il est certain que l'efficacité de la mobilisation des députés indigènes à l'ANC était en grande partie due à une rhétorique basée sur la maîtrise des instruments du droit international et de l'expérience des pays voisins en matière de juridiction indigène. Cette influence est manifeste dans les nombreux échanges entre les leaders indigènes des différents pays⁴¹. Par ailleurs, l'appartenance du CONIVE à l'organisation régionale COICA qui regroupe les neuf pays du Bassin Amazonien, est un support important dans la mise en place d'un discours commun de

³⁷ [Ma trad.]

³⁸ Les résistances les plus grandes se sont jouées sur le terrain du droit à la propriété collective de la terre, fer de lance des revendications du mouvement indigène au Venezuela. Les membres indigènes ont veillé à travailler de concert avec les autres acteurs tout au long du processus constituant, tout en conservant leur détermination quant à la poursuite de leurs revendications propres (Charier, 2000 : 52). De plus, « habitat » remplacera « territoire » dans l'ensemble du chapitre VIII, à la satisfaction de ceux qui en appelaient à la menace sécessionniste. Au total, l'avant-projet déposé par les parlementaires indigènes subit deux révisions.

³⁹ Ce congrès doit être distingué d'un autre Congrès parallèle, présidé par Nicia Maldonado.

⁴⁰ Observation lors du Congrès.

⁴¹ Une leader comme Nicia Maldonado a séjourné, en 2003, en Équateur; elle a pu voir les expériences du mouvement équatorien. Entrevue, 2006.

revendications pour les peuples indigènes et dans la diffusion des droits conquis dans chacun des pays respectifs. L'ancien vice-coordonateur général du CONIVE, Luis Enrique Gonzalez, également député lors de la Constituante et suppléant de Noeli Pocaterra aux de 2005 à 2007, souligne l'importance de la COICA pour le travail du mouvement indigène au Venezuela : « c'est très important de profiter de ce genre de choses sur la scène quelquefois politique, mais qui sont bonnes pour impulser notre projet politique dans chaque pays⁴² ». Par comparaison, les leaders indigènes ont pu rapidement développer des stratégies de justification de leurs revendications au moment de la Constituante.

2.3.2 Un « cadre » pan-indigène ou la stratégie discursive

La transnationalisation est peut-être surtout manifeste dans les parentés des modes de représentation entre les organisations indigènes de pays différents. Le CONIVE et ses leaders indigènes s'intègrent dans ce « cadre » du mouvement indigène, rempli d'un discours unificateur, d'une vision du monde commune qui le légitime et donne sens à l'action mobilisatrice. Ce discours devient une arme mobilisatrice de premier plan pour les leaders indigènes vénézuéliens dans leur processus de légitimation.

L'anthropologue vénézuélien Mosonyi souligne l'importance d'un mouvement « pan-indigène » pour contourner l'opposition nationale, acquérir des instruments de légitimation à un autre niveau et faire pression, en retour, sur l'intégration des droits indigènes au Venezuela. La pensée visionnaire de Mosonyi concevait, dès les années 1970, l'organisation pan-indigène comme une défiance et un refus des politiques nationales indigénistes, que celles-ci prônent l'assimilation modernisatrice ou une définition classiste des Indigènes : « Ils refusaient les thèses assimilationnistes soutenues par le développementalisme de droite et les conceptions classistes unilatérales de certains secteurs de la gauche (Mosonyi, 1974 : 151)⁴³ ». Mosonyi considère ce processus de transnationalisation, il dirait plutôt « pan-

⁴² [Ma trad.], « eso es importantísimo aprovechar de este tipo de cosas en el escenario a veces político, pero que son buenos para impulsar nuestro proyecto político en cada país ». Entrevue, mars 2006.

⁴³ [Ma trad.], « desmentían las tesis asimilacionistas sostenidas por el desarrollismo de derecha y las concepciones unilateralmente clasistas de algunos sectores de la izquierda ».

indigénisme », comme « irréversible »⁴⁴. Son argument s'inscrit davantage dans la perspective des « transnationalistes sceptiques » qui, contrairement aux transnationalistes « triomphalistes », identifient les nouvelles menaces qui pèsent sur les populations indigènes et voit la transnationalisation comme une réaction de défense et de contestation pour faire face à la mise en péril des droits indigènes. Les conditions nationales d'émergence du mouvement indigène deviennent primordiales pour analyser l'émergence de la transnationalisation (Yashar, 1998). La transnationalisation se trouve davantage impulsée « par le bas », fruit du contexte national et des liens établis à la base.

L'action de ces soutiens stratégiques pour le mouvement indigène s'inscrit dans la légitimation d'un nouveau cadre théorique pour les revendications indigènes. Tous ces acteurs ont contribué à valider ce cadre de pensée déjà émergente dans les années 1970. G. Clarac y fait remonter l'apparition d'un nouveau cadre théorique en matière indigène à 1972 (2003 : 261) et au mouvement des droits humains au niveau international. Les valeurs d'« interculturalité, autogestion, ecodeveloppement, ethnodéveloppement » émergent pour soutenir théoriquement les revendications indigènes. Les nombreux anthropologues intéressés à la question indigène ont contribué largement à faire le pont entre le système international des droits humains, d'inspiration occidentale, et le cadre d'interprétation des revendications indigènes.⁴⁵ La cause indigène se lit désormais à travers le prisme des droits humains, ce qui lui confère une légitimité primordiale.

Selon notre perspective, le recours à l'international fournit des outils essentiels à la construction du discours indigène, et constitue un facteur déterminant de la rapidité de la mobilisation du mouvement vénézuélien sur le plan national. En effet, les réseaux de soutien transnationaux fournissent: « a mechanism for the diffusion of collective action frames to

⁴⁴ Deux types d'organisations existaient alors, reflet de ces deux conceptions opposées dans un contexte international marquée par la guerre froide et la bipolarisation : les syndicats paysans inscrivait leurs revendications dans des rapports de classe, tandis que les organisations indigènes « culturalistes » se construisaient sur des enjeux identitaires, quitte à restaurer des traditions socialement injustes. L'opposition entre ces deux conceptions a contribué à attiser les rivalités entre leaders indigènes (Duterme, 2002). Le pan-indiéganisme peut alors être compris comme une façon de surpasser ces contradictions en faisant converger ces positions dans une nouvelle conception unitaire.

⁴⁵ Durant la période historique bipolaire du monde, la cause indigène était le plus souvent assimilée aux revendications paysannes ou de la classe travailleuse. De fait, les Indigènes étaient délaissés au profit de luttes classistes et partisans, sur le modèle européen, niant le plus souvent la réalité indigène. (Cf. Mouterde, 2002).

resource-poor domestic actors that can help them construct their own social movements ». (Tarrow, 1998: 189).

Il est certain que ce recours à l'international fut un élément important pour unifier un mouvement peu institutionnalisé sur le plan national, grâce à un discours cohérent et des stratégies rhétoriques pertinentes. Les cadres issus du système international et du mouvement indigène transnational ont contribué à modeler l'identité du mouvement indigène vénézuélien et à unifier un mouvement par nature très hétéroclite. En même temps, le mouvement indigène a su, avec une très grande habileté et capacité de réaction, mobiliser les outils nécessaires pour plaider sa cause en temps donné, lors de l'étape décisive de l'élaboration de la nouvelle Constitution. De plus, si les leaders indigènes vénézuéliens ont eu recours au cadre international, ils ont également construit l'identité de leur mouvement national.

« movements operate as « both carriers of meanings and makers of meaning, which, by naming grievances and expressing new identities, constructed new realities and made these identities collective » (McAdam, Tarrow, and Tilly, cité par Brysk, 2000 : 34).

Dans leur travail de mobilisation, les leaders indigènes ont eu recours au « cadre » international des droits humains et au « cadre » transnational du mouvement indigène (rhétorique pan-indigène). Le recours à de tels « cadres » pré-existants fut décisif et stratégique pour légitimer le processus de mobilisation mené par une élite indigène manquant de bases sociales solides.

La transnationalisation servit ainsi d'outil stratégique dans le processus de mobilisation du mouvement indigène vénézuélien au niveau national. Néanmoins, la rapidité de la mobilisation ne semble pas suffisante pour cerner l'ampleur de l'intégration politique et la teneur du prolongement politique. La mobilisation indigène n'est pas restée déconnectée du contexte de renouveau et d'espoir suscité par le discours de Chavez. En effet, la construction du mouvement indigène vénézuélien s'inscrit dans un contexte politique particulier, marqué par le processus bolivarien. L'action mobilisatrice des leaders indigènes s'est étroitement liée au processus de légitimation du processus politique. Et le pouvoir chaviste a su incorporer l'enjeu indigène à son idéologie bolivarienne afin de légitimer son processus politique. Le

« cadre » porté par l'idéologie bolivarienne semble sur-déterminant dans l'action de mobilisation des leaders indigènes.

L' « effet boomerang » et la contagion transfrontalière représentent-ils des variables suffisantes pour saisir la particularité de l'intégration des droits indigènes au Venezuela? Ces facteurs jouent de la même manière dans les autres pays d'Amérique latine et pourtant, ceux-ci n'ont pas connu l'ampleur de la reconnaissance octroyée aux Indigènes vénézuéliens. En effet, pourquoi le Venezuela, pourtant pas plus perméable aux influences extérieures que ses voisins latino-américains, a-t-il connu un écho politique si positif des revendications indigènes ? Le contexte international et la transnationalisation du mouvement indigène sont des éléments importants mais qui semblent insuffisants à l'heure de saisir la spécificité contextuelle de l'intégration des droits indigènes au Venezuela (Yashar, 1998).

Toutes les variables mises en évidence par la théorie des structures d'ouvertures politiques sont justes et nécessaires ; chacune éclaire un aspect de l'intégration indigène, mais aucune ne parvient à contextualiser la spécificité de la réponse politique apportée. L'interaction entre la mobilisation sociale, la conjoncture politique et le subtil maniement des leviers politiques, tant internationaux que nationaux, aide à comprendre comment le mouvement indigène a su faire preuve de grande intelligence tactique et organisationnelle pour s'imposer comme nouvel acteur de taille sur la scène politique vénézuélienne⁴⁶. Mais ces facteurs ne s'attachent pas à évaluer la nature de la réponse politique ni la portée de l'intégration politique pour le mouvement indigène.

En premier lieu, la mobilisation du mouvement indigène vénézuélien est très récente et ne compte pas sur une implantation historique solide. Cette mobilisation semble davantage impulsée par le travail d'une élite indigène qui a su composer avec un contexte favorable et les différentes organisations régionales influentes, plutôt qu'être le résultat d'une

⁴⁶ « One of the main tasks that social movements undertake, however, is to make possible the previously unimaginable by framing problems in such a way that their solution comes to appear inevitable. But such changes are neither obvious nor linear. They are the contingent result of contestations over menaçant and resources waged by specific actor in a specific historical context » (Guidry et al., 2000: 35). Guidry résume bien ici les variables contenues dans le travail de mobilisation du mouvement indigène vénézuélien.

convergence issue de la base. D'ailleurs, l'ampleur de la mobilisation indigène pendant le processus constitutionnel ne semble pas pour autant avoir renforcé institutionnellement le mouvement indigène au niveau national qui, à l'heure actuelle, se caractérise par des dissensions internes fortes entre ses leaders.

Ensuite, la conjoncture politique nationale est un élément important pour comprendre le tournant pris par la question indigène au Venezuela ; le contexte de crise a favorisé une nouvelle donne politique et ouvert la voie à l'intégration indigène. Néanmoins, s'il aide à comprendre les conditions de cette intégration nouvelle, le contexte ne suffit plus quand il s'agit de saisir l'ampleur prise par la politique indigène dans le gouvernement de Chavez. Pourquoi un tel écho politique marqué par un chapitre entier consacré aux droits des peuples indigènes, trois représentants indigènes à l'Assemblée Nationale, une Commission législative permanente, des programmes sociaux spécifiques et une effervescence de projets sur la question indigène?

Enfin, dans leur travail de mobilisation, les leaders indigènes ont eu recours au « cadre » international (droits humains) et transnational (rhétorique pan-indigène) des droits indigènes. La transnationalisation fut un facteur décisif dans la mobilisation indigène au niveau national. Le recours à des « cadres » pré-existants dans cette mobilisation stratégique met en évidence l'importance du discours et des cadres interprétatifs pour légitimer la mobilisation indigène. Si elle sert la mobilisation du mouvement indigène, la transnationalisation butte cependant à l'heure de rendre compte de l'ampleur particulière prise par l'intégration indigène au Venezuela. Elle ne suffit pas pour comprendre le prolongement politique de cette mobilisation. En effet, si le mouvement indigène vénézuélien s'est largement inspiré des expériences voisines dans sa stratégie de mobilisation et de revendication, les réformes constitutionnelles et institutionnelles mises en place par les différents États latino-américains sont distinctes et leur portée varie en fonction du type de gouvernement au pouvoir. Ainsi la réforme constitutionnelle de la Colombie, marquée par une reconnaissance juridique similaire à celle du Venezuela en matière indigène, ne connaît pas la même portée politique⁴⁷.

⁴⁷ La Colombie, avec le Venezuela, est en effet l'un des pays où les droits indigènes sont les mieux reconnus. Cf. tableau Van Cott, annexe 1. Duterme souligne l'importance de la direction au pouvoir dans l'enjeu porté par la

L'intégration politique dans le gouvernement de droite de l'actuel président M. Avaro Uribe est rendue faible, tandis qu'elle connaît une popularité sans précédent dans le gouvernement de M. Hugo Chavez. Où se trouve alors l'intérêt d'une telle intégration politique pour le pouvoir bolivarien? Il semble dépendre d'une volonté de légitimer son projet de refondation nationale et de Révolution bolivarienne. Suivant cette réflexion, notre étude développe l'hypothèse que la clé de compréhension de l'intégration politique des Indigènes au Venezuela se situe au niveau de l'interaction entre la stratégie politique du « chavisme » et celle de l'élite indigène, dans le but de légitimer l'idéologie bolivarienne. Un « cadre » bolivarien s'imposerait alors comme facteur surdéterminant dans la compréhension de cette intégration politique. C'est à ce « cadre » bolivarien que notre recherche attribue la variable essentielle de l'ampleur prise par l'intégration indigène dans le nouveau régime politique.

Au-delà du schème des structures d'ouvertures politiques qui se concentrent sur la manière dont le processus d'intégration s'est effectué, notre étude cherche à inclure les fondements mêmes de ce processus. À la question centrale du « comment » (Comment se fait l'intégration politique? Quels sont les ressorts de sa mise en œuvre?) des structures d'ouvertures politiques, notre étude tente d'appréhender le « pourquoi » de cette intégration, une question qui touche les mécanismes de légitimation du processus (Quels sont les motifs plus profonds qui rendent cette intégration inéluctable? Pourquoi des acteurs, jusque là marginalisés, sont-ils parvenus à insuffler de nouveaux principes dans la Constitution, dans les institutions politiques, et à se réserver une place inédite dans l'État? Y a-t-il un « pour quoi » visé au-delà de ce « pourquoi »? Peut-on établir une finalité première?). Dans cette perspective, nous voulons démontrer que l'idéologie bolivarienne et les valeurs indigènes s'inter-alimentent dans une quête de légitimation réciproque.

réforme : « les réformes institutionnelles et constitutionnelles en cours (au Mexique, Guatemala, Venezuela, Bolivie...) peuvent soit être particulièrement fonctionnelles ou en phase avec le modèle néolibéral dominant, soit correspondre à une logique démocratique d'émancipation et de résistance à cet ordre » (2002).

TROISIÈME CHAPITRE

L'INTÉGRATION : UN INSTRUMENT POLITIQUE DE LÉGITIMATION ou LA SURDÉTERMINATION DU « CADRE » BOLIVARIEN

*Nous ne sommes pas que des êtres de besoins,
mais nous sommes aussi des êtres de paroles.*
Yves Thériault

Le second chapitre s'est concentré sur les ressorts contextuels et stratégiques de la mobilisation indigène afin de mieux cerner le processus actuel d'intégration des peuples indigènes au Venezuela. Si la conjoncture politique et la transnationalisation sont deux facteurs déterminants pour comprendre l'action mobilisatrice des Indigènes, ils ne fournissent pas les éléments nécessaires pour saisir le prolongement politique de cette mobilisation et les liens entretenus entre le pouvoir politique et l'élite indigène. En effet, pourquoi la réponse politique a-t-elle été si favorable aux revendications indigènes? Celle-ci peut difficilement être le seul résultat d'une alliance pré-électorale. Rappelons-nous la récente expérience de Lucio Gutierrez en Équateur qui, une fois au pouvoir, a évincé ses alliés indigènes. Quelle serait alors la finalité de cette intégration pour le pouvoir politique en place? Suivant notre hypothèse de recherche, nous stipulons que l'intégration indigène participe du processus de légitimation de l'idéologie bolivarienne et du pouvoir politique en place. Cette intégration répond ainsi à une stratégie politique surdéterminante élaborée par le « chavisme ». Nous

utilisons la notion de cadrage pour l'appliquer à la politique bolivarienne¹. Ainsi, un « cadre bolivarien » surdéterminerait le processus d'intégration politique des Indigènes. Dans ce « cadre bolivarien », nous distinguons deux niveaux de légitimation :

- Celui de l'idéologie bolivarienne, constituée par un ensemble de représentations, véhiculées à travers les textes fondateurs, les lois, le discours politique.
- Celui du populisme, en tant que stratégie politique d'action.

Le « cadre » bolivarien s'apparenterait ainsi à une stratégie politique de légitimation du pouvoir chaviste. C'est l'objet de ce troisième chapitre que d'analyser les points de jonction entre la stratégie politique de Chavez et celle des leaders indigènes pour comprendre le prolongement politique de la mobilisation indigène. Notre argumentation se fonde sur ce « cadre » bolivarien qui est au centre de la compréhension de la mobilisation nationale du mouvement indigène et de la stratégie politique du président Chavez.

Dans une première partie, nous mettons en évidence la connexion entre l'action politique en matière indigène et la volonté politique de légitimer l'idéologie bolivarienne. Cette analyse nous conduit à mettre en évidence le caractère populiste du traitement de l'enjeu indigène. Notre deuxième partie vise ainsi à démontrer les liens entre la nature de cette intégration et le populisme de Chavez. Les ressorts populistes de Chavez, en termes de stratégie politique, sont des éléments clés pour comprendre la nature de l'intégration et appréhender sa portée à terme. Mais si l'intégration indigène sert la légitimation du pouvoir de Chavez, elle peut constituer en même temps un outil stratégique pour légitimer la nouvelle élite indigène au pouvoir, ainsi que la reconfiguration des rapports de force au sein de la direction nationale du mouvement indigène. Notre troisième et dernière partie explore la stratégie d'action de l'élite indigène dans la légitimation de son pouvoir auprès des communautés de base et comment les leaders indigènes s'alimentent des ressorts populistes du chavisme. Cette perspective nous apporte des éléments essentiels pour tenter de comprendre les divisions et tensions actuelles observées au sein de l'élite indigène.

¹ Cette notion, utilisée dans le domaine de la sociologie des mouvements sociaux, nous apparaît pertinente pour analyser les ressorts politiques de la domination chaviste.

3.1 L'intégration indigène dans la politique bolivarienne : un instrument de légitimation de l'idéologie bolivarienne

*La cosmovision indigène est très similaire à la vision du socialisme
du XXIème siècle que nous sommes en train de construire dans cette révolution*
Ministère de la Communication et de l'Information

Dans le traitement politique de la question indigène, le lien avec l'idéologie bolivarienne, comprise comme un système plus ou moins cohérent de croyances et de valeurs, est sans cesse réitéré. Cette étroite connexion est perceptible dans les fondements théoriques qui précèdent l'élaboration de la Constitution de 1999 et la création des institutions dédiées aux questions indigènes. Ces théorisations forment la « pensée constituante » de la République bolivarienne (Brunelle, 2003 : 19). L'intégration indigène s'opère donc au niveau de la théorisation de l'idéologie bolivarienne. Nous distinguons trois modalités d'intégration dans ce processus de théorisation. En premier lieu, une intégration constitutionnelle, au niveau des principes fondateurs de la Charte (« Carta Magna »); en second lieu, une intégration institutionnelle, fortement dépendante de la nouvelle structure bolivarienne du pouvoir. Enfin, la référence aux peuples indigènes est omniprésente dans le discours politique de Chavez. Les allocutions répétées du président viennent renouveler et développer les bases théoriques premières entre intégration indigène et idéologie bolivarienne. La troisième modalité d'intégration est donc de nature discursive. Chacune de ces modalités est liée au projet de refondation nationale poursuivi par l'idéologie bolivarienne. L'idéologie bolivarienne n'est pas facile à définir car elle incorpore des éléments très disparates, convoquant des pensées aussi diverses que celles de Bolívar, Hobbes ou Chomsky. Elle se construit sur de multiples influences, s'apparentant davantage à un amalgame de bases théoriques et de pragmatisme (Wilpert, 2006). Nous pourrions la définir comme un syncrétisme idéologique véhiculant un ensemble de représentations culturelles dans le but de légitimer le pouvoir de Chavez et la politique mise en place. De plus, l'idéologie bolivarienne évolue : au départ, peu consistante dans le MBR-200, elle suit un processus de « substantialisation » (Romero, 2001) conséquent au travers du MVR, s'identifiant à partir de

janvier 2006 au « socialisme du XXI^{ème} siècle », mêlant égalité et liberté, propriété privée et collective, dans ce que Wilpert nomme un « socialisme libertaire » (2006 : 1). Dans notre étude, nous nous concentrons sur la façon dont cette idéologie incorpore la cause indigène.

3.1.1 Une intégration constitutionnelle guidée par le projet bolivarien de refondation nationale

Si la Constitution de 1999 réserve un chapitre entier aux droits indigènes (VIII), la théorisation préalable à ce texte fondateur se trouve dans l'*exposición de motivos*, texte précédent la Constitution et donnant les principes philosophiques qui guident la rédaction des lois constitutionnelles². Les droits reconnus dans la Constitution sont donc à mettre en lien avec ces bases théoriques premières pour comprendre le « cadre » bolivarien à l'origine de l'intégration indigène.

L'*exposición de motivos* de la Constitution de 1999 contient les bases philosophiques et justificatrices de la nouvelle République bolivarienne du Venezuela. L'idéologie bolivarienne renvoie explicitement à la « figure paradigmatique » de Simon Bolívar, le Libérateur, « symbole de l'unité nationale » et de la lutte pour la justice et l'indépendance du peuple vénézuélien³. L'idéologie bolivarienne se construit sur une historiographie nationale nouvelle, avec comme héros fondateur Bolívar, rompant ainsi avec la philosophie antérieure du *puntofijismo*⁴. La construction d'un sentiment national renouvelé s'effectue sur la base d'une lecture héroïque et linéaire de l'histoire du Venezuela, incluant les peuples indigènes :

« L'État vénézuélien retrouve une situation de fait préexistante, qui en se maintenant historiquement, renforce le sentiment d'appartenance nationale, en valorisant l'apport de l'indianité dans la formation de la vénézuélianité et de ses institutions sociales de base

² L'*exposición de motivos* semble propre au droit latino-américain. Elle se distingue du préambule.

³ Pour consulter le texte intégral de l'*exposición de motivos*, se référer à :

< <http://www.gobiernoenlinea.ve/docMgr/sharedfiles/059.pdf> >

⁴ En effet, sous l'ordre politique antérieur, la référence à Bolívar était interdite dans la dénomination d'un parti politique.

(...)Les peuples indigènes font partie de la société nationale et du peuple vénézuélien qui se reconnaît comme unique, souverain et indivisible⁵ ».

Ainsi, l'héritage indigène, en participant au renforcement du sentiment national, sert la cause de l'idéologie bolivarienne. La référence à l'héritage indigène s'inscrit dans le projet politique de refondation nationale :

« Pendant 500 ans ils [les peuples indigènes] ont maintenu leur résistance et leur lutte pour la pleine reconnaissance de leur existence comme peuples, ainsi que le droit sur leurs terres qui se matérialise aujourd'hui avec la refondation de la République (...) Tout ceci implique un changement profond dans la perspective politique et juridique du pays⁶ ».

Les racines du passé indigène doivent contribuer à ressouder les bases du sentiment national. La reconnaissance des droits indigènes est mise en relation avec la réorientation politique revendiquée par la Constitution :

« Cette reconnaissance [des droits indigènes] dans la Constitution implique un profond changement de perspective politique et culturelle qui réoriente la direction de l'État vénézuélien, en reconnaissant son caractère multiethnique, pluriculturel et multilingue⁷ ».

La reconnaissance de nouveaux droits pour les peuples indigènes, historiquement exclus de la sphère politique, légitime implicitement la rupture consommée avec l'ordre ancien et l'avènement d'une nouvelle idéologie. L'intégration indigène devient un vecteur culturel de légitimation de l'idéologie bolivarienne. De plus, la reconnaissance d'un État « pluriethnique et multiculturel » suit le modèle des réformes constitutionnelles des pays voisins, ce qui

⁵ [Ma traduction], « el Estado venezolano recoge una situación de hecho preexistente, que al mantenerse históricamente, fortalece el sentido de pertenencia nacional, al valorarse el aporte de la indianidad en la formación de la venezolanidad y de sus instituciones sociales básicas (...) Los pueblos indígenas forman parte de la sociedad nacional y del pueblo venezolano que se reconoce como único, soberano e indivisible Les peuples indigènes font partie de la société nationale et du peuple vénézuélien qui se reconnaît comme unique, souverain et indivisible ».

⁶ [Ma traduction], « Durante quinientos años han mantenido su resistencia y lucha por el reconocimiento pleno de su existencia como pueblos, así como el derecho sobre sus tierras, lo cual hoy se materializa con la refundación de la República. (...) Todo ello implica un profundo cambio en la perspectiva política y jurídica del país ».

⁷ [Ma traduction], « Este mismo reconocimiento [de los derechos de los pueblos indígenas] en la Constitución implica un profundo cambio de perspectiva política y cultural que reorienta la conducción del Estado venezolano, al reconocer su carácter multiétnico, pluricultural y multilingüe ».

contribue à accroître la légitimité de la Constitution bolivarienne sur la scène de l'Amérique latine.

Les principes philosophiques de l' *exposición de motivos* trouvent leur prolongement dans le texte constitutionnel. Hormis le chapitre VIII, consacré exclusivement aux droits des peuples indigènes et résultat de la proposition élaborée par les leaders indigènes, la référence à l'héritage indigène imprègne l'esprit de la Constitution. Le préambule place la Constitution sous le signe de la reconnaissance historique du passé indigène en invoquant explicitement : « l'héroïsme et le sacrifice de nos ancêtres aborigènes ».⁸ L'article 9 fait de la République bolivarienne le garant des langues indigènes, en les intégrant dans le patrimoine culturel de la Nation vénézuélienne⁹.

3.1.2 Une intégration institutionnelle : d'un problème social à un enjeu sociétal

L'intégration constitutionnelle se prolonge au niveau institutionnel par la création d'organes spécifiques dédiés aux questions indigènes, telles la Commission Permanente des peuples indigènes¹⁰ et la Commission nationale de démarcation de l'habitat et des terres des peuples et communautés indigènes¹¹. C'est surtout la création de la Mission Guaicaipuro¹², relevant du pouvoir exécutif, qui prolonge et renouvelle la légitimation de l'idéologie bolivarienne. Cette initiative prend place dans la lignée des programmes sociaux lancés par le gouvernement Chavez et désignés sous le nom de *Misión Bolivariana*.¹³ Les Missions

⁸ [Notre traduction], « el heroísmo y sacrificio de nuestros antepasados aborígenes ».

⁹ Artículo 9. *El idioma oficial es el castellano. Los idiomas indígenas también son de uso oficial para los pueblos indígenas y deben ser respetados en todo el territorio de la República, por constituir patrimonio cultural de la Nación y de la humanidad.*

¹⁰ La Commission des Peuples Indigènes est l'une des seize Commissions permanentes du régime bolivarien. Elle a pour mandat de produire les lois nécessaires à la mise en oeuvre des droits constitutionnels. La Commission veille également à l'intégration de clauses spécifiques dans les lois élaborées par les autres Commissions, lorsque celles-ci sont susceptibles de concerner les Indigènes. Elle est l'une des seize Commissions permanentes du régime bolivarien.

¹¹ Cette commission est chargée de l'organisation et du suivi du processus de démarcation des terres indigènes au niveau national, en lien avec les commissions régionales présentes dans les huit États où sont présents les peuples indigènes. C'est une Commission mixte, composée de représentants des Peuples Indigènes et du gouvernement, et qui dépend du ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles.

¹² < www.misionguaicaipuro.gov.ve/ >. Cf. Appendice D.

¹³ Il existe dix-neuf missions à l'heure actuelle; les secteurs concernés sont variés : l'éducation (Robinson I et II pour les adultes analphabètes, Ribas pour le primaire, Sucre pour le niveau universitaire); les services de base comme la santé (Barrio Adentro pour la médecine générale, Milagro pour les yeux), le logement (Habitat) et l'

bolivariennes constituent la pierre angulaire de la politique sociale du gouvernement. Créées en 2003, ces Missions s'inscrivent explicitement dans une volonté politique d'« approfondissement de la Révolution bolivarienne » et de « consolidation de la démocratie sociale participative ». Leur objectif est la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, dans une perspective de « participation protagoniste du peuple » (*Las misiones bolivarianas*, janv 2006)¹⁴.

Les documents produits par les différents ministères viennent justifier la nouvelle politique concernant la question indigène dans la République bolivarienne. La politique ministérielle se réclame d'une perspective novatrice, en rupture avec la conception assimilationniste des régimes précédents :

« Le critère retenu par notre État dans le traitement des peuples indigènes fut marqué d'une conception assimilationniste et intégratrice de la société nationale, les communautés étant vues comme une série d'installations qui gravitent autour de l'assistance publique, désarticulée du contexte national et absentes des prises de décisions. De là que l'État National ait abordé la réalité sociale indigène comme un groupe humain à haut risque, où s'est faite sentir la nécessité de préserver, récupérer, promouvoir une culture qui ne participait pas au processus national¹⁵ ».

D'un problème social, limité à une population déterminée et distincte du reste des citoyens vénézuéliens, la question indigène est posée en termes de problème sociétal, impliquant la société nationale dans son ensemble (Ramirez Gallegos : 2001, 17). « Le passé indigène est aussi notre présent » (*El legado indígena*, 2004 : 57¹⁶). « L'indien continue à être pour nous

alimentation (Mercal); les minorités (Negra Hipólita pour les enfants de la rue), dont fait partie la Mission Guaicaipuro; l'identification des citoyens (Identidad); ou encore la promotion des activités agricoles (Vuelta al Campo). Pour en savoir plus, consulter :

< www.gobiernoenlinea.ve/miscelaneas/misiones.html >

¹⁴ Coll. Temas de Hoy, ministère Communication et d'Information.

¹⁵ [Ma trad.], « El criterio que el Estado ha tenido de los pueblos indígenas en nuestro país, ha estado matizado por una concepción asimilacionista e integradora a la sociedad nacional, las comunidades eran vistas, como una suerte de asentamientos que gravitan alrededor de la asistencia pública, desarticulada de un contexto nacional y ausentes en las tomas de decisiones. De aquí se deriva que el Estado Nacional aborde la realidad social indígena como un grupo humano en alto riesgo, donde se impuso la necesidad de preservar, rescatar, promocionar una cultura que no participaba de lo nacional », « *Hacia el diseño de una política nacional de pueblos indígenas* », mars 2002, ministerio de educación, cultura y deportes.

¹⁶ Porque el pasado indígena es también nuestro presente.

une catégorie méconnue de notre nationalité¹⁷ » (*El legado indígena*, 2004 : 14¹⁸). L'idéologie bolivarienne présente les Indigènes comme les citoyens fondateurs du pays, « racines premières de la nationalité » (*El legado indígena*, 2004 : 46) vénézuélienne.

Dans la présentation de la Mission Guacaipuro, le lien est clairement établi entre l'idéologie bolivarienne et la promotion de l'intégration indigène : la « cosmovision indigène est très similaire à la vision du socialisme du XXIème siècle que nous sommes en train de construire dans cette révolution¹⁹ », (*Collection Temas de Hoy*, 2005: 13). L'identification des valeurs indigènes à l'idéal bolivarien montre comment l'intégration indigène est au service de la légitimation de l'idéologie bolivarienne.

3.1.3 Une intégration discursive : le « socialisme indo-vénézuélien » prôné par Chavez

Cette connexion entre valorisation indigène et promotion de l'idéologie bolivarienne se retrouve dans le discours de Chavez. La référence aux peuples indigènes est en effet fréquente dans le discours politique : la rhétorique indigène alimente ainsi la verve bolivarienne. Elle vient renouveler et développer les principes philosophiques à la base de l'idéologie bolivarienne.

Dès son premier mandat, Chavez affirme l'importance de la reconnaissance des droits des peuples indigènes : « Ceci est un engagement que je prends, en me basant sur la mémoire des Pères Libérateurs dont Simon Bolívar et Antonio José de Sucre furent les chefs les plus significatifs »²⁰. La reconnaissance de la dette envers les Indigènes, en reposant sur la mémoire du père fondateur du régime, fait la promotion de l'idéologie bolivarienne. La valeur symbolique de cette déclaration, communément désignée sous le nom d' « un engagement historique », est forte car c'est la première fois dans l'histoire du pays qu'un candidat à la présidentielle se positionne clairement sur la question indigène et s'engage par la signature d'un document spécifique (Charier, 2000 : 42). Par ailleurs, le discours politique

¹⁷ El indio sigue siendo hasta ahora para nosotros una categoría desconocida de nuestra nacionalidad".

¹⁸ *El legado indígena* est une publication officielle du gouvernement.

¹⁹ [Ma trad.] ministère de la communication et de l'information

²⁰ [Ma trad.], *La Iglesia en Amazonas*, 1999: 54.

construit une filiation directe entre l'héritage indigène et l'idéologie bolivarienne dans une histoire sublimée et à caractère prophétique : « Partout où il y a un Indien doit passer la main de la Mission Guaicaipuro, en l'honneur du grand cacique. Aujourd'hui 12 octobre naît la Mission Guaicaipuro en l'honneur du passé, du présent et du futur²¹ » (*Aló Presidente*²², 12 octobre 2003). La référence historique à Guaicaipuro devient un vecteur de cohésion sociale.

L'inclusion du personnage Guaicaipuro dans la réécriture bolivarienne de l'Histoire nationale revalorise l'héritage indigène. Cette volonté politique de rehausser la conception de l'indigène est manifeste dans le discours de la Commémoration du 12 octobre, traditionnellement fêté pour célébrer la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb.

« On est, vous voyez, en train de refaire notre histoire (...) nos héros ne sont pas Christophe Colomb ni Francisco Fajardo, ni Hernán Cortés, ni Francisco Pizarro. Non, ceux ne sont pas nos héros. À une époque, on nous a fait croire qu'ils étaient des héros et qu'il fallait les honorer. Non. Nous nous sommes rendus compte de la vérité. Nos véritables héros sont Guaicaipuro, Tekun Uman, Tupac Amaru, Tamanaco, Chacao, Paramacon.²³ ».

Dans cet *Aló presidente*, le 12 octobre, de célébration de la découverte des Amériques par les Européens, devient Jour de la Résistance Indigène, reconnaissance symbolique et historique des premiers habitants de la région. A travers la lecture de la carte de Guaicaipuro, ardent défenseur des peuples indigènes et martyr de l'invasion espagnole, Chavez réhabilite tout l'héritage indigène de son pays, jusque là délaissé au profit de la gloire coloniale de Christophe Colomb.

« Je dis, d'ici, depuis Miraflores (palais présidentiel), depuis Caracas Bolivarienne, que vivent les peuples indigènes de ce Continent et aujourd'hui nous n'honorons aucune découverte. Non, ici il n'y eut pas de découverte, nous honorons la Résistance Indigène et

²¹ En todas partes, donde haya un indio ahí tiene que llegar la mano de la Misión Guaicaipuro, en honor al gran cacique. Nace hoy 12 de octubre, en honor al pasado, al presente y al futuro, la Misión Guaicaipuro.

²² Émission hebdomadaire de Chavez à la télévision publique VTV (*Venezolana de Televisión*), canal 8.

²³ [Ma trad.]. « Estamos, oye, rehaciendo nuestra historia (...) nuestros héroes no son Cristóbal Colón ni Francisco Fajardo, ni Hernán Cortés, ni Francisco Pizarro. No, esos no son nuestros héroes. En una época nos hicieron pensar que ellos eran como héroes y había que rendirles honores. No. Nos hemos dado cuenta de la verdad. Nuestros héroes verdaderos son Guaicaipuro, Tekun Uman, Tupac Amaru, Tamanaco, Chacao, Paramacon ». (*Aló presidente*, no 169, 12 octobre 2003).

l'héroïsme de nos leaders indigènes. Ici je vais lire la lettre de Guaicaipuro Cuahutemoc, indigène de cette terre où l'on calcule avec beaucoup de sérieux mais aussi une pointe d'ironie et beaucoup d'humour, la dette qu'aurait l'Europe envers nous, produit d'un tel saccage. Je vais le lire en l'honneur de tous nos frères indigènes, d'hier, d'aujourd'hui, de toujours et comme étendard de la lutte pour la dignité de nos peuples. Jusqu'à peu nous célébrions, entre parenthèses, la découverte de l'Amérique, depuis enfants, on nous a trompés. L'idéologie coloniale nous l'a imposée, compatriotes. Depuis notre Amérique, nous disons que le 12 octobre n'a rien à célébrer, qu'on nous ment quand on nous dit que c'est le jour de la découverte de l'Amérique. Ce n'est que mensonge, l'Amérique existait déjà et on ne l'appelait pas Amérique, évidemment, et même le nom, ils nous l'ont imposé²⁴ ».

Par-delà la réhabilitation des Indigènes au Venezuela, Chavez convoque tous les peuples indigènes des Amériques pour légitimer son discours bolivarien sur tout le continent. C'est à un véritable plaidoyer contre l'idéologie coloniale que se livre Chavez dans cette allocution médiatique. Le passé indigène est convoqué comme arme rhétorique pour légitimer l'idéologie bolivarienne qui prône la lutte contre l'« ennemi », l'élite oligarchique, les *escualidos*. Dans une brochure de vulgarisation publiée par la mairie de Caracas et consacrée à l'histoire de la ville, la référence indigène est utilisée pour justifier la stigmatisation des adversaires au processus bolivarien :

« Sostiene José Sant Roz (Maldito Descubrimiento, primera edición 1990, Pág. 92) que (...) El 30 de octubre de 1530, la reina Isabel autorizo la captura de « caníbales » rebeldes como parte del comercio en tierra firme. (...) Este discurso, especie de licencia para matar, se parece mucho al que mantuvo la oligarquía contra toda forma de organización social que apoyara el proceso revolucionario y que desencadenarían en los hechos de abril de 2002²⁵ ».

24 [Ma trad.]. « Digo desde aquí, desde Miraflores, desde Caracas Bolivariana, que vivan los pueblos indígenas de este Continente y hoy rendimos tributo a ningún descubrimiento. No, aquí no hubo descubrimiento, rendimos tributo a la Resistencia Indígena y al heroísmo de nuestros líderes indígenas,

Aquí voy a leer la carta de Guaicaipuro Cuahutemoc, indígena de esta tierra donde se calcula con mucha seriedad y algo de ironía y de mucho humor, la deuda que tendría Europa con nosotros producto de aquel saqueo. Voy a leerlo en honor a todos nuestros hermanos indígenas, de ayer, de hoy de siempre y como bandera de lucha por la dignidad de nuestros pueblos. (...)

Hasta hace muy pocos años celebrábamos entre comillas, el descubrimiento de América, desde niños nos engañaron. La ideología colonial nos la inyectaron compatriotas ». (*Aló Presidente*, Ibid)

desde nuestra América decimos que el 12 de octubre no hay nada que celebrar, que mentira, que ese es el Día del Descubrimiento de América. Eso es mentira, América ya existía y no se llamaba América por cierto, hasta el nombre nos lo impusieron ». (*Aló Presidente*, Ibid)

²⁵ « Somos y seremos Caracas », 2005 : 20.

La tentative de coup d'État de l'opposition en avril 2002 a donné lieu à de violents affrontements entre pro-chavistes et adversaires du régime. La référence à l'histoire des peuples indigènes permet de présenter les événements actuels dans la lignée de la lutte contre l'oligarchie dominante, tout en légitimant ce combat.

Dans son discours du 15 décembre 2006 qui prévoit la formation d'un « parti socialiste uni du Venezuela » et l'approfondissement du socialisme pour son second mandat présidentiel, Chavez identifie trois stratégies dont l'une se réfère à la thématique indigène : « incorporer, en le potentialisant et en l'actualisant, le socialisme indigène indo-vénézuélien au système socialiste original en construction ». C'est un « socialisme indo-vénézuélien » que Chavez appelle de ses vœux :

« Une des racines fondamentales de notre projet socialiste sont nos frères aborigènes, ils sont porteurs de la graine socialiste de notre terre, de notre Nation, de notre Amérique. Ils ont vécu le socialisme pendant des siècles, ils vivent le socialisme aujourd'hui même. (...) là sont nos frères aborigènes, cela fait des siècles qu'ils luttent pour leur dignité, le socialisme indo-vénézuélien, nous allons le relancer, eux (...) doivent venir à l'avant-garde, ils sont l'exemple de la résistance, de la sagesse²⁶ ».

La référence indigène devient consubstantielle au socialisme prôné par l'idéologie bolivarienne. Cette idéologie se distingue par son caractère mouvant car elle ne cesse d'incorporer de nouveaux éléments. La référence à un socialisme indo-vénézuélien, présenté comme naturel et dans une perspective messianique, ne date que de décembre 2006. Ainsi, l'idéologie se renfloue au fur et à mesure et s'adapte aux visées politiques du processus bolivarien. Cette malléabilité théorique lui assure une grande capacité d'adaptation.

3.1.4 Le discours indigène et l'idéologie bolivarienne : une même quête de légitimation?

La rhétorique bolivarienne et le discours indigène se rejoignent dans les valeurs communes qu'ils prônent. Tous deux se réclament d'une politique sociale, plurielle, nationale. Des valeurs similaires sont revendiquées par chacun, même si les termes diffèrent. Plusieurs

²⁶ Texte intégral disponible sur : < <http://www.aporrea.org/ideologia/n87995.html> >.

sujets de prédilection des deux camps se recoupent : modèle de société alternatif, anticapitalisme, anti-impérialisme, nationalisme, démocratie participative. Tant l'idéologie bolivarienne que le discours indigène sont des projets révolutionnaires, en ce sens qu'ils visent à transformer une société et une conception de pensée.

Quand l'idéologie bolivarienne prône l'anticapitalisme, le discours indigène s'attaque au « modèle néo-classique de développement » (Materne, 1976 : 32) ou au néolibéralisme. Au modèle capitaliste, le mouvement indigène oppose les modèles économiques des sociétés indigènes, fondés sur des structures collectives, contraires au processus de déshumanisation intrinsèque au modèle capitaliste. (Materne, 1976 : 34). Cette perspective se retrouve jusque dans le discours des leaders indigènes, comme Atala Uriana qui, lors de son mandat ministériel à l'environnement, a déclaré, dans son premier discours public, le 5 février 1999, « We are going to bring down the environmental neoliberalism! » (IWGIA, 1999 : 87). À la domination de l'argent vue comme la caractéristique du développement capitaliste, le discours indigène et la rhétorique bolivarienne opposent le développement endogène, avec pour préoccupation première l'être humain (entrevue Noeli Pocaterra).

Quand c'est l'impérialisme américain qui devient la cible de l'attaque chaviste, le mouvement indigène s'insurge contre la domination de tout groupe étranger, se rappelant les multiples tentatives de co-optation par les *Criollos*. Dans le cadre de la crise récente, interne à la COICA, Nicia Maldonado accuse les conditions imposées par les organismes de coopération internationale qui subventionnent l'action indigène.

« Nous disons que la vraie Révolution est parmi les Indigènes, ça suffit de la dépendance économique, nous devons chercher une indépendance économique, culturelle, politique et de pensée (entrevue, Nicia Maldonado, 2006)²⁷ ».

Le mouvement indigène aspire à être un acteur protagonique à part entière²⁸. Parallèlement, l'idéologie bolivarienne se réclame de la participation protagonique du peuple vénézuélien

²⁷ « Nostotros decimos que la Revolución de verdad es entre los indígenas, ya basta de dependencia económica, tenemos que buscar una independencia económica, cultural, política y de pensamiento ».

²⁸ Entrevue, Nicia Maldonado, 2006, op. cit.

contre la soumission face à des puissances étrangères, principalement les États-Unis. La rhétorique bolivarienne joue sur les apports de la lutte indigène contre le colonisateur, pour justifier son combat actuel contre l'impérialisme américain : « Guaicaipuro fonda une confédération. Cette alliance des peuples fut la première organisation anti-impérialiste vénézuélienne²⁹. » En dépit d'adversaires différents, le même refus de statut de « dominés » imprègne le discours bolivarien et le discours indigène.

La Révolution bolivarienne poursuit la démocratie participative tandis que le mouvement indigène s'est toujours distingué par ses regroupements participatifs pour des travaux au bénéfice de la communauté. C'est le principe de la *minga* qui regroupe les Indigènes, pour une consultation par exemple, ou l'érection de la maison d'un nouveau couple.

Autant l'idéologie bolivarienne que le discours indigène se réclament d'un projet politique intégrateur, sur la base d'une histoire nationale assumée qui reconnaît ses racines indigènes. En ce sens, les Indigènes se présentent, un peu paradoxalement de prime abord, comme les tenants du nationalisme vénézuélien. Le mouvement indigène a d'ailleurs développé très tôt cette rhétorique nationaliste, dès les années 1970. La déclaration de la Confédération Indienne du Venezuela est éclairante à ce sujet : « Nous ne voulons pas être menés par la main d'aucun groupe prétendument supérieur. Nous exigeons d'être traités comme des *citoyens vénézuéliens* à égalité de condition, ainsi que le stipulent la Constitution et les lois du pays (Materne, 1976 : 32/33)».

Le nationalisme sert ici de stratégie discursive pour la promotion de la cause indigène ; le mouvement indigène a renouvelé cette revendication de reconnaissance de l'identité indigène comme condition nécessaire à une identité nationale assumée. Ce n'est plus l'Indigène qui se défend contre le *Criollo*, mais l'Indigène qui, aux côtés du *Criollo*, cherche à défendre des intérêts communs, dans une identité nationale commune. En fait ce discours est très judicieux car il parvient à intégrer la question indigène comme une préoccupation commune et partagée

²⁹ « Somos y seremos Caracas », feuillet de vulgarisation publié par la mairie métropolitaine de Caracas, Secrétariat de la Culture, 2005 : 13.

à l'ensemble de la société. En ce sens, le mouvement indigène s'affirme comme un des plus ardents défenseurs d'un « projet de citoyenneté » (Charier, 2000 : 34).

De même que l'idéologie bolivarienne s'insurge contre le capitalisme, les revendications indigènes se distinguent par leur refus des valeurs capitalistes. L'anthropologue Mosonyi rend très justement compte de la différence entre deux conceptions opposées du développement, les « sociétés de domination » ou « d'extension » propres au capitalisme néolibéral actuel, et les « sociétés intensives » caractéristiques de la conception indigène.

« Sociedades de extensión: son sociedades que a fuerza de dejar en una situación inestable, incluso caótica, sus asuntos internos, casi siempre se comportan de una manera extrovertida, en los peores casos destruyendo las demás sociedades y atentando contra la naturaleza. Lo normal en ellas es buscar la dominación sobre las formas societarias menos agresivas. En cambio, las sociedades intensivas aprovechan los recursos internos de sus propios modos de producción, de su base histórica y de su identidad, trabajando en el seno de los límites inherentes a su propia formación. Podríamos llamarlas introvertidas, pero por esto mismo equilibradas con respecto a su realidad interna y a la naturaleza : equilibrio que se mantiene por un tiempo muy largo, podemos decir, en forma permanente³⁰ ».

La République bolivarienne se réclame de cet apport indigène et d'un projet alternatif de développement. La Constitution bolivarienne, texte fondateur des principes de l'idéologie bolivarienne, est imprégnée des valeurs nouvelles de diversité, d'inclusion, et de citoyenneté (Van Cott, 2003 : 50) que l'idéal bolivarien appelle de ses vœux. Le mouvement indigène poursuit les mêmes objectifs d'intégration, de reconnaissance pluriculturelle et de pleine jouissance citoyenne de ses droits. Dès 1973, les communautés indigènes « proposent d'autres modèles de société pour d'autres alternatives de développement. » (Acte constitutif de 1973 de la Confédération Indienne du Venezuela).

La revendication identitaire est réclamée tant par le mouvement indigène que l'idéologie bolivarienne. L'apport des identités indigènes au renouvellement du modèle de société pèse d'autant plus si le pays est en crise et confronté à repenser son modèle de développement. Ce discours était encore marqué d'une grande actualité dans les années de crise de la décennie

³⁰ Mosonyi cité dans *El legado indígena*, 2004 : 16-17.

1990 et dans l'instauration de l'idéologie bolivarienne. L'unité nationale passe par « l'acceptation et la promotion du pluralisme culturel » (Materne, 1976 : 31) et donc la reconnaissance identitaire des groupes indigènes.

« En tant que population indigène, représentante des groupements autochtones, nous pouvons effectivement apporter beaucoup dans l'affirmation de cette identité, non seulement en adjoignant notre richesse culturelle au patrimoine national, mais aussi en proposant d'autres modèles de société pour d'autres alternatives de développement. C'est pour cela que l'unité nationale, tant désirée dans le pays, prend appui sur nos diverses sociétés indiennes. » (Materne, 1976 : 28)

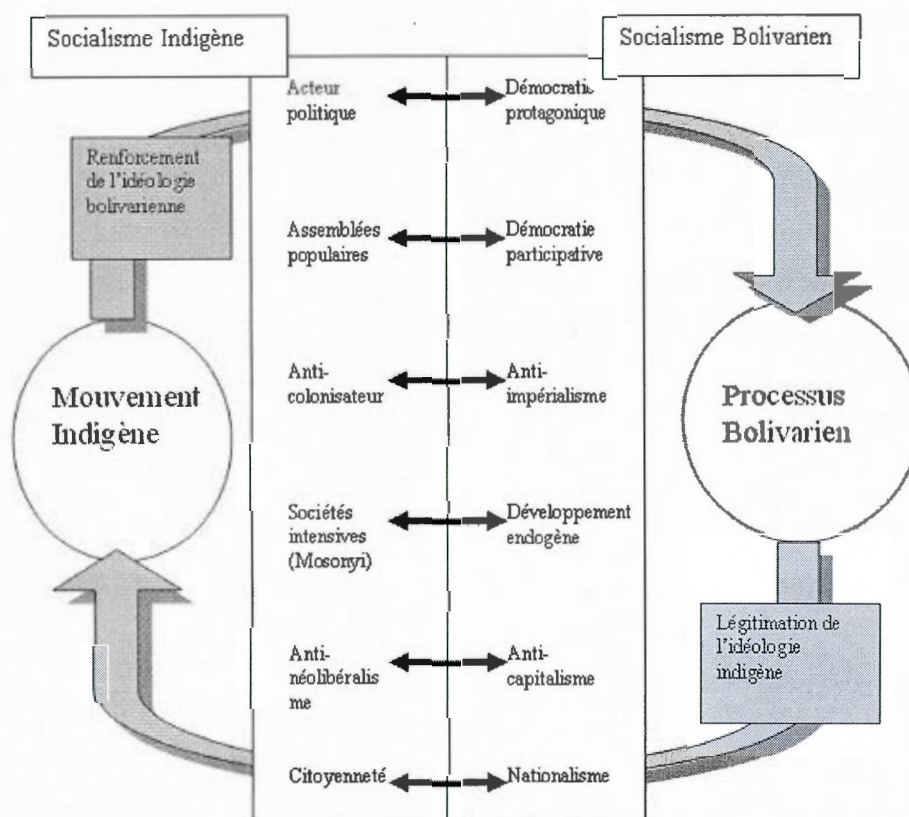
Dès 1973, date de la Déclaration de la Confédération Indienne du Venezuela, le mouvement indigène lie le besoin d'unité nationale à la nécessaire reconnaissance de l'identité indigène. La revendication identitaire du mouvement acquiert ainsi une valeur politique, et le discours indigène pose les prémisses d'une nécessaire refondation nationale (« construct a nationalist alternative »), thème cher à l'idéologie bolivarienne. Les Indigènes cherchent non seulement à être intégrés à la société nationale, mais également à faire partie du sentiment national.

La grande force du discours indigène est sa capacité à imbriquer revendications indigènes et enjeux sociétaux dans une proposition commune : la reconnaissance identitaire des peuples indigènes sert à repenser les choix de développement de la société tout entière. La question indigène n'est pas un problème dont il faudrait trouver la solution, elle est plutôt le résultat d'un choix de développement premier, datant de la colonisation et fondée sur le schéma monolithique de l'État-nation capitaliste : « cultural pluralism, a faithful expression of the respect that is owed to ethnic minorities in any democratic system » (Materne, 1976 : 31).

Le pluralisme culturel devient l'occasion de démocratiser le régime. Quand le discours indigène revendique la présence des valeurs indigènes dans le processus de démocratisation de la démocratie, l'idéologie bolivarienne se réclame d'une démocratie « participative et protagonique » pour approfondir la démocratie dans le pays. Le mouvement indigène, visant à être sujet de son action et non plus objet (Mouterde, 2002), trouve dans le principe de démocratie protagonique un idéal politique en accord avec ses objectifs. Dans cette perspective, le discours indigène s'alimente du bolivarianisme. Mais en même temps,

l'idéologie bolivarienne développe une rhétorique indigène qui sert à asseoir sa légitimité. Au-delà du partage d'objectifs communs, le discours indigène et la rhétorique bolivarienne se nourrissent l'une l'autre dans un processus de légitimation réciproque.

Figure 3.1 : Socialisme bolivarien et cosmovision indigène :
une même quête de légitimation?



Une véritable relation de connivence s'instaure entre le bolivarianisme et le discours indigène qui s'émulent l'un l'autre, dans un processus de légitimation et de renforcement réciproque. La cause indigène sert l'idéologie bolivarienne pour construire la nouvelle République bolivarienne. En retour, le mouvement indigène parle le même langage que le discours bolivarien pour s'institutionnaliser et devenir un acteur politique reconnu dans la société vénézuélienne. C'est finalement dans l'action conjointe d'une légitimation réciproque entre idéologie bolivarienne et discours indigène que notre étude comprend l'ampleur et la portée de l'intégration politique des Indigènes. L'intégration indigène se construit conjointement

avec la nouvelle République bolivarienne. La République bolivarienne cherche à se construire sur la base d'un sentiment national qui fédère les classes populaires et qui intègre toutes les composantes de la société vénézuélienne. Le mouvement indigène finit par s'identifier au régime bolivarien et commence à en être inséparable car les principes de la Révolution bolivarienne correspondent à ses aspirations.

L'intégration de la question indigène acquiert une dimension instrumentale dans la politique chaviste en servant le processus de légitimation de l'idéologie bolivarienne. Le discours politique développe toute une rhétorique d'incorporation de la référence indigène à l'idéologie bolivarienne, en vue de légitimer le processus bolivarien. La présence de l'élément indigène dans le « cadre » bolivarien s'inscrit dans une stratégie d'action populiste : « Du point de vue de l'idéologie politique enfin, le populisme est « la présentation des interpellations populaires-démocratiques en tant qu'ensemble antagonique vis-à-vis de l'idéologie dominante » (Laclau, cité par Armony, 2002) ».

Ce processus de légitimation au niveau de l'imaginaire collectif de représentations communes, s'accompagne de ressorts stratégiques supplémentaires sur le plan de l'action politique, pour maintenir et renouveler la domination du pouvoir chaviste. C'est ainsi que l'idéologie bolivarienne acquiert toute sa signification : le système qu'elle définit a pour but d'asseoir la légitimité du programme d'action mis en place par le mouvement chaviste.

3.2 Une intégration à caractère populiste ou les ressorts d'une stratégie politique (plus au niveau de l'action politique)

3.2.1 Le populisme comme stratégie politique : usage conceptuel retenu pour notre analyse

Le populisme est un terme largement utilisé dans l'étude des systèmes politiques latino-américains³¹. Ses acceptions sont multiples, très variées et parfois contradictoires. Le

³¹ Pour une recension des différents usages terminologiques du populisme en Amérique latine, consulter Weyland, 2001. « Clarifying a contested concept: populism in the study of Latin American politics », in *Comparative politics*. Vol. 34, p. 1-22.

populisme peut définir un certain style politique fondé sur un leadership personnel et charismatique ; en ce sens, le populisme de Chavez est évident dans « le contact, le rapport empathique entre dirigeants et dirigés » (Armony, 2002 : 77).

« On appelle populiste tout mouvement ou toute doctrine qui fait appel de façon exclusive au « peuple » ou aux « masses », de façon indifférenciée et, parfois, mystique. » (Bourdon, Dictionnaire sociologie, « populisme », 2002 : 181).³²

Le populisme se réfère parfois à une politique socio-économique, soit progressiste soit conservatrice ; Armony distingue un populisme de gauche et un populisme de droite (Armony, 2002 : 52). Dans ce cas, la politique menée par Chavez peut, sans contredit, être qualifiée de populisme de gauche³³. Sur le plan économique et social, ce populisme se caractérise par une politique « développementaliste » et « distributionniste » (Dornbrush et Edwards) marquée par l'industrialisation et la satisfaction du marché interne.

Souvent un jugement est porté sur le populisme, négatif ou positif. Nous cherchons davantage à évaluer le populisme de Chavez à l'aune de ses procédés d'action politique pour comprendre l'impact d'une telle stratégie sur le mouvement indigène.

Dans notre étude, nous adoptons la définition politique de populisme utilisée par Weyland et Hawkins, plus restreinte mais plus adaptée à notre objet d'analyse, nous concentrant sur les procédés politico-organisationnels de domination. Ce choix est guidé par notre volonté de comprendre le décalage existant entre des mobilisations indigènes fortes sur le plan national, depuis l'arrivée de Chavez au pouvoir, à travers l'organisation de marches, de Congrès consultatifs et participatifs, et une structure organisationnelle floue et divisée au sein de l'élite indigène nationale. En effet, le CONIVE connaît actuellement une crise organisationnelle, divisé entre un CONIVE devenu parti politique au sein du gouvernement chaviste, dirigé par le clan de la député et présidente de la Commission des peuples

³²L'origine première du terme se référerait au mouvement des intellectuels russes des années 1850-1880, opposé au tsarisme, méfiant à l'égard du libéralisme occidental, voulant établir le communisme agraire contre le despotisme, sur la base de la paysannerie, vue comme garante des traditions et de l'âme nationale. (Boudon, *Dictionnaire critique de la sociologie*)

³³Suivant l'analyse de Victor Armony, le populisme recouvre des réalités contraires et très diversifiées, pouvant être progressistes ou réactionnaires, de gauche ou de droite (Armony, 2002 : 52).

indigènes : Noeli Pocaterra, et un CONIVE plus en marge, mais qui soutient également Chavez, et dont le contrôle tente d'être préservé par l'ancienne coordinatrice générale: Nicia Maldonado. C'est par l'analyse des ressorts populistes du chavisme que nous cherchons à comprendre cette situation de crise interne au leadership indigène.

Nous entendons par populisme une stratégie politique qui se concentre sur des méthodes spécifiques visant à gagner et à exercer le pouvoir (Weyland, 1995 : 12). Cette stratégie repose sur: « a personalistic leader [who] seeks or exercises government power based on direct, unmediated, uninstitutionalized support from large numbers of mostly unorganized followers » (Weyland, 1995: 14). La relation particulière que le populisme établit entre le leader et ses partisans consiste en « a charismatic mode of linkage between voters and politicians, and a democratic discourse that relies on the idea of a popular will and a struggle between 'the people' and 'the elite' » (Hawkins, 2003: 1137).

Plusieurs éléments du populisme permettent de comprendre le traitement politique accordé à l'intégration indigène ainsi que sa portée effective.

3.2.2 Une intégration indigène populiste ou les ressorts du chavisme

Chavez entretient un lien charismatique avec le peuple vénézuélien, au sens weberien d'une certaine forme de domination, dans la mesure où il est « considéré comme envoyé par Dieu ou comme un exemple, et en conséquence considéré comme un « chef » » (1995 : 323). La « domination charismatique (...) n'est légitime que dans la mesure où (et aussi longtemps que) « vaut » le charisme personnel en vertu de sa confirmation. » (Weber, 1995 : 324).

Le leader populiste exerce son pouvoir sur la base du soutien le plus large possible. « Under populism an individual leader seeks or exercises government power based on support from large numbers of followers » (Weyland, 1995: 12). Les élections, les référendums plébiscitaires, les démonstrations de masse et les sondages d'opinion constituent alors des instruments essentiels de démonstration du pouvoir du leader populiste (Weyland, 1995 : 12).

Le processus de consultation indigène au niveau national pour la Constituante s'inscrit dans cette mobilisation stratégique visant à démontrer et à renouveler le pouvoir de Chavez.

C'est la première fois qu'un président de la République revendique autant dans ses discours les origines indigènes de la société vénézuélienne. Chavez assume publiquement ses origines indigènes Pumé, de par sa grand-mère, et rend par là-même la fierté à l'identité des peuples indigènes, jusque-là méprisée, niée, objet de honte et d'humiliation. Ce processus d'identification sert à établir le lien direct entre le chef charismatique et les Indigènes. Les allocutions télévisées contribuent à accroître ce sentiment d'identification ressenti par les Indigènes.

Le rapport direct entretenu par le président envers le peuple vénézuélien à travers les médias et principalement la télévision et son émission hebdomadaire *Aló Presidente*, lui donne de la latitude pour outrepasser les organisations qui se trouvent ainsi désinstitutionnalisées ou subordonnées à la volonté du chef charismatique (Weyland, 2001 : 14). La télévision diminue d'autant le besoin d'organisation (Weyland, 2001 : 16) car son pouvoir de projection visuelle établit directement le lien personnel avec les spectateurs et donne à voir la puissance charismatique du leader. L'identification en est d'autant plus grande. Dans le cas du CONIVE, ces liens ont été d'autant plus faciles à établir avec les leaders indigènes que l'organisation était au départ peu institutionnalisée. La relation privilégiée qu'entretient un nombre limité de représentants indigènes au niveau national avec le pouvoir chaviste atteste du caractère populiste de l'intégration politique des peuples indigènes. Et elle limite la portée effective de cette intégration, réduite à l'incorporation d'individus, sans parvenir à une inclusion élargie des communautés indigènes. Un constat confirmé par les difficultés de mise en oeuvre des politiques sur le terrain.

Les leaders populistes ont néanmoins besoin de nucléons organisés de soutien, ce qui se traduit par un ensemble d'activistes dévoués et personnellement contrôlés par le chef. « Populists create organizations, but they keep them under personal control and severely limit their institutionalization » (Weyland, 2001 : 15). Weyland distingue trois types de relations du leader à son peuple en fonction de l'identité du groupe (Weyland, 2001 : 13) :

- 1- lien direct avec une masse inorganisée, ensemble d'individus éparpillés (rhétorique indigène des prestations oratoires de Chavez)
- 2- lien avec des structures institutionnelles formelles : sous la forme d'un parti, maintenu dans un état de faible institutionnalisation (la direction du CONIVE - Noeli)
- 3- lien avec un groupe solide mais non organisé formellement : la domination s'effectue par de large réseaux clientélistes (communautés indigènes de base - Nicia)

Le maintien du soutien d'une large masse non organisée est le résultat de ce rapport d'identification exploité par la rhétorique populiste. Le leader appelle au soutien de son peuple dans son effort héroïque pour régénérer la nation (Weyland, 2001 : 14). En s'identifiant à Guaicaipuro, symbole de la lutte héroïque menée contre l'envahisseur, Chavez légitime son pouvoir et son combat contre le nouvel ennemi, l'idéologie néolibérale et les États-Unis. Des actions symboliques viennent renouveler cette stratégie d'intégration des peuples indigènes. Le transfert des « cendres »³⁴ de Gaicaipuro au Panthéon national le 8 décembre 2001, à Caracas, répond à cette même volonté politique de revaloriser l'héritage indigène en l'intégrant à l'histoire de la société vénézuélienne.

La présence nécessaire d'un adversaire se trouve alimentée par la « rhétorique anti-élite » (Weyland, 1995 : 11) qui renouvelle la légitimité du pouvoir charismatique. Le populisme « historically, arises from a leader's promise to protect the people from a pernicious enemy » (Weyland, 1995 : 11).

³⁴ Les cendres de Guaicaipuro n'existent plus.

Tableau 3.1: Strategies of Rule, by Type of Ruler, Principal Power Capability and Ruler's Relationship to Support Base

TYPE OF RULER	PRINCIPAL POWER CAPABILITY			RULER'S RELATION- SHIP TO SUPPORT BASE
	Numbers	Special weight		
		Economic clout	Military coercion	
Individual Person	Populism	Patrimonialism	<i>Caudillismo</i>	Fluid and Unorganized
Informal Grouping	Clientelism	Oligarchy	Government by Military Faction	Firm Informal Ties
Formal Organiza- tion	Party Government	Corporatism	Government by Military Institution	Stable Organizational Links

Note: The right and left columns refer to the same dimension, but from different angles.

Source: Weyland, 2001: 13.

L'idéologie bolivarienne se nourrit de l'enjeu indigène pour légitimer la mise en oeuvre de la « Révolution bolivarienne ». Parallèlement, les leaders indigènes se nourrissent de l'aura du mouvement chaviste pour légitimer leur pouvoir, et la politisation du CONIVE.

3.3 L'élite indigène et le « cadre » bolivarien: une intégration stratégique et la légitimation du leadership indigène

3.3.1 Un « cadre » bolivarien propice à la conquête des droits indigènes

Le caractère populiste de l'intégration indigène ne constitue pas un frein à la production législative en matière indigène ni à la participation d'une élite indigène au pouvoir. Tout un travail législatif a été mené depuis la Commission de la Constituante jusqu'à la Commission actuelle des peuples indigènes. Les droits conquis par l'élite indigène sont à la fois le résultat du processus de légitimation de l'idéologie bolivarienne et du travail de mobilisation des parlementaires indigènes dès la Constituante.

3.3.1.a Un chapitre VIII exclusivement dédié aux droits des peuples indigènes

Pour la première fois dans l'histoire constitutionnelle du pays, un chapitre entier d'une Constitution est dédié aux droits des peuples indigènes (Charier, 2000 : 46). Le chapitre 8 de la section III (« De los derechos humanos y garantías, y de los deberes ») regroupe les articles 119 à 126 et reconnaît aux peuples indigènes une gamme très large de droits, depuis des droits culturels et civiques, jusqu'à des droits socio-économiques et politiques. L'article 119 sanctionne une reconnaissance générale des droits indigènes qui se fondent sur l'élément premier et fondamental du droit à la terre (Freddy J. Guillermo T., entrevue, 2006). La reconnaissance des terres ancestrales des peuples indigènes est consubstantielle à la reconnaissance de tout droit indigène car le lien à la terre est central dans leur conception identitaire. Cette importance provient du lien identitaire des Indigènes à la Terre Mère et Nourricière, la « Pacha Mama ». Les articles 120 à 126 s'attachent à spécifier les droits généraux reconnus dans l'article 119 en termes de droits économiques, sociaux, politiques et culturels. L'article 120 reconnaît aux communautés indigènes le droit à être consultées en cas d'exploitation des ressources naturelles sur leurs territoires³⁵. Bien qu'il y ait préservation des

³⁵ Article 120. « El aprovechamiento de los recursos naturales en los hábitats indígenas por parte del Estado se hará sin lesionar la integridad cultural, social y económica de los mismos e, igualmente, está sujeto a previa información y consulta a las comunidades indígenas respectivas. Los beneficios de este aprovechamiento por parte de los pueblos indígenas están sujetos a esta Constitución y a la ley ».

habitats indigènes et de leurs territoires, le sous-sol reste propriété de l'État. Les articles 121, 122 et 123 visent à préserver les cultures indigènes, en matière d'éducation, de santé et de pratiques économiques. Les peuples indigènes ont ainsi le droit de pratiquer, d'enseigner et de perpétuer leurs cultures. La reconnaissance culturelle passe également par le droit à se soigner selon ses pratiques et ses croyances : « Los pueblos indígenas tienen derecho a una salud integral que considere sus prácticas y culturas », et par la libre pratique du développement de leurs territoires.

À l'Assemblée Nationale³⁶, trois sièges sont réservés à des représentants indigènes. Le 30 juillet 2000, 165 députés ont été élus. Le 30 juillet 2000, 34 candidats indigènes sont entrés dans la course électorale pour obtenir ces sièges. Guillermo Guevara (pour la région *Sur*), José Luis Gonzalez (région *Oriente*) et Noeli Pocatterra (région *Occidente*) ont été élus pour la période 2000-2005. Pour 2006-2011, siègent actuellement Noeli Pocatterra pour la région *Occidente*, José A. Poyo Cascante pour la région *Oriente*, et Nicia Maldonado pour la région *Sur*.³⁷

Contrairement aux autres parlementaires, les sièges destinés aux représentants indigènes recouvrent trois régions entières, l'*Oriente*, l'*Occidente* et l'*Amazonas*, et non pas seulement un État, une entité fédérale. Ainsi, Noeli Pocatterra, élue comme député indigène dans la région *Occidente*, représente de fait les communautés indigènes de trois États distincts (Zulia, Mérida et Trujillo) ; le représentant indigène de l'*Oriente* recouvre cinq États différents (Bolívar, Delta Amacuro, Monagas, Anzoátegui et Sucre) ; et le député élu pour la région *Sur* représente deux États (Amazonas et Apure). Ce statut particulier réservé aux parlementaires indigènes est perçu comme une véritable avancée en matière de reconnaissance et d'intégration des leaders indigènes au pouvoir législatif (Guillermo, entrevue 2006).

La Constitution vénézuélienne inclut deux innovations majeures par rapport aux réformes constitutionnelles des ses voisines latino-américaines (Van Cott, 2003 : 63). L'article 125

³⁶ La République bolivarienne se caractérise par un système à chambre unique.

³⁷ Nicia Maldonado se distingue par son élection sous l'étiquette du FUNDACI et non du CONIVE. Nous ne sommes pas parvenus à saisir les raisons d'un tel revirement. Néanmoins, nous l'attribuons aux luttes internes et à l'accaparement de la dimension proprement politique du CONIVE par le clan de Noeli Pocatterra.

garantit une représentation politique aux Indigènes à tous les paliers décisionnels, depuis la base dans les instances locales et fédérales, jusqu'au sommet du pouvoir à l'Assemblée Nationale³⁸. En plus de 3 sièges garantis à l'Assemblée Nationale³⁹, des sièges leur sont réservés dans les assemblées au niveau des États et dans les conseils municipaux, là où la population indigène est présente⁴⁰. De plus, l'article 124 est un précédent en matière de garantie constitutionnelle du droit de la propriété intellectuelle collective par son interdiction de breveter le patrimoine culturel des Indigènes⁴¹.

3.3.1.b Deux lois dédiées exclusivement à la problématique indigène

La *loi organique* ou LOPCI est la loi la plus importante pour les droits des peuples indigènes (IWGIA, 2006). Sanctionnée le 8 décembre 2005 par l'Assemblée Nationale et publiée le 27 décembre dans la Gazette Officielle no. 38.344 et adoptée au premier trimestre 2006, elle se compose de neuf parties ; reprenant l'esprit des droits constitutionnels, elle précise les domaines d'application des droits des peuples et communautés indigènes. Initiée en 2000, cette loi est passée par un long processus de consultation, suivant le respect des pratiques indigènes, dans le but de devenir « une loi très complète » (Guillermo, entrevue, 2006). Son premier objectif est la garantie des tous les droits reconnus non seulement dans la nouvelle Constitution mais aussi dans les traités, conventions et accords internationaux qui ont été souscrits par la République. La LOPCI fait office de norme en matière de droits indigènes et oriente les travaux quant à la législation indigène (G. Clarac, 2003 : 264). Par ailleurs, suivant les termes de cette loi, la création d'une instance chargée des politiques de mise en oeuvre des droits indigènes est prévue⁴². La LOPCI sert de cadre normatif général pour la création des instances exécutives responsables de la mise en place des diverses politiques.

³⁸ Article 125. « Los pueblos indígenas tienen derecho a la participación política. El Estado garantizará la representación indígena en la Asamblea Nacional y en los cuerpos deliberantes de las entidades federales y locales con población indígena, conforme a la ley ».

³⁹ À titre de comparaison, la Colombie voisine garantit deux sièges indigènes dans son Sénat.

⁴⁰ Le Venezuela se divise géographiquement et politiquement en États qui, à leur tour, se subdivisent en municipalités.

⁴¹ Article 126. « Se garantiza y protege la propiedad intelectual colectiva de los conocimientos, tecnologías e innovaciones de los pueblos indígenas. Toda actividad relacionada con los recursos genéticos y los conocimientos asociados a los mismos perseguirán beneficios colectivos. Se prohíbe el registro de patentes sobre estos recursos y conocimientos ancestrales. »

⁴² « La Ley Orgánica (...) está llamada a no sólo orientar los restantes instrumentos jurídicos por referirse a los propios pueblos indígenas, sino que además deberá superar y resolver la actual ausencia del órgano rector y

*La loi de démarcation des terres*⁴³ (*Ley de demarcación y garantía del habitat y tierras de los pueblos indígenas*) constitue le premier champ de bataille législatif des Indigènes car la terre a toujours constitué la première pierre d'achoppement dans les conflits sociaux.

D'autres lois sont en cours d'élaboration et concernent l'éducation et le pouvoir électoral⁴⁴ (Guillermo, entrevue, 2006).

Des clauses spécifiques pour les Indigènes dans des lois plus générales.

Dans l'effervescence du travail législatif de ces dernières années, nombreuses sont les lois qui incluent désormais la mention spécifique des droits des peuples indigènes. En effet, plusieurs thématiques affectent les peuples indigènes, au même titre que tout autre citoyen vénézuélien. Ainsi, des lois telles la Loi sur la Jeunesse, la Loi Organique sur la Sécurité Nationale ou encore la Loi Organique sur le Système de Sécurité Sociale, concernent également les Indigènes. En tout, à ce jour, ce sont vingt-et-une lois qui ont été ciblées comme ayant une incidence sur les peuples indigènes (Guillermo, 2006)⁴⁵.

coordinador de la política que en materia indígena debe estructurar y aplicar el Poder Ejecutivo Nacional » (Clarac, 2003 : 267). La LOPCI prévoit la création d'un Institut National des Peuples Indigènes, chargé de ce travail de coordination.

⁴³ Approuvée le 12 janvier 2001 et publiée dans la Gazette Officielle N°37 118.

⁴⁴ Il faut rappeler que la République bolivarienne se caractérise par ses cinq pouvoirs; le législatif détenu par l'Assemblée nationale; l'exécutif entre les mains du président, vice-président, ministre et fonctionnaires reliés; et le pouvoir législatif représenté par le Tribunal Suprême de la Justice; à ces trois pouvoirs classiques de Montesquieu, s'ajoutent le pouvoir citoyen exercé par le Conseil moral républicain et le pouvoir électoral exercé par le Conseil National Electoral (CNE). Le pouvoir citoyen est chargé de représenter et de défendre les citoyens dans leurs relations avec le pouvoir central vénézuélien. Le Conseil moral républicain est composé par le « defensor del pueblo » (équivalent de l'ombudsman, ou en France du Médiateur de la République), le « fiscal general » (Chef du ministère public, le ministre de la justice en France) et du « Controlador general » (Contrôleur général des finances en France). Le Conseil National Electoral (CNE), quant à lui, est chargé de surveiller les élections nationales, municipales, fédérales et au niveau des différents États.

⁴⁵ 1. Ley Sobre Materiales y Desechos Peligrosos. Gaceta Oficial N°5.554 del 13-11-2001; 2. Ley Especial que crea el Distrito de Alto Apure. Gaceta Oficial N°37.326 de fecha 16-11-2001; 3. Ley Nacional de la Juventud. Gaceta Oficial N°37.404 del 14-03-02; 4. Ley de los Consejos Locales de Planificación Pública. Gaceta Oficial N° 37.463 del 12-06-02; 5. Ley de los Consejos Estadales de Planificación Pública. Gaceta Oficial N° 37.509 del 20-08-2002; 6. Ley de Semillas y Material para la Reproducción Animal e Insumos Biológicos. Gaceta Oficial N° 37.552 del 18-10-2002; 7. Ley de Reforma Parcial del Decreto con Fuerza de Ley de Marinas y Actividades Conexas. Gaceta Oficial N°37.570 del 14-11-02; 8. Ley Orgánica de Seguridad de la Nación. Gaceta Oficial N°37.594 del 18-12-02; 9. Ley Orgánica del Sistema de Seguridad Social. Gaceta Oficial N° 37.600 del 30-12-2002; 10. Ley de Extranjería y Migración. Gaceta Oficial N°37.944 del 24-05-04; 11. Ley Orgánica de la Defensoría del Pueblo. Gaceta Oficial N° 37.995 del 05-08-2004; 12. Ley de Responsabilidad en Radio y Televisión. Gaceta Oficial N° 38.081 del 7-12-2004; 13. Ley del Régimen Prestacional de Vivienda y Hábitat. Gaceta Oficial N° 38.204 del 08-06-05; 14. Ley Orgánica del Poder Público Municipal. Sanctionée le 22-11-05; 15. Ley de Reforma Parcial del Decreto N° 1.534 con rango y fuerza de Ley Orgánica de Turismo. Gaceta Oficial

3.3.1.c Une intégration juridique sur le plan international : la ratification de traités importants pour la garantie des droits indigènes

La ratification de la convention 169 de l'OIT, un traité à valeur supranationale

Dans le domaine du droit international, le Venezuela a finalement ratifié le 22 mai 2002 la convention 169 de l'OIT « Sur les peuples indigènes et tribaux en pays indépendants » (adoptée à la 76^{ème} réunion de l'OIT, le 27 juin 1989), devant le Directeur Général de l'Office International du Travail⁴⁶. Cette convention est essentielle car elle a valeur supra-constitutionnelle.

D'autres traités ratifiés : vers une garantie accrue des droits indigènes

Cette ratification de la convention 169 s'inscrit dans une vague de signatures de traités internationaux. Le 2 janvier 2002, le Venezuela signe la Loi Approbatoire de l'Accord Constitutif du Fond pour le développement des peuples indigènes d'Amérique latine et des Caraïbes (Gaceta Oficial N° 37.355), un accord adopté à Madrid le 24 juillet 1992 et auquel le Venezuela avait souscrit le 11 février 1993.

A ces traités spécifiquement destinés aux peuples indigènes, s'en ajoutent d'autres, mais qui touchent de manière moins directe les Indigènes :

La Loi Approbatoire du Protocole de Carthagène « Sur la Sécurité de la Biotechnologie de l'Accord Sur la Diversité Biologique » fut sanctionnée le 13 février 2001; la Loi Approbatoire du Traité International « Sur les Ressources Fitogénétiques pour l'Alimentation

N° 38.2115 DEL 23-6-2005; 16. Ley del Consejo Federal de Gobierno. Ley devuelta por el Ejecutivo Nacional el día 26-07-05; 17. Ley de Reforma de la Ley Orgánica de Prevención, Condiciones y Medio Ambiente de Trabajo. Gaceta Oficial N° 38.236 del 26-07-05; 18. Ley de Reforma Parcial del Decreto de la Ley Orgánica de Ciencia, Tecnología e Innovación. Gaceta Oficial Número N° 38.242 del 03-08-05; 19. Ley Orgánica para la Planificación y Gestión de la Ordenación del Territorio. Gaceta Oficial N° 38.264 de 2-9-2005; 20. Ley de Servicios Sociales Gaceta Oficial N° 38.270 del 12-9-2005; 21. Ley de Reforma Parcial de la Ley Orgánica Sobre Sustancias Estupefacientes y Psicotrópicas. Gaceta Oficial N° 5.787 del 26-10-05.

⁴⁶ Une ratification préalable et la publication dans la Gazette Officielle N° 37.305 datent du 17 octobre 2001 (Clarac, 2003 : 264). Une ratification tardive en comparaison avec les pays voisins : 1991 pour la Bolivie et la Colombie, et 1998 pour l'Equateur (García Serrano, 2001 : 95).

<<http://webfusion.ilo.org/public/db/standards/normes/appl/appl-byCtry.cfm?CTYCHOICE=0630&lang=ES>>.

et l'Agriculture »⁴⁷ de la FAO est parue officiellement le 23 décembre 2004 dans la Gazette Officielle N° 38.093.

3.3.1.d Une participation politique nouvelle

La participation politique des Indigènes au pouvoir prolonge la disposition constitutionnelle de l'article 125 qui affirme que « les peuples indigènes ont le droit à la participation politique. L'État garantit la représentation indigène à l'Assemblée nationale et dans les corps délibérants des entités fédérales qui comptent une population indigène ». Cette participation directe des Indigènes à l'exercice du pouvoir constitue une petite « révolution » dans la sphère politique. Les *Criollos* n'ont plus l'exclusivité de la gestion politique des « affaires indiennes ». Les Indigènes peuvent désormais être leur propre porte-parole, « *hablar con voz propia* » (García Serrano, 2001 : 100), et se doter d'une représentation propre.

Une présence indigène à l'exécutif

Au gouvernement, pour la première fois au Venezuela (Charier, 2000 : 40), un portefeuille ministériel a été confié à une personne d'origine indigène : c'est à Atala Uriana Pocaterra, une Wayuu, qu'est revenu le portefeuille du ministère de l'Environnement, en 2000.

Un CONIVE politisé

La vague institutionnelle affecte également le CONIVE qui, de mouvement social confiné dans l'opposition et la résistance, se transforme en « groupe d'opinion ». Ce statut l'apparente à un parti politique⁴⁸ : sous l'étiquette du CONIVE, les Indigènes peuvent désormais se lancer en politique. Cette institutionnalisation du CONIVE contribue à politiser le mouvement. José Gregorio Dias Mirabal, coordinateur général de ORPIA, salue les mesures de reconnaissance faites aux peuples indigènes. En effet, la légitimation des autorités et organisations indigènes intègre les indigènes au processus de développement du pays (IWGIA, 2003 : 124). Ces mesures ne sont pas le résultat de la seule volonté politique du gouvernement ; elles sont également le fruit du travail de négociation politique mené par

⁴⁷ Adoptée à la 31^{ème} période de sessions de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), à Rome, le 3 novembre 2001.

⁴⁸ Le groupe d'opinion, à la différence du parti politique, est plus restreint.

l'élite indigène qui, d'objet de planification, devient actrice de ses propres politiques. Désormais, « être Indien, plus qu'un droit, est un pouvoir » (Mattei, entrevue, 2006). Et ce pouvoir donne accès à la participation politique dans les instances politiques, à tous les niveaux de gouvernement. C'est tout un leadership indigène nouveau qui fait irruption dans la sphère politique.

Une multiplication d'élus au niveau des États

L'entrée dans le camp du pouvoir a renforcé, en retour, l'assise du mouvement indigène dans les régions, principalement dans l'État d'Amazonas. Le leadership des Indigènes d'Amazonas se concrétise par leurs élus. Lors des élections de juillet 2000, c'est dans l'État d'Amazonas que les Indigènes ont réalisé leur meilleur score. Sur les 8 sièges obtenus dans des Assemblées au niveau des États, et sur les 4 municipalités (Van Cott, 2003 : 65), deux députés sont élus, l'un à l'Assemblée législative d'Amazonas et l'autre à l'Assemblée Nationale, et le *Pueblo Unido Multiétnico de Amazonas* (PUAMA), un parti politique formé par ORPIA en novembre 1997, et qui est devenu, en alliance avec *Patria Para Todos* (PPT), la troisième force politique de l'État d'Amazonas et le plus important parti dans la municipalité de Manapiare (Van Cott, 2003 : 65) ; de plus Liborio Guarulla, un Baniva, membre délégué dans la Constituante, fut élu gouverneur de l'État d'Amazonas, à la tête du PPT-PUAMA, premier gouverneur indigène du Venezuela (Charier, 2000 : 45).

Des représentants indigènes dans l'Assemblée Nationale Constituante

La participation indigène va même plus loin : elle s'intègre au processus de refondation de la République. Elle ne se limite donc pas seulement aux pouvoirs institués mais concerne aussi le pouvoir constituant lui-même. Cette participation constituante s'est manifestée par la présence de trois parlementaires indigènes sur 131 à l'Assemblée Nationale Constituante (ANC) qui était chargée d'élaborer les fondements constitutionnels de la nouvelle République bolivarienne.⁴⁹ Dans notre perspective, le « pouvoir constituant », en plus de rendre compte des réflexions préalables à la création des institutions, s'attache à mettre en évidence la participation des acteurs à l'élaboration des textes fondateurs. Au Venezuela, l'importance de

⁴⁹ L'Assemblée Constituante comprenait 131 membres.

l'enjeu indigène dans le processus de la Constituante s'est révélée tant par le jeu des acteurs que par l'ampleur des débats⁵⁰.

Suivant le principe de consultation, lors du Congrès de Los Caracas de 1997, ont été élus J. L. González (Pemon, État de Bolivar), président de la Fédération Indigène de l'État de Bolivar (FIB) ; Noeli Pocaterra de Oberto (Wayuu, État de Zulia), leader historique du mouvement indigène et secrétaire générale du Conseil mondial des peuples indigènes ; et G. Guevara (Jivi, État d'Amazonas), président de l'organisation régionale des peuples indigènes d'Amazonas (ORPIA). (Charier, 2000 : 43). À ces trois Indigènes élus pour les 3 sièges que leur a octroyés le président Chavez, s'ajoutent la présence au sein de l'ANC de deux autres Indigènes pour représenter les États de Zulia et d'Amazonas, élus le 25 juillet lors des élections de l'ANC : la Wayuu Atala Uriana Pocaterra, ancienne ministre de l'environnement dans le premier gouvernement Chavez et membre du premier cabinet indigène du Venezuela, ainsi que le Baniba Liborio Guarulla, membre de ORPIA (Van Cott, 2003 : 56). Les peuples indigènes ont ainsi, pour la première fois, été intégrés au contrat social passé avec l'État vénézuélien. Ce nombre de sièges accordés aux Indigènes est le plus important qui ait été dans une Assemblée Constituante latinoaméricaine (Van Cott, 2003 : 57).

Cette participation indigène au processus constitutionnel a été cruciale et ne s'est pas limitée à une pure présence de façade. L'efficacité de la participation indigène s'est révélée dès le premier jour des discussions, le 6 août 1999, avec l'obtention d'une Commission de travail spécifiquement dédiée aux droits indigènes (Van Cott, 2003 : 57). La grande capacité de négociation de la députée Noeli Pocaterra a su convaincre les membres de l'Assemblée pour l'obtention de cette Commission parmi les vingt-et-une créées. La forte promotion de la cause indigène a dépassé le seul cadre de la Commission pour les droits des peuples indigènes. La Commission de l'Environnement était présidée par l'ex-ministre de l'Environnement, la Wayuu Atala Uriana Pocaterra, qui exposa l'importance des communautés indigènes dans ce dossier. La Commission des Droits de l'Homme a soutenu également la cause indigène, en louant les services de l'anthropologue Beatriz Bermúdez

⁵⁰ Il est à noter que, malgré une Constituante dominée par les chavistes (120 sur les 131 délégués), l'ANC connut des débats très animés, proches de la joute oratoire, et furent également très médiatisés dans une société fortement polarisée sur la question politique.

pour coordonner le travail, et en conviant les leaders indigènes et des experts alliés pour convenir d'une stratégie commune (Van Cott, 2003 : 57).

La bataille parlementaire s'est concentrée sur le choix des termes pour la reconnaissance des droits indigènes. Au-delà d'un enjeu circonscrit au seul problème des peuples indigènes, les débats sur la notion de « peuple/peuples » ont questionné les parlementaires sur la définition de l'identité vénézuélienne. La notion de « peuples indigènes » a opposé les tenants du métissage qui prônent l'unité du peuple vénézuélien, unique et indivisible, aux promulticulturalistes soucieux de reconnaître la réalité plurielle et l'héritage indigène de la société vénézuélienne. Aux paroles du parlementaire Freddy Gutierrez qui encense le métissage vénézuélien, « nous sommes un peuple métissé », s'est opposée la position de Noeli Pocattera qui a revendiqué la différenciation, « avant la formation des États-nations, il y a le droit originel, le droit historique que nous avons. Quand nous parlons d'un pays multiethnique et multiculturel, nous approuvons clairement la diversité culturelle et les différences »⁵¹ (Villalón, 2002 : 18). La conception même de l'identité vénézuélienne se révéla problématique, en lien avec l'héritage politique de l'État-nation vénézuélien. En effet, l'État vénézuélien s'est basé sur l'idée d'un État-nation qui a nié l'héritage pré-colonial et qui concevait sa force dans le rassemblement de tous autour d'une identité unique, même si par nature métissée. Néanmoins, la réalité de la marginalisation et de la discrimination de l'État vénézuélien à l'encontre des peuples indigènes a révélé l'illusion d'une identité une et indivisible. La revendication d'un droit originel pour les peuples indigènes, c'est en même temps la reconnaissance de la dette contractée par l'État vénézuélien depuis sa création.

Les enjeux suscités par les revendications indigènes ont donc mené à d'intenses débats qui ont, par ailleurs, largement dépassé le seul cadre de la Constituante pour se répercuter dans la société médiatique. Un quotidien comme *El Nacional* s'est fait l'écho des débats parlementaires sur les questions indigènes et « ce fut la première fois que les Indigènes furent si présents dans les médias de communication de masse. » (Clarac, 2001 : 365). Cet écho médiatique a reflété l'importance des débats et l'importance de la question identitaire pour l'opinion publique.

⁵¹ [Ma trad.]

Cette participation indigène au processus constitutionnel a été cruciale et ne s'est donc pas limitée à une pure présence de façade. Elle a contribué à poser les assises d'un pouvoir réel et consacra l'intégration de fait de leaders indigènes dans le jeu politique. Les acteurs indigènes ont d'ailleurs constitué le groupe le plus solide et le mieux organisé au sein de l'ANC. Cette force politique fut même reconnue par ses détracteurs et opposants, comme Zago Angela, membre de la Constituante :

« [les Indigènes] possèdent une qualité qu'ont peu de Vénézuéliens : ils travaillent pour une cause, ils la défendent et se soutiennent les uns les autres...Les Indiens ont été le parti politique le mieux organisé de l'assemblée constituante, car ils suivaient une ligne, ils furent même les plus intelligents. » (El Nacional, 1999, cité par Charier, 2000 : 52)

Il est donc possible de parler d'un nouveau leadership indigène à l'heure actuelle. Les chefs indigènes nationaux, pétris d'une conscience politique récente mais affinée, ont su s'imposer dans le jeu de négociation avec les *Criollos* et s'intégrer au pouvoir politique (Clarac: 2001, 369).

Les Indigènes, en plus de participer à leur réhabilitation dans la société vénézuélienne, interpellent les *Criollos* sur ce que signifie « être vénézuélien ». La bataille parlementaire sur les questions des peuples indigènes a révélé le rapport conflictuel et ambigu que les vénézuéliens entretiennent avec leur propre identité (Villalón, 2002 : 80). Les questions de l'identité vénézuélienne et de l'unité des Vénézuéliens ne sont pas encore résolues. Les débats politiques au sein de l'ANC ont pris part au processus de construction de la Nation et d'« auto-définition collective »⁵² (Villalón, 2002 : 37). Dans cet espace de questionnement et de flou identitaire, l'idéologie bolivarienne trouve sa place car elle vise à construire et à achever l'identité vénézuélienne.

La bataille de la Constituante fut une étape décisive dans le processus d'intégration des peuples indigènes au nouveau régime bolivarien. Les institutions créées par la suite puisent

⁵² [Ma trad.].

leurs valeurs dans le cadre normatif de la nouvelle Constitution qui est issue de cette bataille. Une nouvelle élite indigène a émergé et a su s'intégrer au processus de « transformation constitutionnelle » (Pogany, 1996: 568) du pays. L'ampleur de la production législative et la nouvelle représentation politique des Indigènes signifient-elles pour autant une consolidation du mouvement indigène et un renforcement de l'institutionnalisation du CONIVE au niveau national?

3.3.2 Un double Congrès pour le CONIVE : confusion et divisions au sein de l'élite indigène

Le dernier Congrès du CONIVE, à la fin mars 2006, qui s'est scindé en deux événements parallèles, a été le reflet d'une division de l'élite indigène pour le renouvellement de la direction. En effet, le congrès officiel des 24, 25 et 26 mars, avec à sa tête la députée Noeli Pocaterra, tenu au Parque Central de la capitale et soutenu par les pouvoirs officiels, a dû composer avec un congrès rival, celui de Nicia Maldonado, également députée indigène, qui s'est d'abord tenu à l'Université Bolivarienne de Caracas le 23 mars pour s'achever les 24 et 25 mars, à Valle del Tuy, à 50 kilomètres à l'extérieur de la capitale. En même temps que le processus de légitimation du pouvoir bolivarien a contribué à accroître la visibilité du mouvement indigène, les divisions au sein de la direction nationale se sont multipliées. L'inscription au Congrès de Noeli Pocaterra s'est faite dans les locaux du Parlement Indigène Américain⁵³ (PIA) et non dans ceux du CONIVE, situés au même étage, où j'avais, quelques jours auparavant, rencontré Nicia Maldonado. Dès la sortie de l'ascenseur, j'ai été dirigée vers les locaux du PIA, et Tito Poyo, autre leader indigène du camp de Noeli Pocaterra, m'a reçue, en m'expliquant que Nicia Maldonado était une « dissidente » et qu'elle avait été destituée de son poste de coordinatrice générale. La Mission Guaicaipuro était en charge de superviser le Congrès de Noeli. Parallèlement, le camp de Nicia s'organisait, et s'est réuni *en catimini* dans un hôtel de Caracas pour préparer son Congrès, sur la base de réseaux clientélistes différents.

⁵³ Le PIA, créé formellement le 31 août 1988, sous « l'accord de Panama », est une instance permanente qui réunit les parlementaires indigènes du continent, pour veiller à la défense des droits des peuples indigènes. Le siège social se trouve à Managua, Nicaragua, depuis 1988. Les pays membres sont: l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Salvador, les États-Unis, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela.

Identifier les causes de ces divisions n'est pas aisé. Les tensions sont très fortes entre les deux clans. Sur ces questions, les leaders indigènes restent vagues et allusifs dans leurs commentaires. Le discours de l'un⁵⁴, allié du camp de Noeli Pocatererra, s'est distingué par ses hésitations, ses considérations très générales et peu transparentes. Il affirme être dans le CONIVE depuis 25 ans alors que l'organisation n'existe que depuis 1989 (entrevue, mars 2006). Il relie les divisions internes aux nouveaux espaces politiques conquis, aux nouvelles ressources disponibles, facteurs de jeux de pouvoir au sein de l'élite indigène : « los problemas vienen más cuando hay mayor recurso para nuestras organizaciones ». Chacun des deux camps s'accuse l'un l'autre de poursuivre des intérêts personnels et de vouloir accaparer les ressources destinées au CONIVE. De son côté, le camp opposé, celui de Nicia Maldonado, accuse la « mano peluda » des intérêts étrangers qui divisent les organisations indigènes. Il critique le camp adversaire d'avoir succombé à des marchandages politiques, lorsque la présidente Nicia se trouvait en Équateur. De son témoignage, Nicia dit avoir surpris cette « loterie d'Indigènes des entreprises transnationales » dans un hôtel de Caracas, alors qu'elle revenait d'Équateur sans avoir prévenu les membres du CONIVE. Selon Nicia, l'argent dédié au CONIVE pour l'organisation du Congrès en mars 2006 fut détourné⁵⁵ avant le Carnaval (février) : « Buscan el apoyo político para conseguir el dinero dado por el gobierno ». De là son manque de ressources pour organiser un Congrès à la hauteur de celui soutenu financièrement par les pouvoirs publics, dans la grande salle des Congrès du Parque Central. Nicia affirme avoir convoqué la direction du CONIVE pour organiser le Congrès mais sans réponse de la part du camp de Noeli. De là sa décision d'organiser un Congrès parallèle. Elle se dit victime d'un « coup d'État juridique » et affirme que Jorge Pocatererra⁵⁶ qui a convoqué le Congrès de Noeli, n'a pas le mandat pour une telle convocation au sein du CONIVE⁵⁷ (réunion du 22 mars 2006).

Au-delà de ces accusations réciproques et des interprétations de chacun⁵⁸, il faut souligner l'unanime soutien de l'élite indigène à Chavez et tenter d'analyser le style politique propre à

⁵⁴ Les informations sont en possession de l'auteur.

⁵⁵ Transcription en possession de l'auteur.

⁵⁶ Jorge Pocatererra est actuellement Directeur National de l'Éducation Interculturel Bilingue au sein du Ministère de l'Éducation et n'a en effet pas de fonction officielle au sein du CONIVE.

⁵⁷ Information collectée lors de la réunion préparatoire pour le Congrès de Nicia, le 22 mars 2006.

⁵⁸ Notre court séjour ne nous a pas permis de comprendre la totalité des ressorts de la situation de crise du CONIVE. Nous avons seulement pu constater les forts enjeux qui se jouaient dans la tenue de ces deux Congrès.

chaque camp. Alors que Noeli bénéficie des faveurs publiques de Chavez⁵⁹, et possède une vision plus bureaucratique du CONIVE, Nicia s'affirme plus radicale et plus proche de la conception d'un CONIVE comme mouvement social : « nunca estuvimos con el gobierno. Se acaba la conciencia. Pero estamos con Chavez, contra los intereses económicos. La más radical soy yo. La gente quiere dominar al indio pagándole para después pedir favor »⁶⁰. Le style politique de chacune est différent mais reste très personnel. Dans une perspective de stratégie politique, il semble que le Congrès de Noeli visait à co-opter l'organisation du CONIVE pour assurer son contrôle de la part du gouvernement chaviste⁶¹.

3.3.3 Un CONIVE divisé : une courroie de transmission pour le chavisme

Dans les faits, le CONIVE possède actuellement deux faces :

- L'une comme parti politique aux côtés du gouvernement bolivarien et contrôlé par le camp Pocaterra au sein du pouvoir chaviste. L'adoption de nouveaux droits a contribué à redéfinir les objectifs et l'organisation du CONIVE et a légitimé sa nouvelle structure au sein du gouvernement Chavez. Cette interface est visible sur le site web de l'Assemblée Nationale⁶².
- L'autre comme organisation sociale, fragile au niveau institutionnel⁶³ mais très active sur le plan de la capacité de mobilisation pour soutenir Chavez. La marche organisée le 7 juin 2006, à Caracas, et baptisée « première marche nationale des peuples indigènes⁶⁴ » dans laquelle Nicia Maldonado se présentait comme coordinatrice

⁵⁹ Chavez nomme Noeli Pocaterra dans son discours télévisé au sujet de la construction d'un parti socialiste unique, le 15 décembre 2006.

⁶⁰ Réunion, 22 mars 2006, op. cit.

⁶¹ On peut se demander si cette volonté de contrôle à partir du gouvernement national n'a pas eu des répercussions sur le refus des leaders du clan de Noeli de laisser son statut de membre de la COICA au profit de l'organisation régionale ORPIA. Cela signifierait un renforcement du contrôle de ORPIA et une perte d'autorité de la part des leaders nationaux. Mais Nicia Maldonado prônait ce transfert, sur le même modèle que plusieurs autres membres de la COICA, qui sont des organisations régionales d'Amazonie et non les organisations nationales (AIDSESP, COIAB, OPIAC). Dans ce cas, l'action gouvernementale irait à l'encontre d'une décentralisation prônée dans l'idéologie bolivarienne.

⁶² < <http://www.asambleanacional.gov.ve/ns2/partidos.asp?codp=4> >.

⁶³ < <http://www.conive.org/> >.

⁶⁴ < <http://www.aporrea.org/dameverbo.php?docid=78948> >.

générale du CONIVE, est venu soutenir le président Chavez dans son objectif d'une réélection avec 10 millions de votes⁶⁵.

Cette double interface du mouvement semble refléter le populisme de Chavez. D'un côté, une élite fonctionnaire est intégrée dans les rangs du gouvernement Chavez et s'assure de combler les lacunes législatives en matière indigène, au niveau de la Commission des peuples indigènes. De l'autre, Nicia Maldonado entretient des liens forts mais peu institutionnalisés avec les groupes de base, et se montre capable d'organiser de grandes manifestations de masse pour soutenir le leader charismatique Chavez.

Le mouvement indigène pourrait en ce sens se définir davantage comme une courroie de transmission du chavisme qu'un véritable mouvement social. Le discours de l'élite indigène se nourrit de la rhétorique bolivarienne pour légitimer son pouvoir, sa production législative, sa présence au gouvernement, et ses actions de mobilisation. Jouant sur deux types de relation, l'élite indigène développe de fait une stratégie politique apparentée au chavisme.

⁶⁵ Chavez fut effectivement réélu le 3 décembre 2006, avec un peu plus de 7 millions de votes.

Tableau 3.2 : Le mouvement indigène: une courroie de transmission du chavisme?

	Chavisme	Mouvement indigène
Adversaire	Impérialisme américain	Ennemi étranger
Soutien des masses	Démonstrations de masse	Marches, Congrès
Relations avec les masses (voir tableau suivant)	3 types	2 types
Charisma	Rhétorique d'identification	

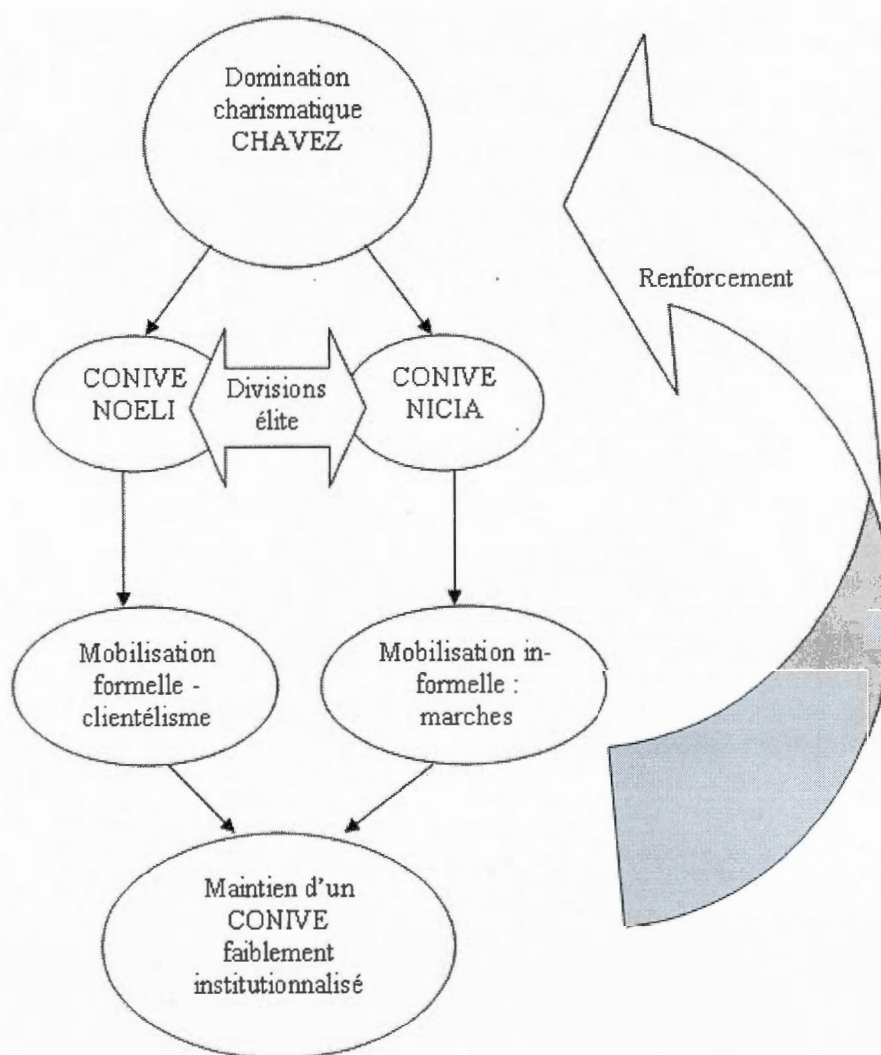
Source : tableau inspiré de Weyland, 2001 : 13.

Tableau 3.3 : La division de l'élite indigène : deux modalités de populisme entre le clan de Noeli Pocaterra et celui de Nicia Maldonado?

Individual Person	Populism	Indigène	Chavez	Fluid and Unorganized
Informal Grouping	Clientelism	Ensemble des communautés indigènes	Clan Nicia Maldonado	Firm Informal Ties
Formal Organization	Party Government	Direction nationale du mouvement	Clan Noeli Pocaterra	Stable Organizational Links

Source: tableau inspiré de Weyland, 2001 :13.

Figure 3.2: Deux structures parallèles du CONIVE :
la division de l'élite indigène au service du renforcement du populisme?



Suivant la figure 3.2, nous pouvons constater que la division au sein de l'élite indigène renforce de fait la légitimation du pouvoir charismatique de Chavez. Si cette division au sein de l'élite peut relever en partie d'une stratégie politique surdéterminante, nous ne disposons pas, dans cette présente recherche, des éléments suffisants pour cerner toutes les composantes participant à cette division. Ces remarques sur la stratégie politique mise en oeuvre par l'élite indigène restent au stade d'hypothèses et nécessiteraient une documentation plus approfondie sur les relations au sein des deux camps de l'élite indigène.

Ce troisième chapitre a mis en relation l'intégration politique du mouvement indigène et les finalités du pouvoir bolivarien. Nous avons cherché à analyser les ressorts politiques de ce processus d'intégration. Suivant notre démarche analytique, l'intégration du mouvement indigène dans la nouvelle République bolivarienne se positionne comme le résultat d'une stratégie politique de légitimation de l'idéologie bolivarienne et vient par là-même renforcer le pouvoir chaviste et renouveler la domination charismatique de son chef. Si la portée de cette intégration est importante en termes d'idéal politique, qu'en est-il des politiques mises en oeuvre par le nouveau régime pour prolonger socialement cette intégration? Il nous faut distinguer le politique comme idéal incarné dans la doctrine bolivarienne de la politique chaviste comprise comme mise en pratique (Rémond, 1974 : 13). H. Arendt sépare, en ce sens, les « fins » qui orientent, du « but » qui marque l'accomplissement de l'action (Arendt, 1995 : 177). C'est justement cette distinction qui nous permet d'appréhender le décalage observable, aujourd'hui, entre l'idéal de l'intégration indigène tel qu'il est prôné par l'idéologie bolivarienne, et les obstacles auxquels se heurte son application. Dans cette perspective, le quatrième et dernier chapitre a pour objectif de rendre compte des limites de l'intégration politique du mouvement indigène en exposant les incohérences et les difficultés rencontrées dans sa mise en oeuvre.

QUATRIÈME CHAPITRE

LES DÉFIS D'UNE INTÉGRATION RÉUSSIE

*En Amérique latine, pour que cette nation
pluriethnique et multiculturelle rêvée dans les nouvelles constitutions
devienne une réalité, il faudra beaucoup de mémoire et beaucoup d'oubli.*
C. Gros

*With great breakthroughs, there are
new things said. We must treasure them and emulate them. But if we do not use
them to organize new ways of putting our lives together our greatest
breakthroughs can easily be erased.*
Ray McDermott

Après avoir mis en évidence les variables permettant de comprendre le processus d'intégration politique du mouvement indigène dans la mise en place du régime bolivarien, il apparaît nécessaire d'envisager quelques pistes de réflexion pour évaluer l'impact de cette intégration. Suivant notre réflexion sur l'intégration, la portée d'un tel processus se mesure également à l'aune des réalisations concrètes et de l'*effectivité* des politiques menées. Dans quelle mesure les nouveaux droits reconnus sont-ils appliqués? Le processus d'intégration touche-t-il l'ensemble des Indigènes ou se réduit-il à la reconnaissance réelle (par opposition à légale) d'une minorité de leaders indigènes? Au-delà du constat d'une prise en compte juridique et idéologique des droits indigènes, une intégration achevée doit mener à un changement perceptible dans les communautés indigènes. Et c'est à cet endroit que les failles du processus se révèlent. Dans cette optique, notre étude cherche à questionner la nature des politiques mises en place, en regard des principes politiques prônées. « Does policy

determine politics? »¹. Les pratiques politiques concordent-elles avec les valeurs du discours politique? En effet, ce processus d'intégration ne se fait pas sans critique de la part des Indigènes :

« Beaucoup d'Indigènes sont insatisfaits de leurs trois représentants à l'Assemblée Nationale et pensent que ces derniers sont trop passifs et qu'ils oublient de résoudre les problèmes des différents ethnies qui les ont désignés. »² (Clarac : 2001, 369)

C'est l'objet de ce quatrième et dernier chapitre que d'exposer les obstacles rencontrés dans la mise en place du processus d'intégration, ainsi que les défis auxquels doivent faire face tant le mouvement indigène que le pouvoir politique. Dans la limitation de cette intégration, notre recherche fait la distinction entre des facteurs conjoncturels, davantage liés au contexte d'implantation de la politique bolivarienne, et des éléments structurels issus de pratiques anciennes, propres à la société vénézuélienne.

4.1 Le régime bolivarien ou le jeu politique des incohérences

4.1.1 Les limites du processus bolivarien d'intégration politique

Comme nous l'avons exposé dans le troisième chapitre, l'idéologie bolivarienne asseoit une grande partie de sa légitimité sur la reconnaissance des droits indigènes. Elle doit en conséquence assurer la mise en oeuvre de ces droits. Néanmoins, le nouveau système juridique bolivarien n'est pas exempt de contradictions. Plusieurs éléments contribuent à entraver une intégration effective. Aux imprécisions juridiques, s'ajoutent des incohérences dans le choix des politiques menées.

4.1.1.a Sur le plan juridique

En ce qui concerne les flous juridiques, l'une des difficultés légales majeures est l'affirmation conjointe du droit à la propriété collective et du droit à la propriété privée dans la

¹ Dans la lignée de la réflexion sur la politique publique, Lasswell (1970) relève trois questions principales:

1- Who gets what, when and how? 2- Does content matter? 3- Does policy determine politics?

(cité par Bourdon, dictionnaire, op. cit. : 179).

² [Ma trad.]. « Muchos indígenas están descontentos con sus tres representantes en la Asamblea Nacional, y piensan que son demasiado pasivos y « se olvidan de resolver los problemas de las distintas etnias que los han nombrado ». »

Constitution bolivarienne. La notion de territoire ancestral confère une dimension historique à la reconnaissance des droits indigènes, ce qui la rend difficilement compatible avec le concept de propriété individuelle posée conjointement comme droit absolu.

L'opposition entre des lois d'accès à la terre fondées sur la liberté issue du droit positif et les règles indiennes complexes issues de la tradition (parenté, affinités sociales) est certaine. (Charier, 2000 : 47)

Il existe une réelle difficulté de compatibilité entre ces deux droits à l'heure du processus de démarcation des terres. Considérant qu'en 1992, 73% des populations indigènes ne possédaient encore aucun titre de propriété sur les terres qu'elles occupaient (Charier, 2000 : 48), l'affirmation conjointe de ces droits est susceptible de créer de nouveaux conflits sur des territoires convoités par les *Criollos*.

Par ailleurs, des imprécisions juridiques peuvent ouvrir la voie à des interprétations contredisant la reconnaissance de ces mêmes droits indigènes. L'article 120, s'il stipule la nécessaire consultation des communautés indigènes pour tout projet d'exploitation des ressources naturelles sur les territoires indigènes, n'envisage pas les dispositions légales en cas d'opposition : le projet est-il rendu caduc en cas d'un refus de la part des communautés indigènes? (Charier, 2000 : 48)

La rapidité du processus de la Constituante n'est sans doute pas sans lien avec les incohérences juridiques (Giordani, 2002 : 69). L'improvisation inhérente à ce nouveau processus dans un pays où les institutions restent fragiles, accentue d'autant les incertitudes quant à l'application effective des droits indigènes. Dans le cadre législatif, des manques sont dénoncés par les organismes de droits humains : la Loi Organique spécifiquement dédiée aux peuples indigènes (LOPCI), ne protège pas l'utilisation des ressources naturelles pour les activités traditionnelles (IWGIA, 2006).

Les nombreux conflits territoriaux en cours prouvent que la bataille juridique ne suffit pas. Les défis de conciliation au niveau légal de principes contradictoires refont surface au moment de la mise en oeuvre des politiques publiques. La latitude d'interprétation des textes

juridiques apaise difficilement les conflits territoriaux entre communautés indigènes et *Criollos*. Les polémiques qui ont émergé durant l'ANC se répètent dans les politiques de démarcation des terres indigènes. La bataille entre certains milieux économiques et les députés indigènes réapparaît à l'heure des grands projets d'exploitation sur les territoires indigènes. Le droit à la terre reste le point le plus litigieux de l'intégration effective, source d'intérêts divergents entre les communautés indigènes et les politiques d'État.

4.1.1.b Des politiques économiques aux intérêts divergents

En dépit des nouveaux droits indigènes reconnus, plusieurs communautés indigènes se trouvent, de fait, victimes de l'exploitation des ressources naturelles sur leurs territoires.

Les contradictions restent entières quand la politique de l'État bolivarien, en même temps qu'elle reconnaît des droits indigènes, fait la promotion de plans *développementalistes* sur les territoires occupés par les communautés indigènes. Il existe une incompatibilité entre la reconnaissance du droit indigène sur des territoires convoités par l'État pour ses ressources et sa valeur productive :

« En ce qui concerne la politique actuelle de l'État, on observe un grand intérêt pour rendre aux Indigènes leurs droits jusqu'à aujourd'hui toujours niés, mais il y a aussi les engagements pris avec la signature de conventions et la nécessité de favoriser les investissements de l'étranger, de sorte que les contradictions sont très grandes, semblent parfois insurmontables, et ceux qui travaillent pour un véritable changement d'attitudes et de structures restent une minorité. »³ (Clarac, 2001: 366)

Plusieurs cas de violation des droits constitutionnels indigènes sont manifestes. Les situations sont critiques sur certains territoires, comme dans les régions de la Sierra de Pájira où l'exploitation du charbon entrave les droits des peuples Bari et Yukpa (Charier, 2000: 48).

³ [Ma trad.] « En cuanto a la política del Estado en la actualidad, se observa un gran interés para devolver a los indígenas sus derechos siempre denegados hasta hoy, pero hay también las ataduras de convenios ya firmados y la necesidad de hacer ingresar inversiones del extranjero, de modo que las contradicciones son muy grandes, parecen a veces insalvables, y los pocos que trabajan en el sentido de un verdadero cambio de actitudes y de estructuras son tan pocos. »

Les contestations donnent lieu à de multiples manifestations jusque dans la capitale de Caracas.

Dans le sud du pays, la construction d'une ligne électrique vers le Brésil s'est faite contre l'accord des peuples de la *Gran Sabana*, tout comme, dans l'État du Zulia, à l'ouest du pays, l'extraction pétrolière a été engagée au détriment d'un développement écologique et de la préservation des cultures indigènes.

Les rapports annuels IWGIA recensent tous les conflits touchant les populations indigènes et présentent clairement les contradictions entre les intérêts économiques et les droits constitutionnels.

« The economic interests of national and international businesses and the aspirations of the Venezuelan people to establish a truly inclusive, participatory and consequential democracy system are currently in conflict. » (IWGIA, 2003)

Dans le choix des politiques, les intérêts des puissants groupes économiques priment le plus souvent, au détriment de la protection des droits indigènes.

4.1.1.c Des politiques sociales non adaptées

Les Indigènes, en tant que couche de la population particulièrement frappée par la pauvreté, bénéficient en premier lieu des programmes sociaux mis en place par le nouveau régime. Les « Missions boliviariennes » visent à combler les besoins de base de la population mais se révèlent souvent inadaptées aux réalités des communautés indigènes. Les résultats varient selon le type de Mission. C'est dans le domaine de la santé, conduit par la mission Barrio Adentro, que la violation des droits indigènes est la plus critique (IWGIA, 2006). Les carences touchent principalement les Yanomamis de l'Amazonie. Dans cette région reculée, les dispensaires, les médicaments et le personnel font cruellement défaut. Le taux de mortalité infantile dépasse les 50%. La Mission Mercal, chargée de la distribution alimentaire à moindre coût, cause des effets pervers pour les communautés indigènes : un affaiblissement des cultures traditionnelles, des obstacles au développement endogène des

communautés, une perte des pratiques culturelles en matière de modes de vie (IWGIA, 2006). Les *Mercal* viennent contrecarrer la dynamique collective et culturelle des communautés indigènes en introduisant des rapports marchands là où ils n'existaient pas.

Qu'est-ce que c'est que ça un *mercal* chez les Indiens? Bon, si on est dans une période de pénurie extrême, d'urgence, d'inondation, l'aide, elle est nécessaire, ça c'est une chose. Mais mettre un *mercal* à la Esmeralda pour que ceux qui ont un salaire aillent y acheter et les autres regarder. (...) Alors on crée des tas de désirs et d'inégalités, de sorte que l'Indien préfère vendre son tapis bara, n'importe quoi, un animal de chasse à un créole ou à un Indien qui a de l'argent pour pouvoir acheter des pâtes dans un *mercal*. (Mattei Mulher, entrevue, 2006)⁴

En ce qui concerne l'éducation, l'école bolivarienne doit s'adapter à la réalité indigène et combler les manques inhérents aux politiques passées de déculturation des peuples indigènes. Le manque de manuels bilingues, l'absence de personnel compétent, la faible qualité de la scolarité sont autant de défis auxquels doivent face les politiques publiques.

Même la Mission Guaicaipuro, spécifiquement dédiée aux besoins des Indigènes, révèle des incohérences et des dysfonctionnements. Ce ne sont pas nécessairement les personnes les plus compétentes en matière indigène qui sont choisies. Pire, il arrive même que le personnel n'ait aucune connaissance du monde indigène, comme le déplore un des Indigènes que nous avons interviewés⁵, qui souligne la faible compétence de la direction de la Mission Guaicaipuro³⁹. La présence de militaires peut également surprendre, comme par exemple, le Colonel Gonzalo Millán Moreno, secrétaire exécutif de cette Mission. La linguiste Marie-Claude Mattei Mulher met en cause également l'intégration aléatoire et incohérente de personnes inadaptées pour mettre en oeuvre les politiques appropriées : « Le danger, il est vraiment au niveau des décisions, de la partie opérationnelle » (entrevue, 2006). Lors de notre observation, nous avons eu l'occasion d'expérimenter cette part d'incohérence. À notre

⁴ Entrevue avec Marie-Claude Mattei Mulher, 2006. Ce jugement a néanmoins été entendu par les représentants de l'Assemblée Nationale, ce qui montre le souci de consulter des experts de la part des pouvoirs publics.

⁵ Nous conservons l'anonymat de cet Indigène. Au moment de l'entrevue, en mars 2006, la Mission Guaicaipuro était en pleine restructuration et changeait de ministère, passant de celui de l'environnement à celui de la participation populaire et développement social (MINPADES).

visite, une nouvelle personne venait d'atterrir dans la Mission, méconnaissant totalement les réalités indigènes.

Face à une réalité indigène encore largement méconnue, les politiques publiques expérimentent des difficultés d'adaptation manifestes. (IWGIA, 2006) Les incohérences du système juridique et politique représentent autant d'obstacles pour une intégration effective. Les failles dans le système politique bolivarien s'accompagnent de défis pour les Indigènes eux-mêmes.

4.1.2 Les défis pour les leaders indigènes

Le mouvement indigène, en même temps qu'il bénéficie d'un accès historique au pouvoir, doit surmonter de nouveaux défis pour asseoir sa légitimité tant sociale, au niveau de sa base, que politique, dans un compromis renouvelé.

L'institutionnalisation du mouvement indigène peut menacer son pouvoir de mobilisation, à l'heure des revendications et des luttes pour le respect et l'application des nouveaux droits conquis. La perte d'autonomie du mouvement indigène par rapport au pouvoir chaviste signifierait la perte d'un rôle contestataire salutaire face au pouvoir politique. La politisation du CONIVE, devenu groupe d'opinion, tend à éloigner la nouvelle élite indigène de sa base ; la conquête du pouvoir et les nouveaux postes alloués aux Indigènes stimulent les conflits entre Indigènes, depuis les hautes instances jusque dans les communautés. Le double Congrès du CONIVE de mars 2006 a contribué à créer des tensions au sein des organisations de base, dont les membres se divisaient pour aller assister à l'un ou à l'autre Congrès. Certains membres de l'association ASEINLUZ se sont retrouvés au Parque Central tandis que d'autres sont allés soutenir le Congrès de Nicia. Les tentatives de récupération et d'instrumentalisation politique de la cause indigène à des buts uniquement carriéristes ou de quête du pouvoir pour les leaders indigènes peuvent se multiplier. La nouvelle classe politique indigène, désormais sujet politique à part entière, n'est pas à l'abri des dérives. Néanmoins, la députée Nicia Maldonado se défend face à des tels scénarios: « No podemos permitir que nosotros seamos colonizadores de nuestros propios pueblos ». (Nicia Maldonado, entrevue, 2006).

Par ailleurs, les Indigènes intégrés au système politique de l'État entrent souvent en conflit avec les communautés dans lesquelles les jeux de pouvoir et le fonctionnement sont différents. Les représentants privilégiés par les pouvoirs publics ne s'entendent pas toujours avec les chefs traditionnels, surtout si ces derniers ne connaissent pas l'espagnol. Les nouveaux postes de responsabilité créent des rivalités à tous les niveaux de représentation et le mouvement indigène peut pâtir de cette fragmentation. L'anthropologue Esteban Emilio Mosonyi, spécialiste de la question indigène, évoque l'émergence d'une typologie de la situation indigène:

Certains dirigeants indigènes sont trop « officialistes », d'autres sont bureaucratisés, d'autres encore vivent complètement déconnectés de leurs communautés, tandis que d'autres, enfin, luttent vraiment pour leur communauté (entrevue, mars 2006)⁶.

L'indigence des Indigènes représente un problème social aigu à l'heure actuelle. Après les espoirs suscités par la nouvelle Constitution de 1999, la permanence des inégalités incite nombre de groupes indigènes à migrer vers les villes. Les migrations ne sont pas nécessairement synonymes d'intégration réussie. La variété des cas recoupe la diversité des peuples indigènes en la matière. Les peuples Wayuu, Pemon et Yekuana s'incorporent plus facilement à la vie urbaine criolla que les Yu'pa, les Panare ou les Warao qui se retrouvent souvent dans des situations critiques à la ville (Clarac, 2001 : 367). Face à une mendicité croissante, la Mission Guaicaipuro a pour mandat de mettre en oeuvre des stratégies de résolution⁷.

Face aux espoirs immenses suscités par l'intégration de droits indigènes dans la Constitution, la frustration est grande quand ces droits ne se trouvent pas mis en pratique. Il incombe, tant au gouvernement qu'aux organisations indigènes, de combler les manques et de rectifier les failles des politiques boliviennes, dans une perspective de co-responsabilité. Pour rendre effectif les droits conquis, les responsables indigènes sont conscients de l'importance de leur rôle:

⁶ [Ma trad.]

⁷ Information issue de ma visite aux bureaux de la Mission Guaicaipuro.

« We have the government's political goodwill, and we ourselves must actively contribute to putting the proposed policies into practice. » (Díaz Mirabel, IWGIA, 2003: 127)⁸

L'une des priorités du mouvement est la formation d'un leadership indigène :

« Now we have our rights recognized but we do not have sufficient trained leaders to take forward the process of planning and negotiating that will enable the government to make the policies proposed more effective. » (IWGIA, 2003: 127)

Les associations indigènes dans les universités sont déjà des écoles en la matière; l'« Asociación de los Indígenas de la Universidad de Zulia » (ASEINLUZ), par exemple, a formé de nombreux leaders indigènes, dont la députée Noehli Pocater. Par ailleurs, l'État bolivarien fait preuve de volontarisme en accordant un quota de bourses d'études pour les Indigènes et en multipliant les alliances avec d'autres universités nationales et étrangères (IWGIA, 2006). Un projet d'université indigène est aussi en cours dans l'État d'Esmeraldas, avec une formation spécifiquement adaptée à la réalité indigène, en termes de connaissances traditionnelles (Mattei Mulher, entrevue, 2006).

Dans une atmosphère politique électrique et une société bipolarisée à l'extrême, l'opposition au pouvoir bolivarien représente désormais une menace sur les droits indigènes conquis. La conjoncture politique se caractérise par la menace permanente d'une déstabilisation par les forces d'opposition. Des moments de crise, comme le coup d'État avorté du 11 avril 2002, ou le référendum révocatoire de 2003, sont autant de dangers pour les acquis du mouvement indigène; à cette occasion, les leaders indigènes n'ont pas été épargnés par les menaces.

⁸ La leader Nicia Maldonado se situe dans cette même perspective: « Estamos avanzado en término jurídico, ahora lo que falta es lo otro, llevarlo acá, llavarlo a hechos reales, pero eso depende también mucho de los indígenas que tomemos conciencia, que ahora ya no estemos atrás del, digamos, del mostrador, pero que ya estamos parte, entonces eso también nos corresponde a nosotros. » (Nicia Maldonado, entrevue, op. cit)

4.2 Aux origines d'une mise en oeuvre difficile : entre héritage politique et populisme chaviste

4.2.1 Des obstacles structurels

4.2.1.a Des habitudes politiques de corruption

Même si les partis politiques AD et COPEI ont été discrédités sur le plan national, les manœuvres clientélistes locales continuent à représenter une menace pour l'unité et la crédibilité du mouvement indigène. Les tentatives de cooptation des Indigènes sont un trait marquant des pratiques politiques du pays. Lors de la création du CONIVE, le parti AD a voulu regrouper les Indigènes dans de nouvelles structures, comme la Confédération indigène du Venezuela, sur la base d'une fédération paysanne (Van Cott, 2003 : 52). Le CONIVE s'est finalement affirmé comme entité indépendante, cherchant à se démarquer des partis traditionnels (AD et COPEI) Mais les pratiques de corruption des Indigènes restent fréquentes (Maldonado, entrevue, 2006). Certaines organisations indigènes restent affiliés à AD ou d'autres partis⁹.

Tous n'ont pas la même relation au *Criollo* et certains se laissent plus facilement soudoyer et tromper par la confusion, tels les Indigènes de Mérida. Les manœuvres politiques locales de corruption sont monnaie courante : des partis politiques « achètent » les Indigènes :

« Les Indigènes de Mérida (...) se laissent intimider par des politiciens locaux corrompus, qui appartiennent à des partis vaincus sur le plan national mais qui conservent encore un pouvoir local dans certains cas. »¹⁰ (Clarac : 2001, 368)

Ces différences d'attitude face à la corruption ont des racines historiques. Le décret de 1885 a eu de nombreuses répercussions sur les peuples qui ne pouvaient pas jouir d'une

⁹ Récemment, les organisations indigènes indépendantes soutiennent plutôt les partis de gauche, Causa R, le MAS, ou PPT (Van Cott, 2003 : 66, note 5), plus à gauche que le MVR de Chavez.

¹⁰ [Ma trad.]. « Los indígenas de Mérida (...) se dejan intimidar por políticos locales corruptos, que pertenecen a partidos derrotados a nivel nacional pero que detienen todavía un poder local en algunos casos. »

reconnaissance légale, (seuls les Indigènes de trois territoires, Amazonas, Alto Orinoco et la Guajira, ont eu accès au titre d'« Indigènes ») : ils n'ont pas acquis la même culture de négociation ni de lutte territoriale que leurs *hermanos wayuus* par exemple.

Face aux tentatives de cooptation et d'instrumentalisation, l'hétérogénéité propre au mouvement indigène vénézuélien peut lui servir d'atout (Giordani, 2002 : 88) car la diversité des comportements préserve l'indépendance de la majorité. Les leaders indigènes veulent désormais être leurs propres représentants et avoir directement accès au pouvoir. Les expériences passées de manipulation restent vives. Si la présence des Indigènes au pouvoir rend caduque la cooptation, elle n'en efface par pour autant les pratiques de corruption dont les Indigènes ne sont pas à l'abri.¹¹ Néanmoins, une corruption renouvelée ne peut que discréditer les représentants indigènes et desservir à terme la cause indigène.

4.2.1.b L'héritage des mentalités

Les mentalités jouent ici leur rôle de baromètre de l'intégration sociétale des Indigènes. Dans la classe moyenne aisée, il est commun de désigner sous le nom d'« Indio » quelqu'un de sale. Les préjugés négatifs persistent dans l'inconscient collectif. Même si la fierté ethnique refait progressivement surface pour se substituer à l'ancien sentiment d'humiliation dans la conscience collective indigène, les habitudes de dépréciation de l'Indigène sont encore prégnantes chez les *Criollos*.

4.2.2 Une idéologie populiste

Les « ratés » dans la mise en oeuvre des droits indigènes ne sont pas déconnectés du populisme inhérent à la doctrine bolivarienne¹². Là encore, c'est l'idéologie bolivarienne qui donne les clés de compréhension des limites propres au processus d'implantation de l'intégration.

¹¹ Certains leaders indigènes sont soupçonnés. Il y a des allégations mutuelles de corruption. Des sources confidentielles sont en possession de l'auteur.

¹² Et plus largement aux politiques latinoaméricaines.

Si le populisme de Chavez vient à court-circuiter « les instances de représentation et de médiation politique, vues comme obsolètes ou inefficaces, au nom de l'intérêt national et du bien commun » (Armony, 2002: 52), le respect des minorités s'en trouvera affecté. Le mouvement indigène n'est donc pas à l'abri de dérives politiques et se doit de rester vigilant pour préserver ses gains de représentativité.

Le style populiste de Chavez n'est pas nécessairement néfaste. En tant que « forme particulière de corporatisme qui s'appuie sur un leadership charismatique et une rhétorique nationaliste » (Armony, 2002: 51), le populisme peut servir la construction du sentiment national autour du projet de République bolivarienne. Le populisme peut être « une voie d'accès symbolique, sinon matérielle, à la sphère publique » et « véhiculer (...) un projet pleinement moderne, soit l'affirmation de la souveraineté populaire devant un système qui marginalise de façon structurelle la majorité de la population » (Armony, 2002: 52).

L'identification avec le régime bolivarien peut être salutaire pour la consolidation de l'intégration politique des Indigènes, l'implantation de la République et le renforcement d'institutions démocratiques encore fragiles. Servir la cause indigène passe déjà par l'acceptation du bolivarianisme et risque d'en être inséparable dans l'avenir.

Par les droits reconnus et l'investiture de leaders indigènes en politique, il est possible d'affirmer que le populisme ne se restreint pas à un simple « accès imaginaire des gens ordinaires aux aires de citoyenneté politique en interpellant leur subjectivité, leurs croyances et leur identité » (Armony, 2002: 77). Néanmoins, les politiques de mise en oeuvre doivent trouver des échos dans les vies des communautés indigènes pour assurer le renouvellement du soutien des peuples indigènes au processus bolivarien et à leurs leaders.

Les contradictions entre la reconnaissance des droits et l'implantation de ces mêmes droits est manifeste et peut à terme menacer la crédibilité tout à la fois du mouvement indigène et du régime bolivarien. C'est finalement dans un jeu subtil entre les mesures positives et la gestion des conflits sur le terrain que le pouvoir en place doit parvenir à renouveler sa légitimité. L'avenir du régime bolivarien est aussi celui de la consolidation de l'État vénézuélien.

Ce quatrième et dernier chapitre nous a permis de nuancer les réussites de l'intégration politique du mouvement indigène. Ces limites à la portée effective de l'intégration ne discréditent pas pour autant son processus; elles viennent au contraire rendre la complexité d'un phénomène caractérisé par une corrélation politique entre projet indigène et projet bolivarien.

CONCLUSION

L'analyse du processus d'intégration des peuples indigènes dans le régime bolivarien nous a permis de cerner sa dimension stratégique fondamentale. Le rôle surdéterminant de l'idéologie bolivarienne confère à cette intégration un caractère populiste, en lien avec la stratégie politique du pouvoir chaviste. Ce présent mémoire, en exposant les différentes modalités d'intégration des peuples indigènes, nous a conduit à cerner la finalité politique de ce processus dans le but de comprendre la sur-représentation de l'enjeu indigène dans l'agenda politique bolivarien au regard de la faible institutionnalisation du mouvement sur le plan national. La théorie du cadrage, en se concentrant sur les systèmes de représentation qui guident l'action stratégique d'un mouvement, nous a apporté des outils d'analyse utiles pour notre réflexion. Notre conclusion de recherche est que cette intégration est le résultat d'une double légitimation. D'une part, la nouvelle place accordée aux questions indigènes dans le régime bolivarien sert à légitimer l'idéologie bolivarienne. D'autre part, elle vient légitimer le pouvoir d'une élite indigène et son ascendant sur la construction d'un mouvement indigène. Ce processus de légitimation se construit sur une stratégie populiste propre au chavisme. Plus qu'à un mouvement social, fort d'un héritage de contestation et de mobilisation, le mouvement indigène s'apparenterait davantage, à l'heure actuelle, à une courroie de transmission du mouvement chaviste. La présence de conflits internes et le maintien d'une faible institutionnalisation sont autant d'obstacles à sa consolidation, en même temps qu'ils favorisent de fait le renouvellement de la domination charismatique du président Chavez. Les stratégies politiques mises en oeuvre par les leaders indigènes sont comparables à celles du chavisme. Si des espaces politiques ont été conquis, cela reste au profit d'individus isolés. Néanmoins, le caractère populiste de cette intégration n'empêche pas les leaders indigènes de fournir un travail législatif considérable en matière de droits indigènes, le Venezuela

devenant à son tour un modèle pour ses voisins¹, ni de construire socialement le mouvement, à partir des grandes mobilisations de masse en faveur de Chavez. La dépendance des leaders indigènes vis-à-vis du pouvoir chaviste le rend toutefois fragile et vulnérable.

La portée de l'intégration constitutionnelle et institutionnelle des droits indigènes doit se mesurer à l'aune de la mise en oeuvre des politiques publiques. Les difficultés rencontrées lors de l'implantation de la nouvelle législation en matière indigène reflètent les contradictions inhérentes au processus bolivarien, prônant tout à la fois propriété individuelle et propriété collective, et révèlent les ambiguïtés de la politique chaviste à l'encontre des peuples indigènes. Au vu de la persistance des conflits, l'implantation des droits dépend non seulement de la nature du gouvernement, de son intentionnalité stratégique, mais aussi des structures sociétales et des mentalités. À l'image des débats lors de la Constituante, le consensus est loin d'être atteint entre *Criollos* et Indigènes quand les intérêts s'opposent. Si l'intégration est effective au niveau juridique et institutionnel, elle reste à construire au niveau social. La réalité d'un changement effectif des conditions de vie pour les peuples indigènes constitue la condition principale de la réussite de cette intégration. Et les obstacles rencontrés sont autant de défis, tant pour le pouvoir bolivarien, dans son processus de relégitimation, que pour l'élite indigène, dans le renouvellement de son leadership. La concrétisation de l'application des droits est en partie garante du renouvellement de la popularité du bolivarianisme pour l'avenir. Le succès de l'intégration politique du mouvement indigène est important pour une légitimité renouvelée du pouvoir bolivarien. Par ailleurs, si le terreau de la Révolution bolivarienne représente un levier sans précédent pour l'intégration des indigènes dans les organes du pouvoir, une trop grande identification avec le processus idéologique bolivarien pourrait constituer une source de discrédit pour l'élite indigène, si le nouvel ordre politique venait à être renversé. En cas d'échec, le risque serait qu'il entraîne avec lui la cause indigène. La politisation de l'élite indigène est donc à double tranchant : d'une part, elle bénéficie du soutien de Chavez pour accroître la visibilité de la réalité des peuples indigènes dans le pays; d'autre part, elle met en danger son autonomie, pourtant salutaire en cas d'instrumentalisation politique excessive. À l'heure actuelle, la

¹ Freddy J. Guillermo T., entrevue. « Eso por primera vez se ve en historia de este país, representantes electos de PI aquí. Eso fue una base que mas o menos también, vamos decir, que escundio a otros países con poblacion indigena, México, Bolivia, Colombia, casi todos vinieron a ver este proceso de cerca ».

cause indigène s'identifie au chavisme. Néanmoins, il semble possible que cette intégration ait, à terme, un impact positif sur la construction d'un mouvement indigène comme force sociale. Les processus de mobilisation de masse pour soutenir Chavez représentent des lieux de convergence susceptibles de créer une force de contestation en cas de déception. L'intégration doit se concrétiser car la légitimité des leaders indigènes repose en grande partie sur les communautés de base qui, elles, battent au pouls du changement. Il faudrait néanmoins que le mouvement indigène s'emploie à articuler davantage ses actions à celles des autres mouvements.

Au-delà des perspectives sur l'avènement d'un mouvement social et des difficultés de mise en oeuvre des droits conquis, la nouvelle visibilité politique de la réalité indigène au Venezuela a interpellé les *Criollos* dans leur définition de la société vénézuélienne lors des débats parlementaires de la Constituante. La seule problématique indigène s'en est trouvée dépassée pour atteindre un questionnement bien plus large sur l'identité vénézuélienne et la légitimité du système politique qui en découle. « Ce qui est en jeu, au-delà du sort et de la survie des communautés autochtones et des indigènes eux-mêmes, ce sont les modes d'intégration sociale et d'unité nationale dans le cadre de la mondialisation de l'économie et de la culture occidentale » (Duterme, 2002, §9). Par-delà la promotion de droits spécifiques pour la reconnaissance des peuples indigènes, les revendications du mouvement indigène interpellent les fondements politiques des démocraties latino-américaines en questionnant la nature démocratique des régimes politiques en place. Le discours indigène contribue à renouveler l'importance du débat politique et sert l'approfondissement des démocraties latino-américaines. La lutte des mouvements indigènes joue un rôle non négligeable dans la transition démocratique de régimes politiques encore fragiles au niveau institutionnel. Au Venezuela, ce vecteur potentiel de démocratisation est dépendant d'un « cadre » bolivarien surdéterminant qui a incorporé ces valeurs à son idéologie bolivarienne pour légitimer le nouveau « socialisme indo-vénézuélien du XXIème siècle », face à l'idéologie rivale dominante, le néolibéralisme.

C'est là que peut-être réside la grande force du pouvoir chaviste qui a su incorporer à son idéologie bolivarienne un enjeu aux répercussions continentales. L'intégration indigène, en

même temps qu'elle permet de valider le discours bolivarien de rupture et de refondation nationale, se répercute dans les autres pays latino-américains et sert à légitimer l'idéologie bolivarienne à un niveau supérieur, sur la scène politique continentale. Cette perspective, que nous n'avons pas étudiée dans notre mémoire, pourrait faire l'objet de recherches futures, en particulier dans l'étude de stratégies politiques possibles au niveau des projets d'intégration telles l'Alternative Bolivarienne pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (ALBA) ou la Communauté Sud-Américaine des Nations, (CASA aussi nommée CSN ou CSAN). Par ailleurs, au niveau du mouvement indigène et de ses relations transnationales, il serait pertinent pour des analyses futures de mettre en relation, non pas seulement les interactions entre l'élite indigène et le pouvoir bolivarien, mais également ses liens avec les organismes internationaux. Cette perspective permettrait de mettre lien les divisions du CONIVE à celles de la COICA pour identifier les intérêts sous-jacents à ces ruptures qui ont des répercussions certaines dans les contextes nationaux. De telles analyses pourraient évaluer l'importance de tels enjeux dans l'instrumentalisation et l'affaiblissement du mouvement indigène vénézuélien. Nous avons tenté de montrer l'importance des interactions entre mouvement social, politique domestique et relations internationales mais le manque de données et d'information ne nous a pas permis de pousser plus loin l'analyse de cette jonction qui constitue un élément clé dans une réalité transnationale du mouvement indigène. Notre étude, en se concentrant volontairement sur le mouvement indigène vénézuélien et ses relations avec le pouvoir bolivarien, a surtout cherché à caractériser le processus d'intégration des peuples indigènes dans le régime bolivarien, en exposant ses limites comme ses défis. Le bolivarianisme est l'occasion pour ces « exilés dans leur propre pays » (Galeano, 1971: 70), historiquement confinés dans le non-droit, de s'intégrer au projet de refondation nationale de la société vénézuélienne.

La récente création d'un Ministère des Affaires Indigènes du Venezuela, avec à sa tête Nicia Maldonado, en même temps qu'elle réaffirme l'incorporation de la question indigène au projet bolivarien, reflète l'approfondissement du chavisme qui justifie un renforcement du pouvoir exécutif par la lutte contre la corruption et contre la bureaucratie.

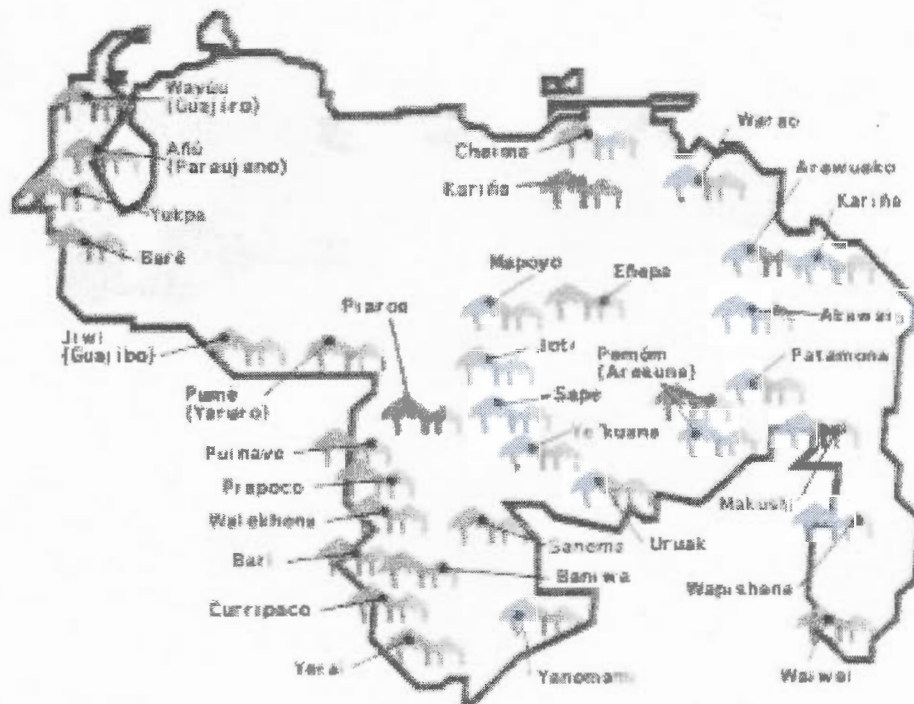
APPENDICE A

Tableau A.1 : Indigenous Constitutional Rights in the Andes (Tiré de Van Cott, 2003).

	Bolivia ¹ 1994	Columbia 1991	Ecuador 1998	Peru 1993	Venezuela 1999
Percentage of population indigenous ²	71	2.7	43	47	1.5
Customary Law protected?	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
Collective Land Rights?	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
Indigenous Languages official?	No	In indigenous zones	In indigenous zones	In indigenous zones	Yes
Bilingual Education?	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
Reserved Political Participation?	No	2 senators	No	No	3 senators seats in states and local assemblies with indigenous populations
^a Unlike the other four countries, Bolivia had no constituent assembly. The Constitution was revised by the president and approved by the congress in 1994. ^b Figures for Bolivia, Ecuador and Peru are from the website of the International Labor Organization, www.oit.or.cr/mdtsanjo/indig/cuadro.htm . Population data for Colombia are from the 1993 national census. Population data for Venezuela are from CONIVE.					

APPENDICE B

Figure B.1: Répartition linguistique et géographique de la population indigène (Tirée de Mision Guaicaipuro, ministère de communication et d'information, coll. Temas de Hoy)



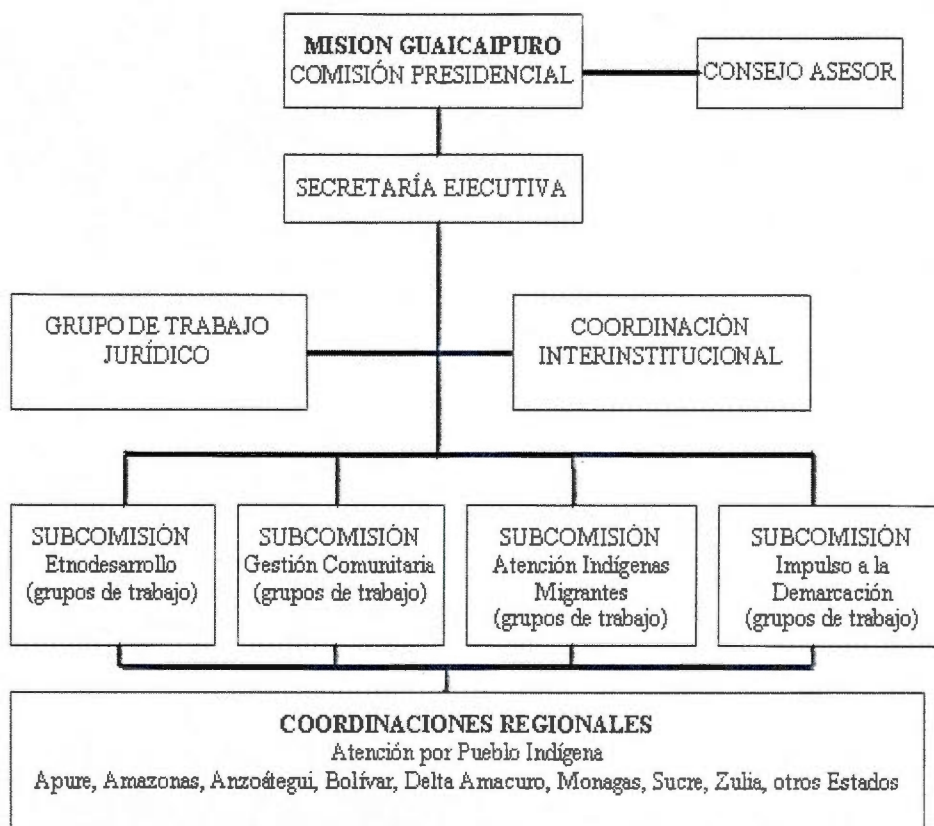
APPENDICE C

Tableau C.1: Population Indigène par entité fédérale (Tiré de la Mission Guaicaipuro, <<http://www.misionguaicaipuro.gov.ve/Censo.asp#estados>>).

Entidad Federal	Población Indígena CENSO 2001	Comunidades Indígenas CENSO 2001	Población Indígena CENSO 2001
Amazonas	59.718	649	
Anzoátegui	14.633	43	
Apure	9.481	147	
Bolívar	50.361	620	
Delta Amacuro	31.088	365	
Monagas	8.735	42	
Sucre	3.814	17	
Zulia	333.058	412	
Aragua			1.830
Barinas			906
Carabobo			2.398
Cojedes			314
Falcón			1.307
Guárico			1.398
Lara			1.389
Mérida			1.677
Miranda			3.851
Nva. Esparta			3.540
Portuguesa			594
Táchira			812
Trujillo			769
Vargas			372
Yaracuy			320
Dep. Federales			5

APPENDICE D

Figure D.1: Structure organisationnelle de la Mission Guacaipuro (Tiré de <http://www.misionguacaipuro.gov.ve/quienes.asp#organigrama>)



APPENDICE E

Principaux textes internationaux concernant les droits des peuples indigènes

Le **Projet de Déclaration sur les Droits des peuples indigènes**¹, approuvé par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies le 29 juin 2006 à Genève, mais devant encore être adopté par l'Assemblée Générale pour rentrer en vigueur, reste, à ce jour, la déclaration la plus élaborée en matière de droits des peuples indigènes. Elle établit les droits collectifs mieux que tout autre document dans le Droit International des droits humains. Elle reconnaît, entre autres, les droits des peuples indigènes à la protection de leur propriété et de leur identité culturelles aussi bien que les droits à l'éducation, à l'emploi, à la santé, à la religion, à la langue. Elle protège également le droit à l'appropriation collective de la terre. Bien que les Etats ne soient pas juridiquement tenus par la Déclaration, celle-ci pourra exercer une pression morale considérable lorsqu'elle sera adoptée par l'Assemblée Générale. Composé de 45 Articles, le projet de déclaration se divise en neuf parties : - 1 - Droits Fondamentaux ; - 2 - Vie et Sécurité ; - 3 - Culture, Religion et Langue ; - 4 - Éducation, Média et Emploi ; - 5 - Participation et Développement ; - 6 - Terre et Ressources ; - 7 - Auto Gouvernement et droits indigènes ; - 8 - Mise en Application ; - 9 - Règles Minimum.

La **Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948)** est le premier document international qui proclame que tous les êtres humains sont « égaux en droits et en dignité. » (Article 1) Tout le monde a des droits dans la Déclaration, « sans distinction d'aucune sorte tels race, couleur, sexe, langue, religion, opinion politique ou autre, origine nationale ou sociale, propriété, naissance ou autres statuts » (Article 2).

¹ Une déclaration n'a aucune force contraignante légale, sa valeur est purement morale. Pour accéder aux textes, consulter :
< <http://www1.umn.edu/humanrts/edumat/studyguides/Findigenous.html> >.

La Convention sur la Prévention et la Répression de Génocide (1951)

Génocide veut dire un des actes suivants qui commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie un groupe national, ethnique, racial ou religieux : « tuer les membres du groupe ; causer des sérieux dommages corporels ou mentaux aux membres du groupe ; de manière délibérée infliger des conditions de vie calculées sur le groupe pour causer sa destruction physique en tout ou partie ; imposer des mesures voulues pour prévenir la naissance dans le groupe, transférer de force les enfants du groupe vers un autre groupe » (Article 2).

Le Protocole International sur les Droits Civils et Politiques (1966)

expose les grandes lignes des droits civils et politique fondamentaux des individus. Il y a aussi des prévisions sur les droits collectifs. « Dans ces Etats dans lesquels avec les minorités ethniques, religieuses ou linguistiques existent, les personnes appartenant à de telles minorités ne doivent pas être déniées le droit de jouir de leur propre culture, profession et pratiquer leur propre religion ou d'utiliser leur propre langue avec d'autres membres de leur groupe dans la communauté » (Article 27) « tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel. »

Le Protocole International sur les Droits Economiques, Sociaux et Culturels (1966)

décrit les droits fondamentaux des individus sur le plan économique, social et culturel. Il y a aussi des prévisions pour les droits collectifs.

La Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciales (1966)

«Discrimination raciale» y est définie comme «Toute distinction, exclusion, restriction ou préférence basée sur la race, couleur, origine ou origine nationale ou ethnique qui a pour effet d'annuler ou d'altérer la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, sur un pied d'égalité, des droits humains et libertés fondamentales sur les champs politique, économique, social, culturel ou autre de la vie publique» (Article 1).

La Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) (1989)

La Convention de l'O.I.T. sur les peuples indigènes et tribaux a été la première convention

internationale à dresser les besoins spécifiques pour les droits humains des peuples indigènes. La Convention expose les grandes lignes de responsabilités des gouvernements dans la promotion et protection des droits humains des peuples indigènes.

La **Convention sur les Droits de l'enfant** (1990) contient les règlements et suggestions importantes en rapport avec les peuples indigènes sur la non-discrimination des enfants (Article 2), la diffusion de l'information par les mass médias dans les langues minoritaires (Article 17), le droit à l'éducation, y compris l'éducation aux droits humains, à sa propre identité culturelle, langue et valeurs (Article 29). L'article 30 proclame qu'il ne doit pas être dénié aux enfants des minorités ou d'origine indigène le droit à leur propre culture, religion ou langue. (Article 30).

La **Déclaration sur les droits des personnes appartenant aux minorités nationales ou ethniques, religieuses ou linguistiques** (1992) traite de toutes les minorités, ce qui inclut plusieurs peuples indigènes du monde. Elle concerne seulement les droits individuels bien que les droits collectifs peuvent être dérivés de ces droits individuels. La Déclaration traite aussi bien des obligations des Etats envers les minorités que des droits des peuples minoritaires. Les thèmes qui y sont traités incluent l'identité nationale ou ethnique, culturelle, religieuse ou linguistique des minorités (Article 1) ; la liberté d'expression est le développement de culture, association des minorités parmi elles-mêmes ; participation dans la prise des décisions concernant les minorités (Article 2) ; l'exercice des droits de minorités, individuellement et en groupes (Article 3) ; et l'éducation des et sur les minorités (Article 4).

La **Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement et l'Agenda 21** (1992) Ces deux documents sont reliés au Sommet de la Terre tenu en Rio de Janeiro. Dans ces documents, une relation spéciale entre les peuples indigènes et leur terre est reconnue. Les peuples indigènes ont un rôle vital dans l'aménagement de l'environnement et développement à cause de leur connaissance et pratiques traditionnelles. (Déclaration de Rio, Principe 22) Pour faire plein usage de cette connaissance, quelques peuples indigènes peuvent avoir besoin d'un meilleur contrôle de la terre, de l'exploitation de leurs ressources

et de la participation dans le développement des décisions les affectant. (Agenda 21, Chapitre 26-4)

La Convention sur la Diversité Biologique (1992) somme ses signataires à « respecter, préserver et maintenir la connaissance, les innovations et pratiques des communautés indigènes et locales incarnant leurs styles de vie traditionnels importants pour la conservation et l'usage durable de la diversité biologique et promouvoir leur plus large application avec l'aval et l'implication des possesseurs de telle connaissance, innovations et pratiques et encourager le partage équitable des bénéfices provenant de l'utilisation de telle connaissance, innovations et pratiques » (Article 8 (j))

La Déclaration de Vienne et Programme d'action (1993) est la déclaration finale de la Conférence Mondiale sur les Droits Humains tenue en Autriche en 1993. Elle « reconnaît la dignité inhérente et la contribution unique des peuples indigènes [sic] au développement, et pluralité de la société réaffirme avec force l'engagement de la communauté international à leur bien-être économique, social et culturel. » (I.20). De plus la Déclaration demande l'achèvement du Projet de Déclaration sur les Droits des peuples indigènes, le renouvellement et la mise à jour du mandat du groupe de travail sur les populations indigènes et la proclamation de la Décade Internationale des peuples indigènes. (II.28-32)

Le Rapport de la Conférence sur la Population et le Développement (1994)

Le rapport distingue trois objectifs à atteindre : en premier lieu, il faut « tenir compte des perspectives et des besoins des communautés autochtones lors de la conception, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation des programmes en matière de population, de développement et d'environnement qui les touchent » ; ensuite, il faut « faire en sorte que les populations autochtones reçoivent, en matière de population et de développement, des services qui répondent à leur attente sur les plans social, culturel et écologique » ; et enfin il est recommandé d'« agir sur les facteurs économiques et sociaux qui défavorisent les populations autochtones. »² (Paragraphe 6.24). Par ailleurs, il est demandé aux

² < http://www.unfpa.org/upload/lib_pub_file/566_filename_finalreport_icpd_fre.pdf >.

gouvernements de permettre aux Indigènes de gérer leurs terres, et de protéger les ressources naturelles et l'écosystème desquels ils dépendent (Paragraphe 6.27).

La **Déclaration de Durban et Programme d'action** (2001) de Durban a une section spécifique traitant des problèmes des peuples indigènes. Peut-être ce qui en fait le plus important que toutes les recommandations est le fait que la Déclaration est le premier document des Nations Unies qui utilise la phrase « peuples indigènes » plutôt que « peuple indigène ».

L'Organisation des Etats Américains (OEA) et la proposition américaine de Déclaration sur les droits des peuples indigènes. Le Projet de Déclaration donne les grandes lignes sur les droits humains qui sont spécifiques aux peuples indigènes. Les questions couvertes incluent, entre autre, le droit à l'auto-gouvernance, droits indigènes et le droit à l'héritage culturel. Un groupe de travail de l'OÉA est en train de discuter sur cette déclaration.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

LIVRES ET ARTICLES SCIENTIFIQUES

Alvarez, Sonia E., Dagnino, E., et A. Escobar. 1998. *Cultures of Politics, Politics of Cultures: re-visioning latin american social movements*. Westview Press.

Arendt, H. 1995. *Qu'est-ce que la politique?* Paris : Éditions du Seuil.

Armony, V. 2002. «Populisme et néo-populisme en Argentine de Juan Perón à Carlos Menem», *Politiques et sociétés* (Les populismes), vol. 21, no 2, p. 51-78.

Ayala Corao, C. M. 1995. «El Estado Constitucional y Autonomía de los Pueblos Indígenas : Serie Estudios de Derechos Humanos. Instituto Interamericano de Derechos Humanos». En ligne:
<http://www.iidh.ed.cr/comunidades/diversidades/docs/div_docpublicaciones/el%20estado%20constitucional%20y%20autonomia%20de%20los%20pueblos%20indigenas.pdf>.
Consulté le 17 novembre 2006.

Bello, Luis J. « Les droits économiques, sociaux et culturels des peuples autochtones », <<http://www1.umn.edu/humanrts/edumat/IHRIP/frenchcircle/module6.htm#7t>>.
Consulté le 10 novembre 2006.

Brunelle, D. 2003. *Dérive globale*. Montréal : Boréal.

———. 2005. « Le Canada et les Amériques : une politique plombée par la doctrine Monroe ». *La Chronique des Amériques*, no 25 (août). Montréal : Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC), Université du Québec à Montréal (UQÀM). En ligne:
<http://www.er.uqam.ca/nobel/oda/pdf/Chro_0525_Monroe.pdf>.

Brysk, A. 1996. « Turning weakness into strength: the internationalization of indian rights ». *Latin American Perspectives*, 89, vol. 23, no 2, p.38-57.

Brysk, A. et C. Wise. 1997. « Liberalization and ethnic conflict in Latin America ». *Studies in comparative international development*, vol. 32, no 2 (summer), p.76-104.

- Clarac, J. 2001. « Análisis de las actitudes de políticos criollos e indígenas en Venezuela (De los años 60 hasta el 2001) ». *Boletín Antropológico*, año 20, vol. 3, no 53 (sept-déc), p. 335-372.
- Clarac, G. 2003. « Derechos de los pueblos indígenas ». *Boletín Antropológico*, Año 21, no. 59 (sept-déc), p. 253-281.
- Charier, A. 2000. « Les Indiens du Venezuela et la réforme constitutionnelle de 1999 », *Problèmes d'Amérique Latine*, no 39 (oct-déc), p. 33-53.
- Colmenares Olivar, R. 2002. « El derecho a la autonomía de los pueblos indígenas en Venezuela ». *Revista CENIPEC*, no 21 (janv-déc), p. 185-217.
- Courrier International*. 2003. Dossier « Amérique Latine. Les Indiens aux portes du pouvoir », no 668 (21-27 août).
- Crisp, B. F. et D. H. Levine, 1998. « Democratizing the Democracy? Crisis and Reform in Venezuela », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol 40, no 2, p. 27-61.
- Del Pozo, J. 2004. *Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes de 1825 à nos jours*. Québec : Septentrion.
- Diani, M. 1992. « The concept of social movements ». *The Sociological Review*, vol. 40, no 1, p. 1-25.
- Domingo Sánchez P. 2002. « Una nueva realidad para los indígenas de Venezuela ». *Issues in Caribbean Amerindian Studies (ICAS)*, En ligne : <<http://www.centrelink.org/SanchezSpanish.html>>. Consulté le 19 septembre 2006.
- Dornbrusch, R. et S. Edwards, *The Macroeconomics of Populism in Latin America*, Chicago, University of Chicago Press, 1991.
- Dubet, F. 2004. « Between a defence of society and a politics of the subject: the specificity of today's social movements ». *Current sociology*, vol. 52, no 4, p. 693-716.
- Duteme, B. 2002. « Les mouvements indigènes en Amérique latine : conditions, enjeux et potentialités ». Synthèse d'un exposé au Colloque sur la réalité et la signification des mouvements sociaux, Institut d'études européennes et internationales de Luxembourg - FMA, Schengen, 11-13 janvier 2002. En ligne : <http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=168>. Consulté le 5 mai 2006.
- Ellner, S. 2001. « The radical potential of chavismo in Venezuela: the first year and a half in power », *Latin American Perspectives*, Free Trade and Resistance, vol. 28, no 5 (sept.), p. 5-32.

- Fals Borda, O. 1994. « Mouvements sociaux et pouvoir politique: développements en Amérique Latine ». *Futur Antérieur*, no spécial (juin), p. 1-9. En ligne : <http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=845>. Consulté le 31 mai 2004.
- Fernández Fernández, José M. 2002. « Movimientos Indígenas », In Román Reyes (Dir.), *Diccionario Crítico de Ciencias Sociales*, Pub. Electrónica, Universidad Complutense, Madrid. En ligne: <www.ucm.es/info/eurotheo/diccionario/M/mov_indigenas.htm>. Consulté le 04 août 2004.
- Foweraker. 1995. *Theorizing social movements*. London: Pluto Press.
- Galeano, E. 1971. *Les veines ouvertes de l'Amérique Latine*. Paris: Plon.
- García Guadilla, María del Pilar. 2003. « Politización y polarización de la sociedad civil venezolana: las dos caras frente a la democracia ». *Epacio Abierto*, vol 12, no. 1 (janv-mars), p. 31-62.
- García Serrano, F. 2001. « Política, Estado y diversidad cultural: la cuestión indígena en la región andina ». *Nueva Sociedad*, no. 173 (mai-juin), p. 94-103.
- Gargarella, R. 1997. « Recientes reformas constitucionales en America Latina: una primera aproximación ». *Desarrollo Económico*, vol 36, no. 144 (janv-mars), p.971-990.
- Giordani, L. 2002. « Llegó la hora del Indio, ¿sí or no?: the election of three indigenous representatives to Venezuela's National Constituent Assembly ». *Social Justice: Anthropology, Peace and Human Rights*, vol. 3, no. 1-2, p. 63-95.
- Giugni, Marco G. 1998. « The other side of the coin: explaining crossnational similarities between social movements ». *Mobilization: An International Journal*, vol 3, no 1, p. 89-105.
- . 2002. « Explaining Cross-National Similarities Among Social Movements », in Smith, Jackie and Johnston, Hank, (eds.) *Globalization and Resistance: Transnational Dimensions of Social Movements*, Rowman and Littlefield Publishers, Lanham, MA.
- Gohn, Maria da Gloria, et P. Hamel. 2003. « Movimentos sociais e mudanças na democracia no contexto da globalização contemporânea ». *Questões do século XXI*, vol 100, t. 1, p. 97-120.
- Gros, C. 2000. « La nation en question : identité ou métissage ? ». *Hérodote*, no 99 (juill-sept), p. 106-135.
- Guidry et al. 2000. « Historical precursors to modern transnational social movements and networks ». Chap. 2 in *Globalization and Social Movements : Culture, Power, and the Transnational Public Sphere*, p. 35-53.

- Hawkins, K. 2003. « Populism in Venezuela: the rise of Chavismo ». *Third World Quarterly*, vol. 24, no 6, p. 1137-1160.
- Hellinger, D., 2003. « Tercermundismo y chavismo ». *Espacio Abierto*, vol. 12, no 1, p. 9-30.
- Johnston, H. et P. Oliver. 2000. « What a good idea! Frames and Ideologies in Social Movements Research ». *Mobilization*, vol. 5, no 1, p. 37-54.
- Keck, M. E. et K. Sikkink. 1998. *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*. Ithaca and London: Cornell University Press.
- Karl, T. L. 1991. « Dilemmas of democratization in Latin America ». In *Comparative Political Dynamics: Global Research Perspectives*, sous la dir. de D. A. Rustow, D. A., y K. P. Erikson. New York: Harper Collins Publishers.
- Larose, C. 2000. « Militantisme transnational?: syndicats et groupes environnementalistes devant les accords de libre-échange nord-américain ». Thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 340 p.
- Latin American perspectives*. 2003. no 1 (janvier).
- Lauer, M. 2005. « Líderes políticos indígenas en Anazonia: política y auto-representación entre los Ye'Kwana del Alto Orinoco ». *Revista de Antropología Iberoamericana*, no 41 (mai-juin), p. 1-20.
- Lévy, J. 2006. « Los pueblos indígenas hacia la conquista de sus derechos ». En ligne: <<http://www.voltairenet.org/article142904.html>>. Consulté le 10 décembre 2006.
- Lijphart, A. 1971. « Cultural diversity and theories of political integration », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol. 4, no 1 (mars), p. 1-14.
- Lucero, José A. 2003. « Locating the « Indian Problem »: Community, Nationality, and Contradiction in Ecuadorian Indigeous Politics ». *Latin American Perspectives*, 128, vol. 30, no 1 (janvier), p.23-48.
- Maheu, L. 1991. « Les nouveaux mouvements sociaux entre les voies de l'identité et les enjeux du politique ». In *La Recomposition du politique*, « Politique et Économie: tendances actuelles », sous la dir. de L. Maheu et A. Sales, p. 163-192. Paris: L'Harmattan.
- Maheu, L., et D. Descent. 1990. « Les mouvements sociaux: un terrain mouvant », *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 3, no 1, p. 41-51.

- Martínez Cobo, José R. 1987. *Estudio del problema de la discriminación contra las poblaciones indígenas (Conclusiones, propuestas y recomendaciones)*, vol. 5, Nations Unies: New York.
- Martínez Peláez, S. 1985. *Motines de indios. La violencia en Centroamérica y Chiapas*. Puebla (México): Centro de Investigaciones Históricas y Sociales de la Universidad Autónoma de Puebla.
- Materne, Y. 1976. *Le réveil indien en Amérique Latine*. Paris : Éditions Du Cerf.
- Mato, D. 2000. « Transnational networking and the social production of representations of identities by indigenous peoples' organizations of Latin America ». *International Sociology*, vol. 15, no 2 (juin), p. 343-360.
- . 2003. « Actores sociales transnacionales, organizaciones indígenas, antropólogos y otros profesionales en la producción de representaciones de « cultura y desarrollo » ». Chap. in *Políticas de identidades y diferencias sociales en tiempos de globalización*, Caracas: FACES - Universidad Central de Venezuela. p. 331-354.
- . 1996. « Procesos culturales y transformaciones socio-políticas en América "Latina" en tiempos de globalización ». Chap. in *América Latina en tiempos de globalización: procesos culturales y transformaciones sociopolíticas*, p.11-47. Caracas: ALAS - Universidad Central de Venezuela - UNESCO. En ligne: <<http://www.globalcult.org.ve/doc/mato/Intro96.pdf>>. Consulté le 20 mai 2005.
- McAdam, McCarthy et Zald. 1996. *Comparative Perspectives on Social Movements*. New York: Cambridge University Press.
- McDermott, R. P. 1988. « Inarticulateness », pp. 37-68 in Deborah Tannen (ed.), *Linguistics in Context*, Norwood, NJ: Ablex.
- Melucci, A. 1990. « Les adversaires du vide ». *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 3, no 1, p. 33-40.
- Mosonyi, E. 1974. « Autogestión Indígena ». *América Indígena*, vol. 34, no 1, p. 151-160.
- Mouterde, P. 2002. « Les grands oubliés de l'Amérique ». Chap. 3 in *Quand l'utopie ne désarme pas*, p. 85-108. Montréal : Écosociété.
- Muehlebach, A. 2003. « What self in self-determination? Notes from the frontiers of transnational indigenous activism ». *Identities : global studies in culture and power*, vol. 10, p. 241-268.
- Niedergang, M. 1967. *Les 20 Amériques latines : 2*, Paris : Éditions du Seuil.

- Noiseux, Y. 2004. « Comment penser les mouvements sociaux dans les Amériques ? ». Document de travail, Observatoire des Amériques, 28p.
En ligne : < http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article-oda.php3?id_article=1813&lang=fr >. Consulté le 20 septembre 2006.
- Offe, C. 1994. « Les nouveaux mouvements sociaux: un défi aux limites de la politique institutionnelle ». *Futur Antérieur*, vol. 22, no 2, p. 1-16. En ligne : <http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=945>. Consulté le 31 mai 2004.
- . 1997. Version plus aboutie dans *Les démocraties modernes à l'épreuve*, p. 98-132. Paris: L'Harmattan.
- Perreault, T. 2003a. « Changing places : transnational networks, ethnic politics, and community development in the Ecuadorian Amazon ». *Political Geography*, vol 22, p. 61-88.
- . 2003b. « Community Organization, Agrarian Change, and the Politics of Scale in the Ecuadorian Amazon ». *Latin American Perspectives*, 128, vol. 30, no 1, p. 96-121.
- Pogany, I. 1996. « Constitution making or constitutional transformation in post-communist societies? ». *Political Studies*, 44, p. 568-591.
- Queipo, E. Mora. 2001. « Derechos de los pueblos indígenas. Utopías constitucionales frente a la globalización? ». *Espacio Abierto*, vol. 10, no 3, p.431-454.
- Rajagopal, B. 2002-2003. « International law and social movements: challenges of theorizing resistance ». *Colombia Journal of Transnational Law*, no 41, p. 397-434.
- Ramirez Gallegos, F. 2001. « Las paradojas de la cuestión indígena en el Ecuador: etiquetamiento y control político ». *Nueva Sociedad*, no 176 (nov-déc.), p. 17-23.
- Rémond, R. 1974. *Introduction à l'histoire de notre temps : Le XIXème siècle, 1815-1914*, Paris : Éditions du Seuil.
- Roberts, K. 1995. « Neoliberalism and the transformation of populism in Latin America », *World politics*, 48 (october), p. 82-116.
- Rodrick, D. 1997, « *Has Globalization gone too far?* ». Washington, Institute for International Economics.
- Rohrschneider, R., et J. Dalton Russel. 2002. « A global network? Transnational cooperation among environmental groups ». *The journal of politics*, vol. 64, no 2 (mai), p. 510-533.
- Romero, J. E. 2001. « El discurso político de Hugo Chávez (1996-1999) ». *Espacio Abierto*, vol. 10, no 2 (avril-juin), p. 229-245.

- Roper, J. M., Perreault, T., et Patrick C. Wilson. 2003. « Introduction ». *Latin American Perspectives*, janvier, p. 5-22.
- Roy, S. N. 1997. « L'étude de cas ». In *Recherche en sciences sociales: De la problématique à la collecte de données*, sous la dir. de B. Gauthier, p. 159-183. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- Sassen, S. 2004. « Local actors in global politics ». *Current Sociology*, vol. 52, no 4, p. 649-670.
- Savoie-Zajc, L. 1997. « L'entrevue semi-dirigée ». In *Recherche en sciences sociales : De la problématique à la collecte de données*, sous la dir. de B. Gauthier, p. 263-285. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- Schittecatte, C. 1999. « The creation of a global public good through transnational coalitions of social movements: the case of the Amazon ». *Canadian Journal of Development Studies*, vol. 20, no 2, p. 203-223.
- Smith, J. 2001. « Globalizing resistance: the battle of Seattle and the future of social movements ». *Mobilization: An International Journal*, vol. 6, no 1, p. 1-19.
- Stavenhagen, R. 1992. « Los derechos de los indígenas: algunos problemas conceptuales ». *Nueva Antropología*, vol. 13, no 43, p. 83-99.
- Strange, S. 1996. *The Retreat of the State: The Diffusion of Power in the World Economy*. Cambridge: University Press.
- Tarrow, S. 1998. *Power in movement: social movements and contentious politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- . 2000. *Transnational Contention*, EUI working papers, 2000/44 European University Institute.
- Tilly, C. 1978. *From mobilization to Revolution*. Reading, MA: Addison-Wesley.
- Touraine, A. 2002. « The importance of social movements ». *Social Movements Studies*, vol. 1, no 1, p. 89-95.
- . 2004. « On the frontier of social movements ». *Current Sociology*, vol. 52, no 4, p. 717-725.
- Van Cott, D. L. 2001. « Explaining ethnic autonomy regimes in Latin America », *Studies in comparative international development*, vol. 35, no 4 (hiver), p. 30-58.

- . 2002. « Movimientos indígenas y transformación constitucional en los andes. Venezuela en perspectiva comparativa ». *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol. 8, no 3 (sept-déc), p. 41-60.
- . 2003. « Andean Indigenous Movements and Constitutional transformation: Venezuela in comparative perspective ». *Latin American Perspectives*, vol. 30, no 128 (janvier), p. 49-69. En ligne: <http://lap.sagepub.com/cgi/reprint/30/1/49>. Consulté le 23 décembre 2005.
- . 2004a. « Indigenous peoples and democracy: issues for policy makers ». *Current history*, February, p. 1-27.
- . 2004b. « Broadening democracy: Latin America's indigenous peoples' movements ». *Current History*, (fév), p. 80-85.
- Varese, S. 1996. « The ethnopoltics of Indian Resistance in Latin America ». *Latin American Perspectives*, 89, vol. 23, no 2 (printemps), p. 58-71.
- Vertovec, S. 1999. « Conceiving and researching transnationalism ». *Ethnic and racial studies*, vol. 22, no 2 (mars), p. 447-462.
- Villalón, 2002. « Do differences engender rights? Indian and *Criollo* discourses over minority rights at the Venezuelan National Constituent Assembly ». *Social Justice: anthropology, peace and human rights*, vol. 3, nos 1-2, p.10-42.
- Weber, M. 1992. *Essais sur la théorie de la science*. Paris: Pocket/Agora.
- . 1995. *Économie et société*, t. 2. Paris: Plon.
- Weiss, W. 2000. « Tiempos de globalización y nuevas alianzas políticas ». In *América Latina en tiempos de globalización II: cultura y transformaciones sociales*, sous la dir. de Daniel Mato, Ximena Agudo et Illia García, p. 151-173. Caracas: ALAS - Universidad Central de Venezuela-UNESCO. En ligne: <http://www.globalcult.org.ve/pub/AMII/07-Weiss.pdf>. Consulté le 20 septembre 2006.
- Weyland, 2001. « Clarifying a contested concept: populism in the study of Latin American politics », in *Comparative politics*, vol. 34, p. 1-22.
- Wilpert, G., 2006. « The meaning of 21st Century Socialism for Venezuela », revised version paper presented at the University of Wisconsin-Madison Havens Center, 11 avril 2006, En ligne: <http://www.venezuelanalysis.com/print.php?artno=1776>. Consulté le 21 décembre 2006.
- Wyrod, C. 2003. « Conflict or compromise? Neoliberalism and indigenous rights in Latin America ». *International Affairs Review*, vol. 12, no 2, p. 7-30.

Yashar, D. J. 1998. « Contesting citizenship: indigenous movements and democracy in Latin America ». *Comparative Politics*, vol. 31, no 1(oct), p. 23-42.

ENTREVUES RÉALISÉES

- 1- Dani Maldonado, neveu de Nicia, conversation informelle, 1^{er} contact, membre de CONIVE, Caracas, 20-01-2006.
- 2- Nicia Maldonado, présidente de CONIVE et député indigène au parlement, Caracas, 31-01-2006.
- 3- Trois femmes de l'Enlace Indígena, clan Pocatererra, Centre Culturel de l'Université de Zulia, Maracaibo, 8-02-2006.
- 4- Aloha Nuñez, ex-coordinatrice de ASENLUZ (association des étudiants indigènes de l'Université de Zulia), membre de ORPIZ, CONIVE et COICA, Maracaibo, 13-02-2006.
- 5- Luis Enrique Gonzalez, nouveau coordinateur de la area de cooperación económica (temps de crise, nouvelle direction), Caracas, 16-02-2006
- 6- Jhonny Fontaine, président du ministère de la Jeunesse, Caracas, 16-02-2006.
- 7- Esteban Emilio Mosonyi, anthropologue, Université UCV, Caracas, 10-03-2006.
- 8- Freddy J. Guillermo T., Commission des Peuples Indigènes, 12-03-2006.
- 9- Noeli Pocatererra, présidente de la Commission des Peuples Indigènes et député indigène, 13-03-2006.
- 10- Ronny Velasquez, anthropologue, 16-03-2006.
- 11- Marie-Claude Mattei Mulher, linguiste, ancienne diplomate de France au Venezuela, 18-03-2006.

PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES ET INTERNATIONALES

Fondo Indígena. 2004. *Informe nacional de la Republica Bolivariana de Venezuela para la Primera Reunión Intergubernamental: Institucionalidad y políticas públicas de América Latina y el Caribe orientado a Pueblos Indígenas* (22-24 novembre). Palacio Itamaraty: Brasília, 109p. En ligne:

www.fondoindigena.org/apc-aa-files/documentos/items/Informe_venezuela1.pdf.
Consulté le 15 décembre 2006.

COICA.. 2004. *Agenda Indígena de Amazonia: Volviendo a la maloca*. Montevideo: CLAES.

COICA. 2005. *21 años de continuidad en una etapa de nuestro caminar*, Quito: COICA, 204p.

Guillermo 2006. *indice_de_la_Legislaci_n_Ind_gena_Vigente*

International Group for Indigenous Affairs (IWGIA). *The indigenous world*. Rapports annuels. Copenhague: IWGIA.

——— 1989 : Teresa Aparicio

——— 1998, 1999, 2000 : René Kuppe

——— 2000-2001 : Luis Jesús Bello

——— 2001-2002 : Ninoska Laya Pereira

——— 2002-2003 José Gregorio Díaz Mirabal (coordinateur général ORPIA)

——— 2005 : Luis Jesús Bello et Maria Teresa Quispe

——— 2006: Maria Teresa Quispe

National Intelligence Council de los Estados Unidos. 2004a. « Latinoamérica 2020: pensando los escenarios de largo plazo ». Conclusiones del seminario realizado en Santiago de Chile los días 7 y 8 de junio de 2004, en el marco del Proyecto *Global Trends 2020*.

———. 2004b. « Mapping the global future ». Report of the National Intelligence Council's 2020 Project. Washington DC.
< <http://www.foia.cia.gov/2020/2020.pdf> >.

Organisation des Nations Unies, 2006. « Doctrinas del despojo - El racismo contra los pueblos indígenas ». Conferencia mundial contra el racismo. En ligne: <<http://www.un.org/spanish/CMCR/indigenous.htm>>. Consulté le lundi 3 juillet 2006.

Organisation des États Américains (OÉA). 1999 (8 octobre). Comisión de Asuntos Jurídicos y Políticos. Instituto indigenista interamericano. *Informe sobre las acciones desarrolladas en diferentes organismos internacionales para la promoción de los derechos de los pueblos indígenas*. En ligne: <<http://www.summit-americas.org/indigenous/w-group-oct99/instituto%20indigenista%20americano.htm>>. Consulté le lundi 3 juillet 2006.

Venezuela, ministère des Relations Extérieures. 2006. « Intervención en el 24º Período de Sesiones del Grupo de Trabajo sobre las Poblaciones Indígenas ». En ligne: <www.mission-venezuela.org/index.php?option=com_content&task=view&id=55&Itemid=75>. Consulté le 9 novembre 2006.

Venezuela, ministerio de educación, cultura y deportes. 2002. « Hacia el diseño de una política nacional de pueblos indígenas » (mars).

Venezuela, mission Guaicaipuro, 2003. « Aló Presidente », no 167 (12 octobre). En ligne: <<http://www.misionguaicaipuro.gov.ve/quienes.asp#organigrama>>. Consulté le 23 décembre 2006.

———. 2005. Ministère de la communication et de l'information, collection temas de hoy (septembre), p.

AUTRES TYPES DE SOURCES

Akoun, A. 1999. *Dictionnaire de sociologie*, Paris : Éditions du Seuil.

Bostrom, J. 2006. « Understanding the Bolivarian Revolution » *The Caja connection*, issue 6 (winter), p.4-5. <www.caja.org>.

Boudon, R. 2002. *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris : Presses Universitaires de France.

Forum Mondial des Alternatives, Repertorio de los movimientos sociales. 2003. « Neoliberalismo y conflicto social: las configuraciones de los movimientos populares en América Latina », Clara Algranati, José Seoane y Emilio Taddei, (20 nov.) <<http://www.social-movements.org/es/node/view/382>>.

Osvaldo, L., Sally, B. et E. Tamayo. 2001. Movimientos sociales en la Red. ALAI (september). <<http://alainet.org/publica/msred/>>.

Pocaterra, N. 2007. Entrevue réalisée par Miguel Lozano (9 janvier). En ligne: <<http://mlozano.blogia.com/2007/010901-entrevista-noeli-pocaterra-diputada-indigena.php>>. Consulté le 10 janvier 2007.

Suárez, Rafael Ángel. 2003. « Proyectos del estado no son consultados con los indígenas ». Entrevue réalisée par Adital (15 août). En ligne: <<http://www.adital.org.br/site/noticia.asp?cod=8449&lang=ES>>. Consulté le 24 décembre 2006.

Revue *La Iglesia en Amazonas*. 1999 (janvier-juin). Puerto Ayacucho: Oficina de los Derechos Humanos.

Rodrik, D. 1997. *Has Globalization Gone Too Far?* Washington DC: Institute for International Economics.

Williamson, J. 2000. « What Should the World Bank Think about the Washington Consensus? », *The World Bank Research Observer*, Vol. 15, no 2 (août), p. 251-264.

Ysrrael Camero Martes. 2000. « A 42 años del Pacto de Punto Fijo ». En ligne:
<<http://www.analitica.com/va/politica/opinion/2966108.asp>>.

SITES WEB CONSULTÉS

www.argenpress.info
www.centrelink.org/Venezuela.html
www.coica.org
www.geocities.com/shinallatak
hrusa.org/
www.latinreporters.com
www.legransoir.info
www.mipunto.com/venezuelavirtual/temas/1er_trimestre02/indigenas.html
www.monde-diplomatique.fr
www.movimientos.org
www.radiochango.com
www.rebelion.org
www.risal.collectifs.net
www.saiic.nativeweb.org
www.social-movements.org
www.venezuelanalysis
www1.umn.edu/humanrts/edumat/IHRIP/frenchcircle/module6.htm#7t